Supplément Radio-Télévision

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 14177 - 6 F — DIMANCHE 26 - LUNDI 27 AOUT 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

URSS, une Union théorique

LE Tadjikistan était si loin de Moscou, géographiquement et politiquement, que l'une de ses régions, « oubliée de Dieu et du pouvoir soviétique », n'avait même jamais reçu la visite d'un représentant de Moscou depuis 1917. Vendredi 24 août, à leur tour, les députés du Tadjikistan, l'une des quinze Républiques qui forment théoriquement l'Union des Républiques socialistes soviétiques, se sont déclarés souverains et ont suspendu toutes les lois soviétiques contrevenant à la législation tadjik. La veille, c'étaient l'Arménie et la Turkménie qui avaient basculé.

Théorique, l' « Union soviétique » l'est en effet de plus en plus. Cinq de ses Républiques – la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Géorgie et l'Arménie – ont maintenant proclamé leur indépendance, tandis que huit autres se sont déclarées souveraines : la Fédération de Russie, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan, la Turkménie, le Tadjikistan, la Moldavie, la Biélorussie, l'Ukraine. Les deux Républiques restantes, le Kazakhstan et la Kirghizie, ne sont pas à la traîne pour autant : le Kazakhstan, qui abrite d'importantes réserves de gaz et de pétrole, a été l'une des premières Républiques à adopter une loi d'indépendance économique ; quant à la petite Kirghizie, elle a déjà préparé un projet de déclaration de souveraineté, publié début août dans la presse locale.

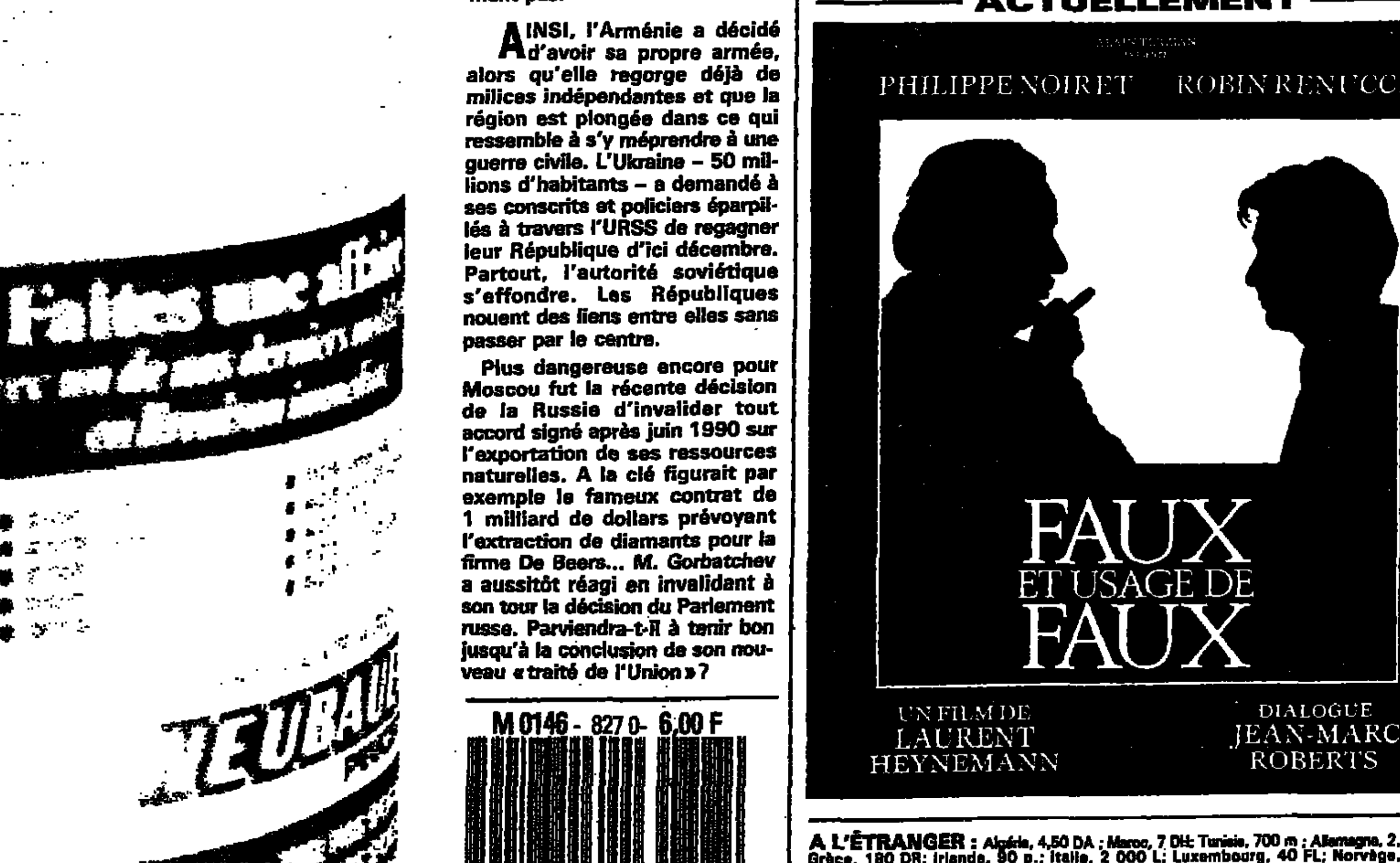
MEME les Républiques autonomes, cette curieuse subdivision administrative, sont gagnées par la fièvre. La Carélie (qui dépend de la Fédération de Russie), a été il y a quelques semaines la première république autonome à se déclarer souveraine, et pourrait être bientôt suivie par la Yakoutie, qui « étudie » la question. Que dire enfin des Gagaouzes, cette minorité turque-orthodoxe de Moldavie qui vient de se constituer en République autonome, fixant « ses » élections parlementaires au 28 octobre ?

L'Union, décidément, est bien mal en point. Ces déclarations d'indépendance ou de souveraineté, aux distinguos subtils, sont certes parfois tout aussi théoriques que l'Union elle-même ; elles n'en comportent pas moins de graves menaces que Moscou et M. Gorbatchev ne sous-estiment pas.

AINSI, l'Arménie a décidé d'avoir sa propre armée, alors qu'elle regorge déjà de milices indépendantes et que la région est plongée dans ce qui ressemble à s'y méprendre à une guerre civile. L'Ukraine – 50 millions d'habitants – a demandé à ses conscrits et policiers éparpillés à travers l'URSS de regagner leur République d'ici décembre. Partout, l'autorité soviétique s'effondre. Les Républiques nouent des liens entre elles sans passer par le centre.

Plus dangereuse encore pour Moscou fut la récente décision de la Russie d'invalider tout accord signé après juin 1990 sur l'exportation de ses ressources naturelles. A la clé figurait par exemple le fameux contrat de 1 milliard de dollars prévoyant l'extraction de diamants pour la firme De Beers... M. Gorbatchev a aussitôt réagi en invalidant à son tour la décision du Parlement russe. Parviendra-t-il à tenir bon jusqu'à la conclusion de son nouveau « traité de l'Union » ?

M 0146 - 827 0 - 6,00 F



L'aggravation de la tension dans le Golfe et la crise des ambassades au Koweït

Le Conseil de sécurité autorise le recours à la force pour faire respecter l'embargo contre l'Irak

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté samedi 25 août une résolution visant à renforcer l'embargo contre l'Irak. Le texte, voté par treize des quinze pays membres – Cuba et le Yémen se sont abstenus – permet de « prendre des mesures en rapport avec les circonstances du moment (...) sous l'autorité du Conseil de sécurité pour arrêter tous les navires marchands qui arrivent ou qui partent (...) et de faire appliquer strictement » les sanctions décidées antérieurement contre l'Irak.

Implicitement, il permet le recours à la force en cas de nécessité. A Koweït, des troupes irakiennes assiégeaient toujours, samedi matin, l'ambassade des Etats-Unis ainsi que d'autres missions diplomatiques occidentales qui refusent de fermer leurs portes, comme l'exigeait Bagdad dans son ultimatum. Cependant, selon certaines informations, l'électricité et l'eau, qui avaient été coupées, auraient été rétablies et les chars auraient été retirés. De ce face-à-face tendu à la confrontation armée, disait-on à Washington, la distance est mince. A Paris, la session extraordinaire du Parlement s'ouvrira lundi à 16 heures. M. Rocard fera devant les députés une déclaration sur la politique du gouvernement qui sera lue simultanément au Sénat par le ministre des affaires étrangères, M. Dumas, et suivie, dans chaque Assemblée, d'un débat sans vote. Le débat à l'Assemblée nationale sera retransmis en direct sur FR3 .

Une guerre de positions

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

L'étincelle pouvait se produire samedi 25 août si les Irakiens forçaient les portes de l'ambassade des Etats-Unis à Koweït – comme on leur en prêtait l'intention – pour s'emparer de l'ambassadeur, M. Nathaniel Howell, et de ses dix collaborateurs restés sur place. C'est dire que dans cette guerre de positions, le week-end s'annonçait chaud, après la dernière série de mesures prises par les forces d'occupation irakiennes, mesures qui ont été perçues ici comme autant d'agressives provocations. Comme nombre de leurs collègues occidentaux, les diplomates américains à Koweït sont maintenant prisonniers ; plus personne ne peut ni entrer dans l'ambassade ni en sortir, a dit le département d'Etat.

Si l'armée irakienne devait donner l'assaut, les diplomates américains ont reçu l'ordre de ne pas résister. Vendredi soir encore, on expliquait que leur mission était de maintenir l'ambassade en service le plus longtemps possible, ne serait-ce qu'à titre symbolique, pour manifester leur refus de l'annexion et de l'invasion du Koweït, disait M. Marlin Fitzwater, le porte-parole du président George Bush.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 5

La France fait un geste

Amanite phalloïde

excellent et raffiné. un vrai régal.

C'EST UN CADEAU DES ÉDITIONS LAROUSSE !

PLANTU

Lire également

Les salaires sous haute surveillance

La crainte d'une accélération de l'inflation et l'éventualité d'un tassement de la croissance qu'entretient la crise du Golfe a déja une conséquence. Pour le patronat comme pour l'Etat employeur, l'heure est en effet au renforcement de la discipline salariale.

Certes, il serait exagéré de considérer que les conditions d'un dérapage des rémunérations sont réunies. Néanmoins, les incertitudes présentes incitent le gouvernement et le CNPF à désamorçer les risques d'un retour aux « mauvaises habitudes » que constituerait la réapparition plus ou moins rampante de l'indexation des salaires sur les prix. Ainsi, les pouvoirs publics ne négocieront pas avec les syndicats de fonctionnaires tant que n'auront pas été déterminées en commun de nouvelles régles du jeu salarial.

Lors de son entretien du 20 août avec le premier ministre, M. François Perigot a fait connaître les premiers enseignements que le CNPF tire de la situation internationale. *« Nous nous étions installés dans une euphorie, dans la croyance que tout allait bien et que tout pouvait continuer (...). Nous devons continuer une politique de rigueur, une politique de contrôle des dépenses de l'Etat, une politique salariale mesurée »*, a-t-il déclaré. En clair, les erreurs commises après le premier choc pétrolier ne doivent pas se répéter : le partage de la valeur ajoutée doit rester favorable aux entreprises. Un tel plaidoyer ne peut que renforcer les réserves formulées en juin par le patronat à la suite de l'appel lancé par le chef de l'Etat en faveur d'une amélioration du déroulement de carrière des salariés les plus modestes.

« La crise du Golfe a bon dos », rétorquent les syndicats. Unanimes, ils considérent que les entreprises françaises sont tout à fait capables d'absorber un renchérissement des cours du brut et mettent en garde le CNPF contre toute velléité de mettre en veilleuse les discussions prévues en faveur des basses rémunérations. *« Ces négociations restent d'actualité »*, considère Mme Paulette Hoffman (FO).

Mme Nicole Notat (CFDT) prévient le patronat qu'il risque de *« prendre la responsabilité de créer un climat conflictuel »* et souligne qu'il est *« contradictoire de traîner les pieds pour négocier de nouvelles grilles de classification lorsque, dans le même temps, on déplore l'existence de déficits de main-d'œuvre qualifiée »*. Pour leur part, les conseillers de M. Michel Rocard, assurent que les pouvoirs publics respecteront leurs engagements. Le relèvement du SMIC dépendra donc, comme prévu, des résultats des discussions sur les bas salaires qui devront être bouclées avant fin 1992.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 11

Les complots contre Ceausescu

L'un des principaux acteurs de la révolution roumaine confirme que de hautes personnalités du régime avaient préparé la chute du dictateur

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Même si elle ne s'est pas exactement déroulée comme prévu, la chute de Ceausescu a été préparée de longue date par une poignée de généraux et quelques anciens responsables du Parti communiste roumain tombés en disgrâce. Dès 1984, les conspirateurs avaient songé à M. Ion Iliescu, l'actuel président, pour remplacer le dictateur à la tête du parti, espérant introduire des changements dans le cadre du système existant. Devant l'accélération des événements en décembre 1989, il leur a cependant fallu sacrifier un Parti communiste totalement discrédité pour sauver la mise et donner sa chance à M. Iliescu.

Telle est en substance la version que nous a donnée l'une des figures-clés de ces bouleversements, M. Silviu Brucan, écarté en février dernier de la direction du Front de salut national (FSN). M. Brucan a réitéré ses révélations dans une interview qu'il a donnée en début de semaine au quotidien roumain *Adevarul*, considéré comme un des organes du Front de salut national, actuellement au pouvoir

Ancien ambassadeur à Washington et aux Nations unies à New-York, directeur de l'organe du PC et de la télévision, M. Silviu Brucan, qui apparaît à soixante-treize ans comme un vétéran du communisme roumain, avait été mis sur la touche par Ceausescu à la fin des années 60. Redevenu professeur de sciences sociales à l'université de Bucarest, il avait été la première personnalité de son rang à s'élever publiquement, dans un texte remis à la presse internationale, contre la répression des émeutes ouvrières de Brasov, en 1987, et la politique de Ceausescu. Deux ans plus tard, il avait récidivé en signant, avec cinq autres anciens dirigeants du parti, une lettre ouverte faisant le procès en règle de Ceausescu et de son régime

Nous recevant dans sa maison de Bucarest, M. Brucan a insisté sur quelques éléments nouveaux relatifs aux antécédents et au déroulement des événements de décembre qu'il s'apprête à développer dans ses Mémoires.

« Alors que la cause principale de la chute de Ceausescu a été l'insatisfaction croissante de la population, il existait bel et bien un scénario pour l'écarter du pouvoir et donc préparer sa succession », explique M. Brucan.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Lire la suite page 6

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles/Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Irlande, 90 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 40 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

LA CRISE DU GOLFE

L'Irak et l'Occident

Très loin de Nasser

par Alain Touraine

DE Suez à Koweït, de Nasser à Saddam Hussein, le contraste est si grand que nous avons de la peine à le penser, comme si les régimes associés à des mouvements de libération nationale appartenaient à un autre siècle que les dirigeants nationalistes d'aujourd'hui. Quelle est la différence entre eux ? C'est évidemment que les mouvements de libération nationale constituaient l'indispensable première étape vers la formation des sociétés autonomes, différenciées, engagées sur un chemin qui pouvait parvenir à la démocratie, tandis que les dirigeants nationalistes d'aujourd'hui, dont les frères ennemis du Baas syrien et irakien, Assad et Hussein, sont les plus importants, ne luttent plus pour se libérer d'une domination étrangère mais pour étendre leur propre domination à des pays voisins, le Liban dans un cas, le Koweït et pourquoi pas l'Arabie saoudite dans l'autre.

On a accusé de naïveté et d'aveuglement ceux qui, comme Jean-Paul Sartre, croyaient possible de défendre les mouvements nationalistes du tiers-monde tout en restant fidèles aux vertus « petites-bourgeoises » de la démocratie occidentale, mais l'histoire a montré que la rupture avec la domination coloniale et la création des nouveaux Etats nationaux pouvaient conduire, après une phase de chaos, vers des régimes partiellement démocratiques, comme cela avait été le cas dans la majeure partie de l'Amérique latine et comme c'est aujourd'hui celui de l'Egypte, aussi bien que vers des autocraties conquérantes. Aujourd'hui la distance s'est creusée entre ces deux types des régimes post-coloniaux : ceux qui s'efforcent de développer leur marché intérieur et d'accroître la participation économique, sociale et politique des divers groupes sociaux, et ceux qui renforcent sans fin l'Etat maître du commerce extérieur et des principales activités de production et qui s'appuient sur le nationalisme, voire sur une croyance religieuse.

Ce qui commande la situation au Moyen-Orient n'est plus l'emprise des puissances coloniales mais la surabondance des ressources pétrolières qui permettent à certains Etats de mener leur propre politique de puissance sans se soucier ni du système économique mondial ni du développement de leurs propres sociétés. Ce qui est vrai de l'Irak, de l'Iran et de l'Arabie saoudite et qui l'est aussi de la Libye et l'a été de l'Algérie. La France, toujours fascinée par la grandeur de l'Etat, a été séduite par un Saddam Hussein qui s'enveloppait d'un discours jacobin, laïque et révolutionnaire, de la même manière que des intellectuels gauchistes se laissèrent séduire au début par Khomeiny, considéré comme le destructeur de l'autocratie du chah. Aujourd'hui, ces confusions ne sont plus possibles.

Cessons de parler du monde arabe

Ce qui veut dire que, dans le conflit actuel, il ne s'agit pas seulement de défendre les approvisionnements pétroliers de l'Occident contre l'expansionnisme irakien – encore que celui-ci crée une situation d'inévitable conflit international, – mais aussi et surtout d'arrêter les conquêtes militaires d'un régime autoritaire et de défendre l'espace dans lequel peut s'esquisser la maturation politique et économique de certains pays. Il est improbable que la crise actuelle se termine par un retour au *statu quo ante*. Il est plus probable que les fragiles oligarchies pétrolières s'écrouleront pour laisser la place, soit à des régimes guerriers, soit à des régimes de développement économique et d'ouverture politique. Déjà l'oligarchie algérienne s'est écroulée, et, malgré la victoire écrasante du FIS, il serait excessif de croire qu'une politique de fermeture culturelle l'emportera totalement et à coup sûr sur une action tournée vers l'ouverture politique. Celle-ci a gagné du terrain au Maroc et semblait se renforcer en Tunisie. Surtout, l'Egypte s'est sentie assez forte et a eu assez clairement conscience de ses intérêts vitaux pour s'engager nettement contre l'expansionnisme irakien. On voudrait aussi croire que les factions chrétiennes au Liban finiront par comprendre que leur responsabilité devant l'Histoire est de sauver l'idée libanaise, c'est-à-dire l'attachement à une société riche de ses libertés, au-delà de ses injustices et de ses faiblesses, et possédant une activité réelle, culturelle autant qu'économique, en dehors du pouvoir de l'Etat.

De l'autre côté, l'Irak, après avoir mis à mort l'esprit iranien de croisade, veut mobiliser au profit de la puissance de son Etat ses chars et ses armes chimiques. Il est essentiel que cette politique guerrière soit arrêtée, parce qu'il ne s'agit plus aujourd'hui, comme l'ont fait si longtemps et en termes si vagues les pays méditerranéens – France, Espagne, Italie, – de conserver une « politique arabe », mais de prendre parti pour l'ouverture contre la fermeture, pour la paix contre la guerre, pour la société contre l'Etat, et cela dans le monde arabe comme partout ailleurs.

La politique française depuis le début de la crise a eu raison de ne pas s'aligner entièrement sur une politique américaine qui semble se réduire à la protection, par de modernes canonnières, du ravitaillement pétrolier de l'Occident. Mais on voudrait que se fasse entendre aussi un discours moins défensif que l'actuel, et de plus de poids, car les précautions françaises ont peu de force alors que ce sont les Etats-Unis qui ont été seuls capables de prendre les initiatives décisives. On voudrait que la France, en même temps qu'elle confirme son appui à Arafat et au mouvement national palestinien, que rien, pas même l'appui donné à Hussein ne peut faire abandonner, indique clairement sa confiance dans l'évolution possible du monde arabe vers un développement social dont l'ennemi principal aujourd'hui est la toute-puissance et l'orgueil conquérant de l'Etat.

Le choix n'est plus entre l'oligarchie pétrolière et les dictatures conquérantes ; il est entre la tentative guerrière, exacerbée par l'immensité des ressources pétrolières et la faiblesse interne des sociétés, et le développement de celles-ci. Nous parlons trop souvent d'aide au tiers-monde en acceptant que nos responsabilités prennent la forme trop limitée des campagnes humanitaires. Nous devrions, non pas comme Français ou Occidentaux mais comme démocrates, nous engager en faveur de tout ce qui ouvre des sociétés, contre tout ce qui ferme les frontières des Etats autoritaires ou totalitaires. Beaucoup de régions du monde sont en équilibre instable entre les aventures guerrières et le développement économique et social. Nos moyens d'intervention sont limités mais ils dépendent aussi de la volonté de notre vision et de nos engagements. Ils peuvent contribuer d'une manière importante à ce que l'avis de la société l'emporte sur la volonté des Etats.

Cessons de parler du monde arabe, expression aussi vide de sens et aussi dangereuse aujourd'hui que celle d'Europe en 1936. Sachons prendre parti pour certains régimes de pays arabes et contre d'autres. Au Moyen-Orient, l'Irak de Saddam Hussein n'a même pas la légitimité originelle qui fut celle de la révolution islamiste. Rien ne permet de considérer ce régime militaire, autoritaire et répressif comme porteur des espoirs d'une nation désireuse de se transformer en société libre. C'est pourquoi les réactions qui furent celles de beaucoup de démocrates au moment de la libération nassérienne n'ont plus de raison d'être aujourd'hui. Il faut reconnaître la présence du mal dans les lieux mêmes où on a espéré hier la libération des peuples.

► **Alain Touraine est sociologue.**

Le choix des Arabes

par Abdellatif Laâbi

DANS *le Monde* du 22 août, Mᵉ Théo Klein a appelé les Arabes, et parmi eux les intellectuels, à choisir clairement leur camp. Il leur demande d'avoir le courage de se dégager de leurs solidarités ethniques *« aveugles »* pour épouser le droit et la justice *« même contre leurs frères arabes »*.

Je répugne depuis longtemps à utiliser des termes aussi généraux et en même temps chargés idéologiquement que l'« Occident » et les « Arabes ». Car ces notions sont devenues pour moi plurielles. Je ne peux pas confondre l'Occident des Lumières et de la déclaration des droits de l'homme avec celui de la VIᵉ flotte. Les Arabes sont autant de peuples, de cultures, de religions et de réalités différentes. Je ne peux pas mettre dans le même sac un tyran arabe quelconque et un martyr de la lutte pour la démocratie comme Mehdi Ben Barka.

Or, curieusement, ces distinctions ne sont plus de mise aujourd'hui. L'Occident se présente de nouveau comme un bloc monolithique, et les Arabes sont désignés en bloc tout aussi monolithique. Pourtant, chez beaucoup d'Arabes les idées et les attitudes ont bien évolué. Nos ouvertures sont devenues réelles ; et nos intolérances et nos enfermements moins pesants. Nous nous battons nous aussi pour le pluralisme, la démocratie, les droits de l'homme, un vrai dialogue entre les cultures, un rapport équitable entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, le Sud et le Sud... Mais nous vivons dans une sorte d'apocalypse permanente. Tout ce que la réalité arabe peut offrir de généreux, d'ouvert, de créateur est combattu par des régimes dont le seul souci est de pérenniser leur pouvoir et leurs intérêts égoïstes. Et ce qui nous fait parfois le plus mal, c'est de constater que *« l'Occident »* reste insensible à cette tragédie vécue au quotidien tout en s'accommodant, voire en soutenant, des classes dirigeantes qui étranglent la volonté et les aspirations de leurs peuples.

La direction politique de l'Irak est issue d'un coup d'Etat militaire. Elle a écrasé dans le sang toute velléité de volonté populaire, toute expression libre de la société civile. Des centaines d'opposants, parmi lesquels de nombreux intellectuels et écrivains, ont été assassinés sans autre forme de procès. Des milliers d'autres croupissent dans les prisons ou ont été contraints à l'exil.

Paternalisme et manichéisme

Nul besoin de parler de la guerre contre l'Iran. On sait ce qu'elle a coûté au peuple irakien pris collectivement en otage dans une guerre fratricide. Nul besoin de rappeler que la France a surarmé l'Irak tout au long de ce processus sanguinaire sans que la classe politique ou l'opinion publique s'en émeuvent. La longue lune de miel (vingt ans) franco-irakienne s'est rompue au moment où les intérêts géostratégiques et économiques de la France et du monde occidental ont été touchés. L'« ami » d'hier est devenu un autre Hitler. Même dans cette nouvelle situation, personne ne parle ici de la réalité des droits de l'homme en Irak, comme si le peuple irakien s'était transformé subitement en une masse informe de petits nazillons.

On vole au secours de l'Arabie saoudite, comme s'il s'agissait d'un havre de démocratie menacé par le bellicisme des dirigeants irakiens. Mais on ferme les yeux sur la réalité d'un pays où l'on coupe encore de nos jours la main du voleur, où on lapide à mort la femme adultère. Un pays où aucun droit démocratique n'est respecté et dont l'un des membres de la classe dirigeante peut se permettre de perdre des dizaines de millions de dollars en une soirée dans un casino de la Côte d'Azur. Aussi, quand les Etats-Unis et les autres pays occidentaux invoquent les droits des peuples et le droit international pour justifier leur intervention militaire en Arabie saoudite, ne sont-ils pas aussi cyniques que les dirigeants irakiens quand ceux-ci prétendent que les otages occidentaux sont des *« invités »* ? Ne trempent-ils pas dans les mêmes eaux froides du calcul égoïste ? Ne perpétuent-ils pas l'image de puissances-gendarmes instituant leurs droits comme le seul droit ?

Je dis cela en précisant haut et fort qu'il n'y a aucune illusion à se faire quant aux discours frelatés des dirigeants irakiens sur une prétendue renaissance de la « nation arabe » sous leur houlette. Que l'invasion et l'annexion du Koweït sont intolérables et irrecevables. Que la mise en situation d'otages des ressortissants occidentaux en Irak et au Koweït est un acte barbare. Et je prie, nuit et jour, en bon païen que je suis, pour que cette sale guerre annoncée n'éclate pas.

Ceux qui appellent les Arabes à choisir leur camp dans ce conflit font preuve d'un manichéisme et d'un paternalisme désolants. Car, que nous proposez-vous au juste sinon de choisir entre les agissements criminels de certains de nos dirigeants et les agissements non moins criminels du monde occidental quand ses intérêts sont menacés de par le monde ? Permettez-nous de choisir le terrain de ce que nous estimons être notre vrai combat : celui des droits de l'homme et de la démocratie dans nos pays respectifs, celui d'une moralisation de la vie internationale qui fera que les grands ne mangeront plus systématiquement les petits, que les riches n'appauvriront plus immanquablement les pauvres, celui d'un nouvel ordre éthique mondial où les valeurs universelles de l'Occident cesseront d'être un dogme pour permettre l'apport créateur des autres peuples de la planète.

► **Abdellatif Laâbi est écrivain marocain.**

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Où va se nicher le racisme

par Marek Halter

LES cheiks du pétrole ne sont pas mes amis, mais je ne demande pas sa nationalité ou sa religion à un blessé de la route avant de mes porter à son secours. Question de principe, sans quoi toute cohabitation serait rendue impossible.

Lorsque le 2 août, les forces armées de Saddam Hussein envahissent le Koweït, royaume faiblement armé mais très riche, et que le 9 août l'irakien déclare l'annexion *« définitive et éternelle »* de son voisin, certains parlent d'Anschluss, d'autres de libération. Peu importe. Sur le plan légal, il s'agit de l'annexion d'un Etat souverain et reconnu par la communauté des nations. L'Afghanistan n'a pas fait l'objet d'une annexion par l'URSS, ni le Liban par la Syrie, ni encore moins la Cisjordanie et Gaza par Israël.

Face au coup de force de Saddam Hussein, la communauté internationale aurait pu, une fois de plus, capituler, se contenter de sermonner et négocier son honneur en sous-main et au prix le plus bas. Elle a choisi de résister. Ce brusque regain de morale en politique, qui va constituer un précédent, aurait dû réjouir tout le monde. Or il n'en est rien.

Il se trouve encore de nombreux intellectuels – tiers-mondistes, arabisants, – des stratèges, des hommes politiques pour tenter de justifier, de « comprendre » Saddam Hussein – moderne Saladin selon eux, soucieux de voler les riches pour donner aux pauvres. Ignorent-ils, ces bons apôtres, que, avec ses trois millions cent mille barils par jour, l'Irak se classe au deuxième rang des exportateurs de pétrole, juste derrière l'Arabie saoudite ? Et que si les Irakiens sont relativement pauvres, ils le doivent à leur chef qui, il y a dix ans, s'est lancé dans une guerre de conquête – déjà ! – contre l'Iran et dans l'acquisition de matériels militaires qui devaient inévitablement trouver un jour leur utilité ?

De même, est-il bien sérieux de reprocher à la communauté internationale sa mobilisation actuelle pour être demeurée inerte lorsque les troupes de Saddam Hussein ont franchi la frontière iranienne en 1980 ou lorsque l'homme de Bagdad gazait ses populations kurdes ? Outre que l'annexion d'un Etat relève d'un ordre différent et que ces mêmes personnes ne se sont guère fait entendre en ces diverses occasions, convient-il aujourd'hui de ne pas s'opposer à un indiscutable déni de droit ? Cela équivaudrait à empêcher des automobilistes de se porter au secours d'un conducteur accidenté sous prétexte qu'ils ne se sont pas arrêtés lors de précédents accidents.

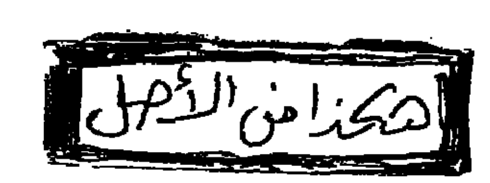
Un déplacement du conflit

Mais, de tous, l'argument le plus ignoble sans doute consiste, au nom du « particularisme », à enfermer le monde arabe dans une monade au sein de laquelle on donnerait à la guerre de conquête, aux massacres de populations civiles, à la liberté même une signification différente de la nôtre et où on aurait le droit de s'entretuer ou de s'embrasser sans que cela ne regarde le reste de l'humanité. Cette idée met en question l'universalité même de l'homme. C'est une idée raciste, donc. Rien d'étonnant qu'elle ait trouvé un écho chez Jean-Marie Le Pen.

Le racisme étant la chose du monde la mieux partagée, il est à craindre, d'une part, qu'à mesure du prolongement de la crise, la question ne se pose de l'opportunité de défendre, au péril de notre vie, la liberté pour le compte de gens qui n'en connaissent pas le prix, incapables qu'ils sont de l'apprécier et, d'autre part, que Saddam Hussein aux abois ne tente de changer d'adversaire. On assisterait alors, au grand soulagement des uns et des autres, à un déplacement du champ idéologique du conflit d'un millier de kilomètres, qui le porterait en Jordanie et qui mettrait aux prises Arabes et Israéliens. La question du Koweït serait emportée dans le tourbillon des passions que provoque depuis plus de quarante ans l'existence même de l'Etat juif, et l'introduction de la perestroïka dans la politique internationale serait arrêtée net.

Mais le sens et le contenu de l'engagement de la plupart des pays du monde contre l'invasion irakienne du Koweït dépend aussi un peu de nous. De chacun de nous, particules de l'opinion mondiale, de notre détermination, du prix que nous sommes prêts à payer pour la sauvegarde de nos valeurs morales, de notre liberté.

Contrairement aux apparences, ces valeurs n'appartiennent pas exclusivement à l'Occident. L'Europe de l'Est, l'Union soviétique les revendiquent aujourd'hui, tout comme une grande partie de l'opinion arabe qui – elle vient d'en faire la démonstration – n'a nulle leçon à recevoir.



LA CRISE DU GOLFE

Bagdad empêchera le départ des diplomates tant que les ambassades au Koweït ne seront pas fermées

Tandis que plusieurs pays arabes poursuivent avec discrétion de timides tentatives de médiation, l'Irak alterne les appels du pied, les pressions et le chantage en vue d'affaiblir la détermination des Occidentaux.

Le président du parlement irakien, M. Saadi Mehdi Saleh, a appelé vendredi 24 août le peuple américain à s'élever contre les préparatifs de guerre de l'administration Bush, affirmant que Bagdad n'a aucune intention de *« menacer les intérêts de l'Amérique et de l'Occident »*. Il a demandé à *« chaque citoyen américain de protester contre la position du gouvernement américain et d'exiger la levée du blocus inhumain et illégal imposé à l'Irak ainsi que le retrait des troupes américaines du sol et des eaux arabes »*.

Le ministre irakien de l'information, M. Latif Nassif el Jassem, a affirmé pour sa part que des *« civils britanniques mourront »* si une opération militaire est menée contre l'Irak. Le quotidien *Al Qadissiyeh*, organe du ministère irakien de la défense, écrivait samedi 25 août que *« toute agression contre l'Irak mettra en danger les intérêts américains partout dans le monde. Les Etats-Unis et leurs alliés doivent comprendre que cette région n'est pas facile, et le pétrole peut à tout moment flamber et brûler le monde entier »*. Le chef de l'Etat irakien, M. Saddam Hussein, a présidé vendredi une réunion conjointe du Conseil de commandement de la révolution et de la direction du parti Baas, les deux plus hautes instances dirigeantes du pays. Il avait auparavant rencontré séparément le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Ghozali, et le responsable des affaires étrangères de l'OLP, Farouk Kaddoumi. Selon des sources sûres d'origine arabe, ces derniers lui auraient présenté un projet de compromis suggéré par M. Yasser Arafat qui aurait pour points essentiels la libération des otages étrangers et l'évacuation de l'émirat par les forces irakiennes qui seraient remplacées par des troupes arabes.

La CEE et le Conseil de sécurité

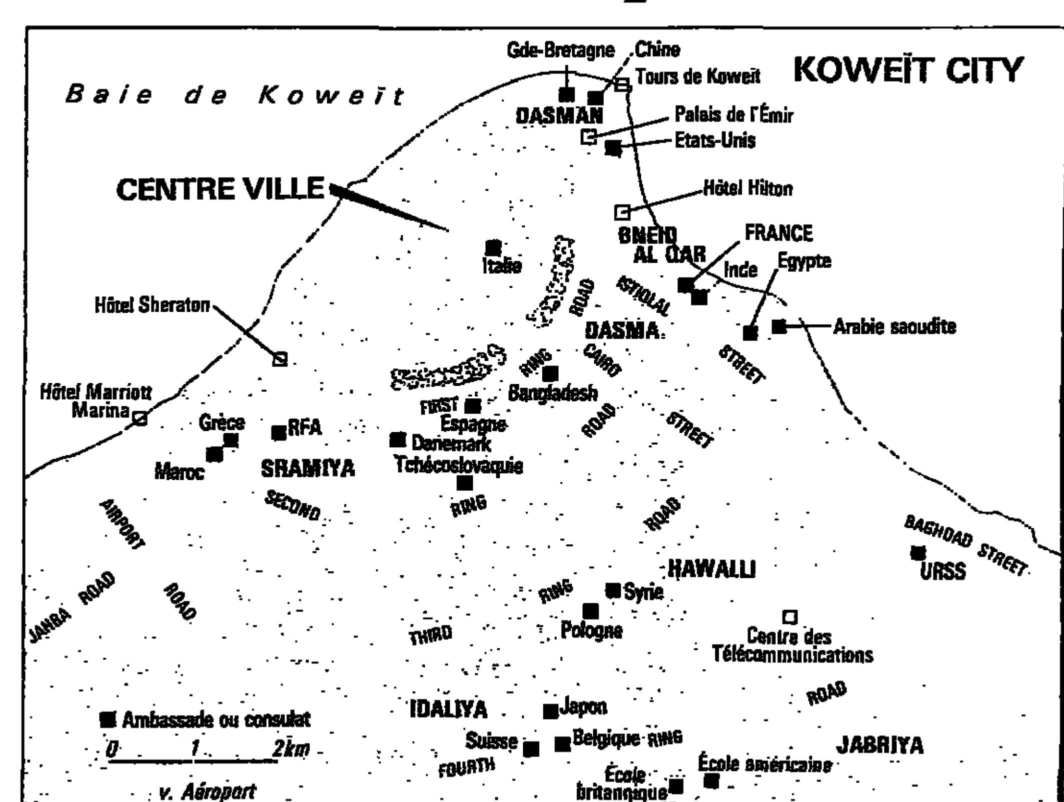
Toujours est-il que le président Saddam Hussein ne montre pour l'instant aucun signe de modération. L'Irak a en effet annoncé vendredi soir que Bagdad empêcherait le départ des diplomates des pays qui ont refusé de fermer leurs ambassades à Koweït et qui deviennent eux aussi des otages. Seuls les épouses et les enfants des diplomates étrangers pourront partir. Un porte-parole officiel irakien a précisé que cette décision avait été prise à la suite d' *« un appel du roi Hussein de Jordanie »* et dans un souci *« humanitaire »*.

Les diplomates seront retenus en Irak *« jusqu'à ce que leurs gouvernements acceptent d'appliquer la décision irakienne de fermer les missions dans la capitale koweïtienne »*. Le porte-parole n'a pas précisé si cette décision, qui relève *« du domaine de la souveraineté* (de son pays) *»*, concernait seulement les diplomates en poste à Koweït-Ville ou à Bagdad ou les deux à la fois.

Avant même l'expiration de l'ultimatum de Bagdad, vendredi à minuit, huit ambassades, dont celle des Etats-Unis et de plusieurs pays de la CEE, avaient été encerclées par l'armée irakienne. Il s'agirait des représentations de la Suède, de la Norvège, du Japon, de la RFA, de la Grande-Bretagne, de la Hongrie et de la Roumanie. Des troupes irakiennes auraient été également vues près de l'ambassade de France.

A Paris, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard, s'est refusé à tout commentaire sur la façon dont la France réagirait à la fermeture de force de son ambassade, se contentant de déclarer que cela *serait contraire au droit international* et que les autorités irakiennes ont été *« dûment informées de la gravité que cet acte constituerait »*. *« Notre ambassade ne sera fermée que contre notre gré »*, a-t-il ajouté. M. Bernard a indiqué qu'il restait actuellement environ 525 Français en Irak et au Koweït, et souligné qu'il n'était pas en mesure de donner un chiffre exact.

A Rome, le porte-parole du ministère italien des affaires étrangères, M. Giovanni Castellaneta, a déclaré que les pays membres de la CEE demanderont la convocation d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU *« s'il s'avère que le libre fonctionnement des représentations diplomatiques n'est plus assuré »*. De toute manière, les diplomates américains encerclés dans leur ambassade à Koweït-Ville n'opposeront pas de résistance si les soldats irakiens investissent leurs locaux. C'est du moins ce qu'a déclaré vendredi le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney. *« Mais nos représentants ont reçu pour instruction d'essayer de continuer à faire ce qu'ils sont censés faire. » – (AFP, Reuter, AP.)*



Plusieurs ambassades étrangères à Koweït-Ville sont regroupées sur une large avenue bordée de palmiers qui fait face au Golfe.

La représentation américaine – un imposant bâtiment de deux étages caché derrière de hauts murs pourvus de miradors depuis un attentat à la voiture piégée en 1983 – se trouve ainsi au coin de la corniche du bord de mer, appelée officiellement rue du Golfe-Arabique. Elle n'est située qu'à 400 mètres du palais de Dasman, la résidence de l'émir, Cheikh Jaber Al Ahmed Al Sabah, dévastée durant l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes.

La Grande-Bretagne, « protectrice » du Koweït jusqu'à son indépendance totale en 1961, a l'ambassade la plus prestigieuse, un élégant bâtiment de style colonial juste à côté du palais de Dasman. Les missions saoudienne, égyptienne et jordanienne (désormais fermée) occupent également des bâtiments en bordure du Golfe.

L'ambassade italienne se trouve un peu plus loin de la mer, à la limite du quartier des affaires. D'autres, enfin, sont disséminées dans de spacieuses villas des faubourgs de la capitale. C'est le cas des ambassades française, japonaise, belge ou encore ouest-allemande.

La représentation soviétique, désormais évacuée, se trouve quant à elle dans la rue de Bagdad, autrefois très commerçante. – (Reuter.)

Londres est hostile à une intervention militaire pour récupérer les représentants occidentaux

LONDRES

de notre correspondant

La guerre des ambassades provoque un premier craquement sur le front américano-britannique constitué dès le début de la crise du Golfe. Londres a fait connaître aux Etats-Unis son opposition à toute intervention militaire pour sauver les diplomates occidentaux *bloqués au Koweït.*

Lors d'une conversation téléphonique entre le président Bush et Mme Margaret Thatcher, celle-ci a rappelé que la priorité de son gouvernement était de faire appliquer les sanctions : *« Nous nous efforçons de contraindre les Irakiens à sortir du Koweït grâce aux mesures punitives »*, a rappelé le premier ministre. Le message de Londres est clair : pas de représailles militaires pour récupérer les diplomates occidentaux en cas de violation par l'Irak de l'immunité diplomatique des représentations à Koweït-Ville. Alors que l'ambassade de Grande-Bretagne était bloquée par des chars et des soldats, Mme Thatcher a insisté sur la responsabilité du *« dictateur Saddam Hussein (...) qui s'est emparé d'un pays par la force, les armes et les chars »*.

Il reste quatre personnes dans l'ambassade britannique : l'ambassadeur Michael Weston, cinquante-trois ans, un arabiste réputé, le consul, un premier secrétaire et un officier de sécurité. Les communications téléphoniques et le télex ont été coupés ; celles par satellite ne fonctionnent qu'épisodiquement.

Le seul lien entre la représentation et le Foreign Office est le système de radio par signaux spéciaux captés par le Centre de télécommunication gouvernemental de Cheltenham (Gloucestershire). Il n'y a plus d'électricité, ce qui oblige les occupants à s'éclairer à la chandelle et à se passer d'air conditionné. Les diplomates de Sa Majesté ont fêté avec leur aplomb caractéristique l'expiration de l'ultimatum irakien, vendredi soir : selon le Foreign Office, ils ont bu du champagne. Le communiqué ne précise pas s'il était français. – *(Intérim.)*

La Jordanie a rouvert sa frontière au flot des réfugiés

La Jordanie a rouvert vendredi 24 août sa frontière avec l'Irak, moins de deux jours après l'avoir fermée pour absorber les milliers de travailleurs égyptiens fuyant l'Irak et le Koweït.

Selon un haut responsable à Amman, 3 000 voyageurs seulement se trouvaient entre les postes irakiens et jordaniens, au lieu de 40 000 juste avant la fermeture de la frontière mercredi à minuit. Sur les 100 000 réfugiés qui se trouvaient en Jordanie il y a deux jours, 30 000, essentiellement des Egyptiens, attendaient encore vendredi de pouvoir rentrer dans leur pays.

Les Jordaniens s'attendent à un nouvel afflux de 20 000 personnes par jour. Selon le responsable jordanien, 30 tonnes de matériel médical et une équipe de médecins en provenance de Bruxelles sont attendues en Jordanie, ainsi que 4,5 tonnes de nourriture et 55 tentes venant d'Allemagne de l'Ouest. Il a ajouté que la Communauté européenne avait affrété 10 vols des Royal Jordanian Airlines, la compagnie aérienne jordanienne, pour ramener des réfugiés égyptiens au Caire.

En outre, le porte-parole du département d'Etat Richard Boucher a déclaré à Washington que les Etats-Unis enverraient immédiatement à la Jordanie 500 tentes pour héberger les réfugiés, et qu'ils débloqueraient une aide d'un million de dollars.

A Damas, un responsable a pour sa part annoncé que la Syrie permettrait à des réfugiés égyptiens de s'embarquer pour l'Egypte dans le port syrien de Tartous, sur la Méditerranée.

Trois organisations de secours des Nations unies basées à Genève ont annoncé qu'elles coordonnaient leurs efforts pour aider la Jordanie à faire face à l'afflux de réfugiés.

Un premier avion, chargé de 40 tonnes de couvertures, de nourriture et d'eau, devrait arriver à Amman la semaine prochaine. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a pour sa part installé vendredi, en liaison avec la société locale du Croissant rouge, un poste médical, sous une tente, à Rouweïched.

La Jordanie demande aux gouvernements étrangers et aux organisations de secours 50 000 tonnes de sucre, 30 000 tonnes de riz, 130 000 tonnes de blé et de farine, 5 000 tonnes d'huile végétale, 2 000 tonnes de viande en conserve, 2 000 tonnes de lait en poudre, 500 000 boîtes de lait pour bébé, 10 000 tonnes de fromage, 3 tonnes de thé, 1 000 tonnes de confiture et 1 000 tonnes de poisson en conserve pour nourrir les réfugiés. – *(Reuter.)*

□ **Washington prêt à augmenter l'aide alimentaire à l'Egypte.** – Les Etats-Unis envisagent d'augmenter leurs livraisons de blé et de farine à l'Egypte dans le cadre du programme d'aide alimentaire PL 480 dit aussi « Food for Peace », selon une information recueillie par l'AFP auprès du département de l'agriculture (USDA). L'autorisation pourrait couvrir, à des conditions très favorables l'achat de blé pour 31 millions de dollars (161 millions de francs) et de farine pour 19 millions de dollars (98,8 millions de francs), selon des sources du négoce. Mais la transaction doit se faire avant la fin de l'année budgétaire (30 septembre), sous peine d'être reportée. En 1989, les importations égyptiennes de produits agricoles ont atteint 5 milliards de dollars, dont environ le cinquième en provenance des Etats-Unis. – *(AFP.)*

□ **Vingt-quatre mille prisonniers de guerre échangés entre l'Iran et l'Irak.** – Vingt-quatre mille prisonniers de guerre iraniens et irakiens ont été échangés entre l'Iran et l'Irak depuis le début de l'opération, le 17 août, a annoncé vendredi 24 août Radio-Téhéran. Les deux anciens belligérants sont parvenus à un accord pour faire passer, à partir de jeudi, à 12 000 le nombre de prisonniers échangés quotidiennement. La moitié d'entre eux doivent être rapatriés par un pont aérien entre Téhéran et Bagdad, les autres continuant à emprunter la voie terrestre. – *(AFP.)*

La situation pays par pays

Voici la situation des diplomates des ambassades des principaux pays impliqués dans la crise du Golfe, samedi matin 25 août :

ETATS-UNIS. Washington a rejeté l'ultimatum irakien de fermeture. L'ambassade est encerclée. La Maison Blanche a fait savoir que l'ambassadeur, M. Nathaniel Howell, restait dans l'ambassade avec *« un personnel diplomatique restreint »*.

UNION SOVIETIQUE. Moscou a annoncé que ses 882 ressortissants au Koweït avaient été évacués, laissant l'ambassade vide. Mais cela ne signifie pas que l'ambassade est fermée, a ajouté le Kremlin.

CEE. Les Douze ont décidé mardi qu'ils ne fermeraient pas leurs ambassades. Un porte-parole de l'Italie, qui assure actuellement la présidence de la Communauté, a déclaré vendredi : *« Si les Irakiens touchent à un seul cheveu d'un ressortissant de la CEE, la communauté fera bloc. Nous nous sommes mis d'accord sur une chose cette semaine à Paris : un pour tous et tous pour un. »*

GRANDE-BRETAGNE. Londres a rejeté l'ordre de fermeture. L'ambassade est encerclée. Quatre diplomates, dont l'ambassadeur Michael Weston et le consul Larry Banks, sont dans les locaux.

BELGIQUE. Deux diplomates et des membres de leur famille restent dans l'ambassade. Le ministre des affaires belge, M. Mark Eyskens, a proposé mercredi que les ambassadeurs des Douze à Koweït se regroupent vendredi soir 24 août en une seule résidence pour compliquer leur éventuelle expulsion. Mais les mesures d'encerclement prises par les Irakiens semblent avoir empêché la réalisation de ce projet.

DANEMARK. L'ambassadeur Birger Dan Nielsen a reçu pour instruction de ne pas quitter volontairement l'ambassade, mais il lui revient d'apprécier ce que cela signifie, selon le ministère des affaires étrangères.

FRANCE. Six diplomates sont toujours au Koweït, dont le chargé d'affaires, M. Jean-Pierre Galtier. L'ambassadeur, M. Jean Bellivier, se trouvait en vacances au moment de l'invasion et n'a pu rejoindre son poste. Les autres membres du personnel et leur famille étaient partis pour Bagdad jeudi.

GRECE. Le chargé d'affaires, M. Dimitris Zavoritis, est resté dans l'ambassade avec quatre compatriotes et trois Koweïtiens.

ITALIE. L'ambassadeur, M. Marco Colombo, est resté avec son deuxième secrétaire, M. Massimo Rustico.

PAYS-BAS. Quatre diplomates, dont l'ambassadeur, M. Joop Veling, sont restés avec quatre autres personnes. Les Pays-Bas veulent maintenir leur représentation au Koweït tant que des ressortissants néerlandais seront présents dans le pays.

ESPAGNE. L'attaché commercial, M. Juan Jose Buitrago, a la charge de l'ambassade. (L'ambassadeur, M. Juan Jose Arboli se trouvait en Espagne au moment de l'invasion et n'a pu retourner dans l'émirat.)

RFA. Huit diplomates, dont l'ambassadeur, M. Claus Soenksen, se trouvent dans l'ambassade encerclée.

PAYS ARABES. L'Egypte et le Maroc ont fait savoir que leurs diplomates resteraient. La Jordanie a annoncé la fermeture de son ambassade. Les autres pays arabes n'ont pas précisé leur position.

BANGLADESH. L'ambassadeur, M. Shahabuddin Ahmad, serait resté avec quatre autres diplomates.

CANADA. Ottawa a refusé de fermer et a renforcé son personnel avec un diplomate supplémentaire venu de Bagdad, soit six au total.

TCHECOSLOVAQUIE. L'ambassadeur, M. Strakos, a reçu l'ordre de rester mais de ne pas résister à la force. Il se trouve dans la mission avec un autre diplomate.

RDA. L'ambassadeur, M. Kurt Merkel, et son épouse restent et ont reçu l'ordre de maintenir la mission ouverte.

HONGRIE. Refuse de fermer, avec cinq diplomates à l'intérieur des locaux.

INDE. New-Delhi a annoncé jeudi qu'il se plierait à l'ordre irakien et transférerait son personnel à Bassorah.

POLOGNE. L'ambassade restera ouverte. *Le chargé d'affaires,* M. Jan Dworak, dirige la mission avec trois responsables de l'office commercial.

SUEDE. Deux diplomates sont toujours au Koweït, dont l'ambassadeur, M. Ingolf Kiesow.

SUISSE. Le chargé d'affaires, M. Franco Besomi et un autre diplomate, sont toujours en place.

THAILANDE. Trois responsables de l'ambassade toujours au Koweït, avec le chargé d'affaires Atsiphol Chabchitchaidol.

CHINE. Le gouvernement a en principe *décidé de maintenir l'ambassade ouverte. – (Reuter, AFP.)*

La règle de l'inviolabilité

L'ultimatum adressé par l'Irak aux ambassades étrangères au Koweït pose le problème de l'inviolabilité des ambassades, garantie par la convention de Vienne de 1961 de l'ONU sur les relations diplomatiques, dont voici les principaux points :

« Les locaux de la mission sont inviolables » (article 22). *« Il n'est pas permis aux agents de l'Etat accréditaire* (qui accueille l'ambassade) *d'y pénétrer, sauf avec le consentement du chef de la mission. »*

« Les locaux de la mission, leur ameublement et les autres objets qui s'y trouvent, ainsi que les moyens de transport de la mission, ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, réquisition, saisie ou mesure d'exécution. » Quant au personnel diplomatique, *« il ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention »* (article 29).

L'Etat accréditaire *« est tenu, même en cas de conflit armé, de respecter et de protéger les locaux de la mission »*.

La convention de Vienne, signée par presque tous les pays, dont l'Irak, et mise en vigueur en 1964, n'évoque pas le cas d'une annexion d'un pays par un autre.

LA CRISE DU GOLFE

Une attaque irakienne contre Israël utilisant des armes chimiques est « très improbable », a déclaré vendredi 24 août le chef d'état-major israélien, le général Dan Shomron. « La probabilité que les Irakiens utilisent des armes chimiques contre Israël, sachant les moyens militaires dont nous disposons, est très faible », a-t-il précisé à la télévision. « L'Irak fait face à une coalition internationale d'une puissance sans précédent. C'est l'Irak qui se trouve dans une situation stratégique extrêmement difficile, et non Israël. »

Ces déclarations interviennent au moment où la presse israélienne prépare le public au pire. Ainsi a-t-elle publié vendredi de multiples recommandations en cas d'attaque irakienne, en particulier avec des gaz asphyxiants. Vendredi, le « Jerusalem Post » a rapporté que les autorités militaires ne disposaient pas de masques à gaz en quantité suffisante pour les Palestiniens des territoires occupés. En revanche, tous les résidents de Jérusalem-Est, annexé par Israël en 1967, en recevront.

M. Patrick Duffy, président de l'Assemblée de l'Atlantique nord, qui regroupe des membres des parlements des pays de l'OTAN, a exprimé vendredi son « profond regret » devant la réponse inadéquate de l'Organisation à la crise du Golfe. « Il est difficile de sous-estimer l'effet potentiel que l'issue de ce conflit aura sur l'avenir de l'alliance. D'ores et déjà, elle a mis en lumière l'inadéquation de la structure de l'Alliance », en particulier du fait que ses règles limitent l'action militaire commune de ses membres à la seule zone de l'OTAN, essentiellement l'Europe et l'Amérique du Nord.

Membre de l'OTAN, le gouvernement turc a envoyé jeudi à tous les préfets du pays une nouvelle circulaire leur demandant de vérifier l'état de préparation « pour une guerre totale ». La presse indique que la direction de la protection civile a renforcé les mesures de sécurité afin d'assurer « la protection de la population, particulièrement dans la zone frontalière avec l'Irak » contre l'éventualité d'une guerre chimique.

Ankara prépare aussi la mobilisation de réservistes. L'état-major de l'armée a, selon la presse, mis en garde les autorités militaires « contre l'éventualité d'activités des organisations séparatistes et subversives ». La Turquie a enfin menacé de fermer sa frontière avec l'Irak si les pays étrangers ne s'occupaient pas de leurs ressortissants qui peuvent arriver du Koweït via l'Irak. Cet avertissement s'adresse en particulier au Pakistan, dont plus de cent mille ressortissants tenteraient de quitter l'Irak.

A Alger, le colonel Kadhafi a été reçu vendredi par le président Chadli Bendjedid avant de se rendre à Tunis, où il s'est entretenu avec le président Ben Ali.

Au Caire, le message envoyé jeudi par M. Saddam Hussein au président Moubarak a été violemment critiqué par les médias égyptiennes. Selon « Al Ahram », le président irakien a ainsi montré qu' « il rejetait l'appel à la paix ». Il « a oublié qu'il avait envahi le Koweït pour s'emparer de ses richesses et avait dilapidé des milliards de dollars pendant la guerre contre un autre État islamique (l'Iran) pour qu'à la fin cette guerre se termine par la reddition et l'acceptation par l'Irak des conditions iraniennes ».

A Pékin, les premiers Chinois évacués de la zone du conflit sont arrivés par avion. Il y avait, au début du conflit, 9 500 Chinois au Koweït et en Irak. – (AFP, Reuter, AP, UPI.)

La mise en garde de M. Gorbatchev à M. Saddam Hussein

« C'est de la partie irakienne que dépendent les actions futures du Conseil de sécurité »

M. Mikhaïl Gorbatchev a haussé le ton avec l'Irak, vendredi 24 août, en adressant, sous forme d'un *« message personnel urgent »* une sévère mise en garde au président Saddam Hussein. M. Gorbatchev souligne *« la nécessité insistante que le gouvernement irakien prenne sans tarder la voie du respect des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptées en liaison avec l'invasion du Koweït par l'Irak et la situation des citoyens étrangers de certains Etats sur le territoire du Koweït et de l'Irak »*.

« Déborder de ces exigences va inévitablement inciter le Conseil de sécurité à adopter des mesures supplémentaires appropriées », prévient le président soviétique. *« Maintenant, c'est de la partie irakienne que dépendent les actions futures du Conseil de sécurité »*, conclut ce message, qui appelle le président irakien à adopter immédiatement les mesures nécessaires.

En faisant allusion aux otages occidentaux en Irak, le président soviétique se solidarise avec les Occidentaux, au moment où l'URSS commençait à être critiquée, bien que de manière feutrée, par ces derniers.

Les ressortissants soviétiques évacués du Koweït sont arrivés vendredi matin à Moscou, grâce à une collaboration irakienne dont l'URSS est l'un des rares pays à bénéficier, puisqu'ils ont disposé de facilités exceptionnelles.

De plus, l'URSS est l'un des seuls pays à avoir évacué son ambassade au Koweït, ce que la plupart des pays occidentaux ont refusé de faire. L'ambassade d'URSS *« est vide »*, mais cela ne signifie pas que l'URSS ait fermé sa représentation diplomatique au Koweït. La fermeture de l'ambassade signifierait en effet que l'URSS reconnaît l'annexion du Koweït par l'Irak. Or M. Gorbatchev réaffirme dans son message à M. Saddam Hussein, *« la position de principe de l'URSS sur l'illégalité de l'annexion du Koweït »*. – *(AFP.)*

A la frontière entre l'Arabie saoudite et le Koweït

L'attente dans le désert sous un soleil de plomb...

FRONTIERE SAOUDO-KOWEITIENNE

de notre envoyée spéciale

Sur la terrasse de son fort de pierre crénelé planté en plein désert le long d'une piste sablonneuse, le commandant saoudien du poste, jumelles à la main, scrute l'horizon. Devant, à moins d'un kilomètre : le Koweït. Derrière, à quelque cinq kilomètres : une tache sombre, un gros bouquet d'arbres, sans doute des soldats irakiens.

Un désert de sable brûlant à perte de vue, piqueté par endroit de sortes de tours Eiffel rouges – une gigantesque antenne ou un puits de pétrole.

C'est de cet horizon que surgissent de temps en temps quelques camionnettes tout terrain, remplies à ras bord de passagers et de colis en tout genre.

Mustapha, un passeur – quelques chauffeurs sont ainsi reconvertis dans la dangereuse traversée Koweït-Arabie saoudite – vient d'arriver. Protégé par un chèche blanc d'où n'émergent que ses yeux fatigués, il se refuse à dévoiler son visage de peur d'être reconnu à son retour à Koweït-Ville. De même refuse-t-il de révéler les pistes qu'il emprunte. Il affirme simplement qu'il fait cela bénévolement. C'est sa manière à lui de résister, dit-il.

Distribution de repas chauds

Dans sa voiture, huit femmes – six Koweïtiennes et deux Philippines – encore sous le choc. La voiture a été arrêtée et a pu poursuivre son chemin après que les soldats irakiens eurent récupéré les quelques objets qui les intéressaient. Maria, une Philippine, depuis sept ans au Koweït et qui espère maintenant trouver du travail à Bahrein, a dû laisser ses bijoux et a reçu en retour un petit *« souvenir »* de Bagdad.

La plupart des réfugiés qui arrivent font ainsi état de vols, les objets les plus prisés des soldats de Bagdad étant les postes de radio, les vidéo et les téléviseurs. Mais Mustapha et ses passagères ont eu de la chance. Ils n'ont pas essuyé de tirs, comme cela fut le cas pour un ressortissant anglais tué au cours de ce même passage et au même endroit, quelques jours après l'invasion irakienne.

Derrière ses jumelles, l'officier saoudien explique qu'il guette les arrivants pour leur venir éventuellement en aide lorsqu'ils ont atteint le *no man's land*. C'est devenu la principale tâche de la quarantaine de gardes frontière qui l'entourent, équipés de simples fusils.

Dans ce coin de désert, ces réfugiés doivent rejoindre le poste frontière officiel de Khafji, à une quinzaine de kilomètres sur la route principale, pour régulariser leur situation et obtenir le visa d'entrée en Arabie saoudite. Une formalité qui peut prendre quelques jours en fonction de la promptitude des ambassades concernées à rapatrier leurs ressortissants.

Installé sous des tentes, un hôpital a été dressé pour secourir les éventuels blessés ou pour soigner les victimes de malaises et d'extrême fatigue dus notamment à la chaleur étouffante qui règne ici. Les autorités saoudiennes fournissent aussi chaque jour à ce poste frontière des centaines de repas chauds et l'eau indispensable.

Dans ce fort isolé, comme à la frontière officielle, pas d'armes lourdes visibles. Seules quelques jeeps équipées de mitrailleuses de 12,7 mm font des rondes, mais l'armée semble étrangement absente. Même les miradors autour du poste de Khafji sont vides et un lourd silence règne.

Abattus par le vent chaud et le sable qui s'engouffre partout, des dizaines de réfugiés attendent autour de leurs valises, cherchant ne serait-ce qu'un soupçon d'ombre.

Face au poste de Khafji, le Koweït est à un kilomètre et demi. A la jumelle, on distingue à peine, au loin, au bas du château qui barre l'horizon, un ou deux chars irakiens et des camions qui obstruent la route directe désormais fermée. Sur le parking près du poste, du téléphone de leur voiture quelques Koweïtiens tentent de communiquer avec leurs familles restées à l'intérieur.

C'est le seul moyen de contacter aussi la résistance. Depuis que les lignes ont été coupées, les téléphones mobiles restent le dernier recours. Ce vendredi, toutefois, la liaison est mauvaise et rien ne semble passer, au grand désespoir des familles qui ont parcouru dans ce but les 360 kilomètres depuis Dahran.

Malgré ces apparences de sérénité, Khafji a son plan de défense civile et à l'appel des sirènes, précise le gouverneur, M. Khalid al Otaishan, chaque habitant sait désormais qu'il doit monter dans les bus qui stationneront dans la rue pour l'éloigner en cas d'attaque. Une cité de toile de 10 000 tentes a été établie à 40 kilomètres au sud-est de la ville au cas où celle-ci devrait être évacuée.

Selon le gouverneur, Khafji a une troupe suffisante pour résister en attendant l'arrivée de renforts. Pour l'instant, d'ailleurs, l'activité pétrolière *off shore* de l'Arabian oil Company – propriété japonaise, saoudienne et koweïtienne – se poursuit au rythme de 300 000 barils/jour, bien que la plupart des sociétés aient réduit leur staff au minimum.

En première ligne, douaniers et police des frontières assurent leur tâche sans crainte excessive. Le premier camp d'importance visible de l'armée saoudienne est à quelque 50 kilomètres plus au sud, au bord du Golfe. Défendu par des batteries de missiles installées sur des monticules de terre, il abrite une piste d'hélicoptères et une douzaine d'avions attendent, prêts au décollage.

Tous les cent mètres, un blindé

A cet endroit, tous les cent mètres, un blindé, le canon de sa mitrailleuse pointé vers la mer, est en position. Sur l'eau, on ne voit que des pétroliers en attente, alors que deux énormes torchères dégagent un épais ruban de fumée.

De l'autre côté de la route c'est le désert, traversé de longues caravanes de chameaux. Seuls les convois motorisés, tous protégés par des filets de camouflage, témoignent donc d'une activité militaire. Ce sont surtout, ici, des véhicules saoudiens, les forces américaines se trouvant encore derrière.

Tout se passe en fait comme si l'Arabie saoudite et l'Irak avaient, chacun de son côté, choisi d'éviter au maximum un contact terrestre trop rapproché qui aurait pu donner lieu à des incidents incontrôlables. Selon les témoignages des arrivants de Koweït-Ville, le gros de l'armée irakienne se serait aussi replié à quelques dizaines de kilomètres de la frontière.

Le calme qui règne ici, en ce point devenu stratégique sur les cartes d'état-major, contraste singulièrement avec l'intense activité de Dahran. A l'appel du muezzin, douaniers et gardes frontière délaissent d'ailleurs un instant leur poste pour la prière du soir. Dans la petite mosquée blanche du poste de Khafji, ou sur des tapis déployés à même le sol.

FRANÇOISE CHIPAUX

La mise sous surveillance de 233 Japonais

« Une action inhumaine et inacceptable »

déclare le premier ministre nippon

TOKYO

de notre correspondant

Le premier ministre japonais a condamné vendredi 24 août l'attitude de l'Irak, qui retient contre leur volonté les 233 Japonais arrivés du Koweït et placés sous surveillance dans un hôtel de Bagdad. *« Il s'agit d'une action inhumaine et inacceptable au regard du droit international »*, a déclaré M. Toshiki Kaifu au cours d'une conférence de presse.

Au Koweït, l'ambassade japonaise est surveillée par des soldats et les deux diplomates qui y sont restés ont été avertis qu'ils ne jouissaient plus de l'immunité diplomatique. A Bagdad, l'ambassadeur du Japon s'est vu barrer la porte de l'hôtel Meria Mansour où sont retenus les 233 ressortissants nippons.

Le secrétaire-général du cabinet, M. Sakamoto, tout en réitérant dans un communiqué la condamnation par Tokyo de l'invasion du Koweït par l'Irak, a annoncé que la contribution japonaise à l'effort des pays occidentaux dans le Golfe serait décidée en début de semaine prochaine. Le Japon est notamment pressé par les Etats-Unis d'envoyer du personnel, y compris des forces d'auto défense, dans la région. Une demande réitérée par l'ambassadeur américain à Tokyo, M. Michael Armacost.

De son côté, M. Taro Nakayama, ministre des affaires étrangères, qui a achevé samedi sa tournée au Proche-Orient, a déclaré à Stockholm, où il effectuait une brève visite, qu'il était temps pour le Japon de se doter de dispositions légales lui permettant d'intervenir dans des conflits extérieurs : *« Bien que le Japon soit lié par ses engagements constitutionnels, je pense qu'il est temps pour lui de prendre en considération les contributions qu'il doit apporter en tant que membre de la communauté internationale »*, a-t-il déclaré.

Ph. P.

L'Inde a obtenu de Bagdad des assurances sur le sort et le rapatriement de ses ressortissants

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Décevant sur le plan international et positif s'agissant des intérêts de son pays : tel est le bilan de la mission que le ministre indien des affaires étrangères vient d'effectuer en liaison avec la crise du Golfe. Seule personnalité non arabe à avoir été autorisée par Bagdad à se rendre au Koweït, M. I. K. Gujral a reconnu, jeudi 23 août devant le Parlement, que ses efforts pour tenter de parvenir à une réduction de la tension dans la région n'avaient pas été probants, tout en précisant que New-Delhi ne tenait pas à jouer un rôle majeur dans cette crise. En revanche, le sort des quelque cent soixante dix mille Indiens retenus en Irak et au Koweït devrait évoluer rapidement, vu les bonnes dispositions de Bagdad à l'égard de l'Inde.

Pratiquement, des moyens logistiques, à la fois maritimes et aériens, vont être mis en place, mais une évacuation *« massive »* est impossible, a souligné M. Gujral. Des vols directs entre Bagdad, Bassorah et l'Inde doivent être organisés, permettant d'alléger le trafic *via* la Jordanie. L'Inde aurait également obtenu l'autorisation de faire parvenir des médicaments et de la nourriture aux réfugiés.

La communauté indienne, a-t-il assuré, reçoit toutes les facilités des *« autorités locales »* au Koweït, lesquelles demandent aux Indiens de rester sur place et de *« continuer à contribuer à l'économie du pays »*. Le ministre, qui a pu visiter plusieurs localités, a dressé un bilan plutôt rassurant, estimant que, *« après une période marquée par diverses exactions, la situation est maintenant plus ou moins sous contrôle »*. *« L'Inde,* a-t-il ajouté, *qui n'avait pas d'autre option que de se plier à la requête de Bagdad, a fermé son ambassade au Koweït. »*

M. Gujral s'est d'autre part inquiété de l'envoi de contingents militaires du Pakistan et du Bangladesh en Arabie saoudite, estimant que cela pouvait servir d'excuses à une militarisation accrue de ces deux pays.

A Islamabad, le gouvernement intérimaire de M. Ghulam Mustapha Jatoi reste extrêmement discret sur l'ampleur de ce dispositif militaire. M. Yakub Khan, ministre des affaires étrangères, poursuit une mission dans plusieurs capitales du Golfe, pour tenter, comme son homologue indien, de trouver une solution au rapatriement des cent trente mille Pakistanais résidant en Irak et au Koweït.

L'intervention militaire pakistanaise

Il devait également mettre au point avec les dirigeants saoudiens les modalités de l'intervention militaire pakistanaise. Celle-ci, qui pourrait être à la fois aérienne et terrestre, devrait regrouper plusieurs milliers d'hommes. Il paraît cependant peu probable, vu la tension avec l'Inde, qu'Islamabad accepte la demande du Koweït d'envoyer des forces navales dans le Golfe.

Le nombre des « techniciens » et « coopérants » pakistanais déjà présents en Arabie saoudite serait de l'ordre de plusieurs milliers. Une partie de la presse pakistanaise critique sévèrement la décision du nouveau régime, estimant qu'Islamabad s'est aligné *« une fois de plus »* sur Washington. Le *Muslim*, journal proche du Parti du peuple *(PPP)* de Mme Benazir Bhutto, parle de *« servitude sans précédent »*, estimant que cela aura des *« conséquences désastreuses »* pour la sécurité du pays.

Dans le *Frontier Post*, l'éditorialiste réputé Mushahid Hussain écrit que le Pakistan est transformé en *« dépendance américaine dans le golfe Persique. »* Des manifestations se sont produites dans plusieurs villes, à l'instigation de groupes chiites, pour condamner la présence américaine dans le Golfe. Environ dix mille personnes, scandant *« Mort à l'Amérique ! »*, se sont ainsi rassemblées jeudi à Islamabad.

Au Bangladesh, pays qui a décidé d'envoyer environ deux mille soldats en Arabie saoudite – les détails logistiques de cette opération sont loin d'être réglés, – des manifestations ont également eu lieu. Quatre mille personnes se sont rassemblées devant l'ambassade d'Irak à Dacca, dans l'espoir de se faire enrôler aux côtés des troupes irakiennes. Le régime du président Ershad a précisé que ses soldats ne pourraient être engagés que dans des actions défensives. Le Bangladesh est préoccupé des conséquences de la crise, notamment parce que, outre le problème purement humanitaire, le retour de ses cent mille ressortissants signifierait l'arrêt des envois de fonds, et donc un manque à gagner de plus de 12 % de ses ressources en devises, soit environ 90 millions de dollars.

Au Sri-Lanka, en revanche, où le problème des réfugiés est tout aussi crucial (cent dix mille personnes), le constat dressé par les autorités est fort différent. Par la voix de son porte-parole, Colombo a fait savoir que le Sri-Lanka était trop *« petit »* et trop pauvre *« pour se solidariser avec les sanctions décidées par la communauté internationale »*. Colombo entend continuer à commercer normalement (si possible) avec l'Irak, un pays avec lequel il entretient d'excellentes relations : Bagdad est le deuxième acheteur de thé de Ceylan, première source de devises du pays.

LAURENT ZECCHINI

Argentine : les diplomates tempèrent l'ardeur des militaires à participer au blocus

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

La crise du Golfe a des conséquences moins graves pour l'Argentine que pour d'autres pays d'Amérique latine, et certains n'hésitent pas d'ailleurs à vouloir en tirer profit, en particulier les militaires. Le chef d'état-major conjoint des armées, l'amiral Emilio Osses, exprimait sans détour le désir des soldats argentins de participer au blocus dans le Golfe lorsqu'il déclarait jeudi : *« Les forces armées sont prêtes. »* le président Carlos Menem entérinait ultérieurement ses propos, mais précisait qu'une éventuelle participation militaire argentine se produirait uniquement dans le cadre d'une demande explicite des Nations unies.

Les militaires sont moins pointilleux tant est grande leur hâte de *« vouloir remettre un treillis »*, selon l'expression d'un diplomate occidental. Ils voient, dans leur présence éventuelle aux côtés des armées américaine, britannique et française une excellente occasion de redorer leur blason. Ils souhaitent en effet faire la preuve qu'ils sont capables d'autres opérations que l'usurpation du pouvoir et la « poursuite de l'ennemi intérieur » comme ce fut le cas dans les années 70 au prix de brutales violations des droits de l'homme.

Ils désirent aussi faire oublier le fiasco des Malouines, en 1982, où ils furent défaits par les Britanniques. La participation de l'armée argentine à une force multinationale avec l'envoi de quelques navires consacrerait donc son retour sur les rangs des armées occidentales professionnelles.

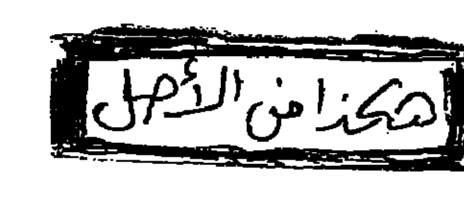
Les va-t-en-guerre ont été toutefois jusqu'à présent freinés par les tenants d'une attitude plus prudente. Le ministre des affaires étangères, M. Domingo Cavallo, en particulier, préfère une application stricte des résolutions adoptées par les Nations unies.

L'Argentine a ainsi adhéré à l'embargo commercial contre l'Irak. Une décision qui lui fut plus facile à prendre que pour d'autres pays de la région. Elle n'exportait en effet vers Bagdad que des produits agricoles, viande et céréales, et en faible quantité, et son autosuffisance pétrolière la met à l'abri des conséquences énergétiques de la crise. Le gouvernement a toutefois profité de l'augmentation mondiale du cours du pétrole pour hausser les prix des carburants. Il s'agit en fait d'une augmentation générale des tarifs mais il semble de bon aloi à Buenos-Aires d'en faire porter la responsabilité à Saddam Hussein.

Le gouvernement argentin s'inquiète enfin du sort de *« plusieurs dizaines de ses ressortissants en Irak et au Koweït »*, selon un porte-parole de la chancellerie. L'un d'entre eux, un photographe, est actuellement détenu.

EDITH CORON





LA CRISE DU GOLFE

A Djibouti, sur le porte-avions *Clemenceau*

M. Chevènement en visite expiatoire

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

M. Jean-Pierre Chevènement a longtemps douté de l'utilité, pour la France, d'être dotée de porte-avions. Devenu ministre de la défense, il s'est ravisé. Puis, alors qu'avait éclaté la crise du Golfe, il a voulu qu'on sache qu'il n'était pas un va-t-en-guerre, et l'a dit en confidence à l'Agence France-presse tout en se défendant de l'avoir fait, sans vraiment être cru.

Ayant, du coup, beaucoup à se faire pardonner, M. Chevènement est arrivé samedi 25 août à Djibouti, où le porte-avions *Clemenceau* fait relâche, venu directement de Belfort dont il est maire, pour une visite expiatoire de quelques heures.

Malgré ses faux pas, le ministre de la défense a l'art de tirer parti des situations. La soudaine crise du Golfe gêne ceux qui, à l'opposé de M. Chevènement, plaidaient encore récemment pour une réduction des crédits militaires. M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, à qui cette remarque s'adressait entre autres, l'a entendu il y a quelques jours de la bouche même du ministre de la défense, qui, on l'imagine, ne demande qu'à récidiver.

Un désert de cailloux stratégique

A peine plus grande que le Liban, la minuscule République de Djibouti est un grandiose désert de cailloux brûlants dont l'intérêt stratégique saute aux yeux, aujourd'hui plus que jamais. A sa pointe extrême, elle verrouille l'entrée de la mer Rouge. Large de 15 kilomètres, le détroit de Bab-el-Mandeb est le point de passage obligé des navires qui transitent par le canal de Suez ou qui, du sud, voudraient rejoindre le golfe d'Akaba. On y a beaucoup vu, ces temps derniers, les navires de guerre américains en route pour l'Arabie saoudite. Entre autres.

Vu de Djibouti, le Golfe n'est pas la porte à côté. De ce fait, les troupes et les navires français qu'abrite la petite République ne peuvent prétendre qu'au rôle de base arrière – très arrière – en cas de conflagration dans le Golfe. Ce qui est un excellent prétexte pour ne pas y aller voir de trop près lorsqu'on juge politiquement utile de se tenir à distance. Mais qui interdit de s'y risquer inconsidérément. Principal point d'appui de la France dans la région, Djibouti est, par mer, à 2 000 kilomètres du Golfe. Et de ses formidables ressources de pétrole qui abreuvent, parmi d'autres, l'économie française. Là est son handicap.

Le charme des anciennes villes coloniales

Néanmoins Djibouti est indispensable à la France. Et plus encore la France à Djibouti. Quatre mille militaires français stationnent en permanence dans ce qui fut jusqu'à l'indépendance, il y a treize ans, le Territoire des Afars et des Issas. Avec leurs familles (deux mille personnes), ils représentent un poids économique équivalent à 40 % du produit national brut de ce micro-Etat. Djibouti vit par et pour la France sous l'uniforme. C'est encore tellement la France que certains officiers appellent souvent celle-ci – avant de se reprendre, quand ils se reprennent – *« la métropole »*.

Autour de la place Mélénik, rebaptisée place du 27-juin-1977 depuis l'indépendance, Djibouti a gardé le charme suranné de certaines villes qui furent françaises, d'Hanoï à Saint-Louis-du-Sénégal. La nuit – qui tombe tôt – clignote de néons gentiment racoleurs, *Le Paradis, La Lune, Camerone*. Ces bars à filles et vingt autres fêtaient cette semaine les hommes du *Clemenceau*, des gamins au poil ras qui se faisaient photographier au Polaroïd avec, sur leurs genoux, leur belle conquête d'un soir.

Ville-escale, de garnison, de bordels et de bars, Djibouti est aussi la capitale, assommée de chaleur, d'un Etat suffisamment indépendant, quoi qu'on en dise, pour avoir signé récemment avec l'Irak un accord secret de *« coopération technique et administrative »*, révélé, documents à l'appui, par *l'Evènement du jeudi*.

A cet accord, passé entre les ministères de l'intérieur des deux pays, se serait ajoutée, selon l'hebdomadaire, la visite à Djibouti, récente elle aussi, de dix-huit généraux irakiens, tandis qu'au début de cet été, avant que les troupes de M. Saddam Hussein envahissent le Koweït, *« deux navires remplis d'armes irakiennes* (étaient) *déchargés dans le port de l'ancienne colonie française »*.

Pour les troupes françaises, la brusque volte-face à l'égard de l'ancien partenaire irakien ne s'exécute pas non plus comme à la parade. Sous couvert de l'anonymat, un capitaine du 5e Régiment d'hélicoptères de combat, fer de lance des unités embarquées sur le *Clemenceau*, ironisait par exemple sur les Exocet qui, livrés par la France à Bagdad, *« pourraient nous tomber dessus »*.

Le scepticisme des militaires français

Comme ses collègues, il porte en permanence pendue à son ceinturon une seringue injectante destinée à combattre les effets d'une hypothétique agression neurotoxique. Mais il ne croit pas davantage à une attaque chimique qu'à l'ordre d'aller se frotter de près aux Irakiens : *« Vous avez regardé la carte ? Comment on ferait ? »*

Ce scepticisme est généralement partagé par les militaires mobilisés pour l'opération Salamandre et qui, à bord du *Clemenceau*, du *Colbert* et du *Var*, ont quitté Toulon le 13 août. Les hommes de ce *« task group »*, selon la terminologie de l'OTAN, n'avaient, du coup, aucune raison, samedi, de se montrer plus bellicistes que le ministre venu les inspecter. Et dont le message de prudence, livré quelques jours auparavant à l'AFP, semble avoir été reçu par eux cinq sur cinq.

BERTRAND LE GENDRE

Selon Washington

L'Irak continuerait de recevoir du matériel militaire, dont des « produits chimiques » en provenance de Libye

L'Irak continue de recevoir du *« matériel militaire »*, et en particulier des *« produits destinés à la guerre chimique »*, a annoncé vendredi 24 août le porte-parole de la Maison Blanche. *« L'Irak continue de violer les sanctions »*, a déclaré M. Fitzwater à Kennebunkport (Maine), où le président Bush poursuit ses vacances. Il a précisé que l'ambassadeur américain aux Nations unies avait fourni des explications aux autres délégations sur ces actions *« préoccupantes »*. *« Nous tentons toujours de résoudre ce problème et d'y mettre fin, et nous ne pouvons pas en discuter publiquement tant que nous ne l'aurons pas fait effectivement »*, a-t-il ajouté.

Tout en se refusant à toute précision sur la nature, la quantité et les moyens d'acheminement de ce matériel, M. Fitzwater a laissé entendre qu'il ne provenait pas d'URSS : *« Nous pensons que les Soviétiques ont été très utiles »* et ont répondu aux préoccupations américaines, a-t-il dit. De source proche des services de renseignements américains à Washington, on indique que la Libye est la principale source présumée pour l'approvisionnement – par voie aérienne – de l'Irak en produits chimiques.

D'autre part, tandis que les camions continuent de traverser la frontière irako-jordanienne en provenance du port d'Akaba, le Yémen est également devenu l'un des points faibles de l'embargo. En effet, selon des sources bien informées dans le Golfe, des avions irakiens se trouvent actuellement dans ce pays pour y charger des denrées alimentaires à destination de Bagdad. Elles proviendraient d'un navire irakien qui a déchargé le 22 août sa cargaison dans le port d'Aden en raison du déploiement naval occidental dans le Golfe.

Vendredi, le secrétaire britannique au Foreign Office avait déclaré à Londres que *« le pétrolier irakien* Ain-Zaleh *a déchargé du pétrole à la raffinerie d'Aden le 21 août »*. Il avait confirmé qu'un autre pétrolier irakien était aussi ancré à Aden et que trois autres bâtiments se dirigeaient vers le Yémen. *« Ce commerce doit être arrêté,* avait affirmé M. Douglas Hurd. *Ce commerce est illégal. Nous voulons que tout le monde accepte l'absolue nécessité et la légalité de l'application du blocus. »* Les dirigeants yéménites semblent divisés sur la manière de maintenir leurs liens avec Bagdad tout en respectant les sanctions de l'ONU. Membre du Conseil de sécurité, le Yémen s'était abstenu de voter la condamnation de l'Irak et l'imposition des sanctions. – *(AFP, Reuter.)*

En cas d'intervention militaire

Le Pentagone est partisan d'une « attaque décisive » plutôt que d'une « escalade graduelle »

Le Pentagone est partisan d'une *« attaque décisive »* combinée terre-air-mer contre l'Irak au cas où le président Bush donnerait son accord à une intervention militaire, a indiqué le *Los Angeles Times* vendredi 24 août. Mais Washington n'attaquera pas sans provocation, ont précisé des responsables de la défense américains. Toute intervention devrait être massive, simultanée et implacable, a déclaré le général Michael J. Dugan, chef d'état-major de l'armée de l'air. *« Nous n'envisageons pas d'escalade graduelle, nous choisirons l'attaque décisive »*, a-t-il précisé. Selon le journal, le Pentagone complète actuellement une liste exhaustive des cibles irakiennes, comprenant le palais de M. Saddam Hussein à Bagdad, les centres de commandement militaire, les usines d'armement chimique et nucléaire, les sites de missiles balistiques, les raffineries, les oléoducs, ports, chemins de fer et autoroutes.

D'autre part, les Etats-Unis ont mis en place un important dispositif d'écoute et de renseignement au Proche-Orient, basé principalement sur le déploiement de satellites-espions. Selon l'hebdomadaire *Space News*, la quasi-totalité des moyens de renseignement électroniques ont été mobilisés dans le cadre de l'opération « Bouclier du désert ».

Un buisson dans un petit square

Pour communiquer cette pléthore de données, Washington dispose de satellites de communication : deux UHF (ultra haute fréquence) et deux SHF (super haute fréquence), ces derniers en contact direct avec le *La Salle*, navire de commandement américain dans le Golfe. Le système UHF est utilisé par les troupes, en particulier les parachutistes, qui peuvent ainsi établir des communications à peine cinq minutes après avoir touché le sol.

Les satellites photographiques *« effectuent probablement plusieurs passages par jour »*, particulièrement tôt le matin et tard dans l'après-midi, lorsque les ombres aident à interpréter les images, indique un spécialiste. Le résultat, montré à la télévision américaine, est impressionnant : à partir d'une photo aérienne de Bagdad, prise de l'espace, la caméra plonge vertigineusement vers la ville, s'engouffre dans une large avenue bordée d'immeubles modernes, pour s'arrêter sur le gros plan d'un buisson, au milieu d'un petit square.

C'est sans doute ces satellites qui ont permis aux services secrets américains d'indiquer vendredi que les Irakiens ne semblaient pas avoir déployé de missiles Scud à portée de Ryad. La revue britannique *Jane's* avait annoncé ce déploiement il y a quelques jours, citant en particulier des sources saoudiennes.

Le Pentagone a annoncé vendredi que le cuirassé *Wisconsin* avait pénétré dans le Golfe. En revanche le porte-avions *Eisenhower* a franchi le canal de Suez pour entrer en Méditerranée.

D'autre part, le ministère soviétique de la défense a confirmé vendredi avoir informé le Pentagone, le 19 août, du *« type d'armement et de matériel militaires livrés à l'Irak au cours de différentes périodes »*. Mais il a démenti les informations selon lesquelles Moscou en aurait également précisé le nombre et les caractéristiques : *« Ceux-ci n'ont pas été mentionnés, en raison d'engagements contractuels à l'égard de l'Irak, et à cause de pratiques existantes dans cette sphère des relations internationales »*.

Enfin, en Malaisie, le premier ministre Mahathir Mohamed a annoncé vendredi que son pays enverrait des troupes en Arabie saoudite *« si La Mecque et Médine* (les lieux saints de l'islam) *étaient menacées. Autrement la Malaisie se tiendra aux décisions des Nations unies. »* – *(AFP, Reuter, AP.)*

Une guerre de positions

Suite de la première page

Au siège de l'ambassade est venue s'ajouter une autre provocation qui a particulièrement choqué les responsables américains. La veille, les Etats-Unis avaient évacué du Koweït quelque cent vingt personnes, des diplomates de la mission et leurs familles, qui se sont rendues par la route jeudi à Bagdad. Une fois dans la capitale irakienne, leur avait-on assuré, ils seraient immédiatement autorisés à quitter le pays.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, le gouvernement irakien a changé d'avis et a fait prisonniers tous les hommes – des diplomates – de ce groupe. Il a ensuite soumis les Etats-Unis à un chantage bien précis : ces diplomates seront retenus à Bagdad tant que Washington ne fermera pas son ambassade à Koweït... C'était ajouter un nouveau groupe d'otages aux milliers d'autres qui sont déjà retenus par le régime de Bagdad.

Si le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a dénoncé *« une nouvelle violation du droit international »*, la presse et l'homme de la rue se demandaient moins diplomatiquement jusqu'à quand les Irakiens pourraient continuer à jouer sur la patience et les nerfs des Etats-Unis. Compte tenu des assurances qui avaient été prodiguées aux participants à ce convoi, l'arrestation de certains de ses membres a pris l'allure d'un véritable acte de piraterie de la part des autorités irakiennes.

Spéculations des experts

Une grande chaîne de télévision a ouvert son journal vendredi soir avec le commentaire suivant : *« Quand on retient comme ça certains des nôtres, ça touche aux tripes et on se demande pourquoi nous sommes si impuissants à les sortir de là en dépit de toute notre force. »*

La Maison Blanche s'est bien gardée d'indiquer ce qu'elle ferait en cas de mouvement des troupes irakiennes entourant l'ambassade. Si un diplomate américain devait être maltraité, la pression de l'opinion serait forte pour une action de représailles ; si les membres de la mission sont arrêtés, le gouvernement pourrait considérer qu'il s'agit d'une prise d'otages de plus et se donner le temps de la réflexion avant d'agir. Les spéculations des experts allaient dans les directions les plus diverses.

Les uns disaient M. Bush décidé à poursuivre patiemment sa stratégie d'encerclement économique et il comptait pour ce faire sur le vote rapide, samedi matin (heure française), par le Conseil de sécurité d'une résolution autorisant l'emploi de la force au service de l'embargo. Les autres experts – citant des sources au Pentagone – assuraient que le président devait encore attendre une semaine avant d'avoir sur place, dans le Golfe, un dispositif lui permettant de décider d'une éventuelle intervention militaire.

La préparation se poursuit. Soixante-dix bâtiments américains sillonnent les mers de la région. Le dernier venu dans le Golfe est le *Wisconsin*, une forteresse équipée des plus gros canons de l'artillerie de marine et aussi surtout de missiles de croisière capables de frapper des cibles à peu près partout en Irak.

Quarante-neuf mille sept cents réservistes peuvent être mobilisés ; deux cent soixante-dix avions de combat peuvent intervenir à n'importe quel moment. Ultime étape du déploiement : le déménagement ces jours-ci en Arabie saoudite du centre de commandement du dispositif, placé sous la direction du général Norman Schwarzkopf, qui exerçait jusque-là sa mission depuis son quartier général de Floride.

Si le président devait ordonner une action militaire, le Pentagone voudrait pouvoir *« taper très fort »*. Du moins est-ce l'opinion qu'un des chefs de l'US Air Force, le général Michael Dugan, a confiée dans une interview au *Los Angeles Times*. Il préconise l'emploi de tous les moyens : bombardements aériens et maritimes, débarquement de forces terrestres. *« L'objectif n'est pas seulement d'écraser le potentiel militaro-industriel irakien, mais aussi de détruire les centres de commandement entourant Hussein »* (le président Saddam Hussein) écrit le *Los Angeles Times*, qui cite encore le général Dugan : *« Nous ne sommes pas intéressés par une tactique d'escalade militaire graduée, nous essaierons d'être décisifs. »*



Grande variété de réponses militaires

La veille, le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, et le chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, avaient, eux aussi, évoqué de façon menaçante la grande variété de réponses militaires possibles dont les Etats-Unis disposaient maintenant dans le Golfe. Dans une stratégie de communication soigneusement pesée, comme on s'y entend à la Maison Blanche, ces multiples déclarations sur l'emploi du gros bâton peuvent envoyer des messages différents : préparation de l'opinion à la guerre, signal d'intimidation à l'adresse de M. Saddam Hussein pour l'inciter au retrait – en somme montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir.

Curieusement, en ces moments peut-être décisifs de la crise du Golfe, Washington est un théâtre politique vide de ses principaux acteurs. Le président, le Congrès et le secrétaire d'Etat, M. James Baker, sont en vacances... Cela n'a pas empêché M. Bush de multiplier les interventions ici ou là durant toute la semaine et de souffler le chaud en direction de Bagdad.

Le problème est que M. Bush commence peut-être à être prisonnier tout à la fois de son propre discours – il a fixé la barre très haut, comparant M. Saddam Hussein à Hitler – et de son déploiement militaire – dont l'importance paraît aller bien au-delà de ce qui est nécessaire à la défense de l'Arabie saoudite.

Ayant déployé de tels moyens rhétoriques et militaires, pourrait-il se satisfaire d'un compromis « à la proche-orientale » permettant à l'Irak de sauver la face en quittant le Koweït sans encourir aucune sanction ? C'est aussi une question de politique intérieure américaine. Le président est au plus haut de sa popularité : *« M. Bush profite grandement*, écrivait cette semaine l'éditorialiste du *New York Times, d'une forme de résurgence de la fierté américaine. Après qu'on leur a dit que leur pays était sur le déclin, de nombreux Américains sont probablement satisfaits de constater que seuls les Etats-Unis possèdent cette capacité de déploiement militaire. »*

Avec un tantinet d'ironie, de nombreux commentateurs de la presse relèvent que ces fameux géants politiques des années 90 que devaient être l'Europe et le Japon, ces nouvelles superpuissances en formation qui devaient faire de l'ombre à l'Amérique et entamer son leadership, jouent en l'espèce les seconds rôles – faute d'être des puissances militaires. Quant il s'agit de déployer la force au service d'intérêts présentés comme ceux de tous les Occidentaux, c'est encore vers les rives du Potomac, entre Maison Blanche et Pentagone, que l'on se tourne.

ALAIN FRACHON

L'échappée de quatre pilotes hébergés à Rochefort

La liberté de circulation des militaires irakiens est désormais limitée

Quatre pilotes irakiens « hébergés » au centre interarmées de formation de Rochefort (Charente-Maritime) ont été interpellés par la police après avoir échappé à la vigilance des autorités militaires alors qu'ils tentaient de quitter la France pour regagner Bagdad. Tous quatre ont été ramenés à Rochefort où ils sont désormais regroupés avec huit compatriotes dans l'enceinte même de la base aérienne.

Vendredi 24 août, la police de l'air et des frontières (PAF) a interpellé, à l'aérogare d'Orly-Sud, l'un de ces pilotes, qui tentait d'embarquer avec un billet en règle sur un vol de la compagnie jordanienne Royal Jordanian devant décoller pour Amman à 12 h 30. On ignorait encore samedi dans quelles conditions et avec quelles complicités il avait pu se procurer ce billet. Selon les premières indications, ce pilote avait pu quitter le centre de formation de Rochefort en prétextant une visite à une amie habitant à proximité.

Les trois autres pilotes irakiens ont été interpellés par la police dans la soirée de jeudi alors qu'ils se trouvaient dans le train La Rochelle-Paris. Les circonstances dans lesquelles ils ont pu quitter Rochefort n'ont pas été révélées.

Au ministère de l'intérieur, on indique que la validité territoriale de la carte de séjour des Irakiens est dorénavant limitée au seul périmètre de la base aérienne de Rochefort, le préfet de la Charente-Maritime ayant pris un arrêté en ce sens, en application d'un décret du 18 mars 1946. Pour sortir de la base, les quatre militaires devront donc solliciter des autorités administratives un sauf-conduit. Le ministère de l'intérieur a également pris des dispositions pour que les huit autres militaires ne puissent pas quitter la base aérienne sans l'accord des autorités.

Ces douze Irakiens avaient été regroupés à Rochefort (*le Monde* du 23 août) après la suspension de leur stage au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, en application des décisions de l'ONU. Huit d'entre eux suivaient un stage linguistique au centre de Rochefort, les quatre autres parachevaient leur formation de pilote de chasse à la base de Cazaux (Gironde).

LA CRISE DU GOLFE

La position du Front national

Les électeurs de M. Le Pen sont partagés

La position de M. Jean-Marie Le Pen, qui fait preuve de bienveillance envers l'Irak dans la crise du Golfe, heurte les sentiments pro-américains de certains de ses partisans. Ce fait ressort de la lecture de la presse d'extrême droite, que les initiatives du président du Front national mettent, d'habitude, davantage à l'aise. Le quotidien *Présent* avait d'abord montré sa préférence pour la «politique de la canonnière» et publié en première page un article de M. Jules Monnerot, membre du bureau politique et président du «conseil scientifique» du Front national, qui prenait l'exact contre-pied des déclarations de M. Le Pen (*le Monde* du 18 août), avant de choisir, plutôt qu'un pur alignement, une neutralité discrète.

Intransigeance sur les otages

Dans son dernier éditorial, *National Hebdo* (daté 23-29 août) cite *«l'éminent esprit qu'est Jules Monnerot»* pour affirmer qu'*«on ne peut transiger avec un Etat qui pratique le terrorisme»*. Cependant, M. Monnerot aurait admis son «erreur» devant le bureau politique du Front national, et M. Le Pen a pu se prévaloir du soutien unanime de celui-ci pour affirmer, le 23 août, sur France-Inter, que *«le seul risque qui pèse sur les ressortissants français en Irak, c'est le bombardement massif de populations civiles, dont le gouvernement américain n'a pas hésité à brandir la menace»*.

Un sondage SOFRES rendu public par RTL et *le Figaro* du 24 août (1) confirme, compte tenu des précautions qu'impose la faiblesse des effectifs de l'échantillon, cette incompréhension entre la base et le sommet du Front national. M. Le Pen fustige le président des Etats-Unis, mais 82 % de ses électeurs approuvent M. George Bush, et ce pourcentage est le plus élevé de tous les électorats. M. Le Pen reproche au président de la République d'avoir engagé la France dans une *«aventure militaire inconsidérée»*, mais il se trouve 39 % de son électorat pour approuver M. François Mitterrand (contre 50 %). Si 11 % des électeurs de M. Le Pen approuvent l'*«action»* de M. Saddam Hussein – ils sont de 2 % à 5 % dans les autres électorats, – 85 % d'entre eux la désapprouvent.

Par avance, M. Le Pen a récusé toute action militaire de Washington, mais 75 % de ses électeurs – le plus fort taux, de très loin – approuveraient *«les Etats-Unis s'ils décidaient de lancer une opération militaire contre l'Irak»*. Dans cette hypothèse, ils sont 64 % à souhaiter une participation de la France. Seuls les électeurs du RPR sont plus nombreux, avec 69 %. L'électorat lepéniste est le plus intransigeant pour ce qui concerne les ressortissants étrangers retenus par Bagdad : il estime, à 50 %, que les pays occidentaux *«doivent refuser toute concession à Saddam Hussein, au risque de coûter la vie aux otages»*, alors que cette opinion n'est partagée que par 38 % de l'ensemble des personnes interrogées.

Même s'ils donnent une réponse «anti-Mitterrand» lorsqu'ils sont invités à juger l'action du président de la République, les électeurs de M. Le Pen font davantage confiance, apparemment, au chef de l'Etat qu'à celui du Front national pour apprécier la situation. Ainsi, le dirigeant d'extrême droite affirmait récemment, au rebours de ce qu'avait dit M. Mitterrand, qu'il n'y a pas de *«logique de guerre»* à l'œuvre, mais 47 % de ses électeurs – le plus fort pourcentage de tous les électorats – s'attendent à la guerre *«dans un proche avenir»*.

O. B.

(1) Sondage fait les 22 et 23 août auprès de huit cents personnes âgées de dix-huit ans et plus (*le Monde* du 25 août).

□ **Le PS s'estime «en phase» avec l'opinion.** – M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des études politiques, estime, à la lecture des résultats du sondage de la SOFRES pour *le Figaro* et RTL (*le Monde* du 25 août), qu' *«à l'image de la position du Parti socialiste, l'opinion publique française est, aujourd'hui, solidaire de la communauté internationale, ne désespère pas de la voie diplomatique, mais est prête, si nécessaire (...), à une participation militaire»*.

□ **Déclaration commune des dirigeants juifs français et américain.** – M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, et M. Seymour Reich, président de la Conférence des présidents des grandes organisations juives américaines, ont adopté, mardi 21 août, à New-York, une déclaration commune dans laquelle ils se félicitent, notamment que, devant l'agression irakienne contre le Koweït, *«la France et les Etats-Unis aient travaillé en étroite liaison et se montrent unis face à un danger qui menace le monde entier»*.

CORRESPONDANCE

Bagdad et les «retours d'épices»...

Après la publication de notre enquête sur «Vingt ans d'irakophilie française» parue dans le Monde du 23 août faisant état de rumeurs concernant le financement de plusieurs partis politiques français par Bagdad, nous avons reçu les précisions suivantes de M. Bernard Ravenel, l'un des fondateurs du PSU :

Responsable des relations internationales du PSU de 1975 à 1984, je peux affirmer sur l'honneur que le PSU n'a pas, directement ou indirectement, reçu un centime du parti-Etat irakien. Je suis précisément allé à Bagdad pour la première – et dernière – fois en juillet 1975 pour l'anniversaire du Baas. A cette occasion, je me suis refusé à faire, contrairement aux autres chefs de délégation, un message de complaisance à l'égard du régime. J'ai été quand même reçu, sur ma demande, par un membre du parti Baas qui était d'ailleurs un Yéménite et ce par l'intermédiaire d'un ami avocat marocain responsable de l'USFP.

La discussion s'est vite polarisée sur la question palestinienne et on s'est félicité, en conclusion, de la volonté des deux partis de lutter pour la Palestine. On devait rester en contact. En sortant, j'ai eu la surprise de recevoir un cadeau : un poignard ciselé, dans un étui, et une grande valise qui contenait une couverture, une boîte de loukoums, une caisse de dattes et des brochures de propagande. Voilà, en tout et pour tout les «retours d'épices» touchés par le PSU entre 1975 et 1984, à ma connaissance.

(...) Finalement, la dernière rencontre a eu lieu en 1980 au moment de l'agression irakienne contre l'Iran. L'ambassadeur en personne est venu nous présenter longuement la thèse de son gouvernement en espérant un soutien du PSU. Il fut encore une fois déçu, le PSU ayant évidemment condamné publiquement et sans aucune nuance l'attaque irakienne. Depuis, plus de nouvelles et en même temps maintien des relations politiques avec les opposants victimes d'une répression souvent terrible. Inutile de préciser que nous n'avons pas été contactés pour faire partie des Amitiés franco-irakiennes...

Certes, je ne peux rien prouver sur la non-existence de liens financiers avec l'Irak, mais pour insinuer qu'il y en avait, il faudrait au moins des indices.»

D'autre part, M. Pierre Guidoni, président du courant Socialisme et République au sein du Parti socialiste et proche de M. Jean-Pierre Chevènement, nous écrit : «Je démens formellement les insinuations relatives à un prétendu financement irakien du courant Socialisme et République parues dans le Monde du 23 août.»

[Informé de notre souhait de le rencontrer pour l'interroger sur son action au sein des Amitiés franco-irakiennes et sur les rumeurs de financement de son courant par Bagdad, M. Chevènement avait refusé de nous recevoir. Après plusieurs demandes, son entourage nous avait indiqué qu'un entretien sur ce sujet serait *«inopportun»*. – L. G.]

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE

La libération de Brian Keenan à Beyrouth devrait relancer la polémique sur le sort des otages britanniques

Le gouvernement irlandais a officiellement confirmé, vendredi 24 août dans la soirée, la libération de M. Brian Keenan, professeur d'anglais, possédant la double nationalité britannique et irlandaise, qui avait été enlevé à Beyrouth le 11 avril 1986. Brian Keenan, qui a été conduit à Damas, devait être remis samedi matin aux autorités irlandaises. C'est une organisation inconnue, Al Fajr Al Islani (l'Aube islamique), différente de celle qui avait revendiqué le rapt, qui a annoncé la libération, nous précise notre correspondant à Beyrouth, Lucien George. La remise en liberté de M. Keenan, considérée comme le résultat d'une offensive diplomatique intense du gouvernement de Dublin, devrait relancer la polémique en Grande-Bretagne sur le sort des otages britanniques.

Mme Margaret Thatcher se refuse en effet à toute concession en faveur des preneurs d'otages.

LONDRES

de notre correspondant

Brian Keenan, un professeur d'anglais de trente-neuf ans, avait été enlevé par quatre hommes armés alors qu'il se rendait à l'université américaine de Beyrouth où il enseignait. Son enlèvement avait été lié au raid américain contre la Libye auquel la Grande-Bretagne avait indirectement apporté son appui en autorisant l'envoi d'appareils de l'US Air Force basés en Angleterre.

Brian Keenan, protestant de Belfast, ne cachait pas ses sympathies pour la cause catholique et soutenait ainsi les activistes républicains. Il jouissait de la double nationalité britannique et irlandaise. Devant le refus de Mme Thatcher, soutenue en cela par l'opinion britannique, de toute concession aux preneurs d'otages, sa famille s'était tournée vers Dublin. Les relations diplomatiques entre Londres et Téhéran sont rompues depuis mars 1989, conséquence de l'affaire Rushdie. En revanche, la République d'Irlande a toujours entretenu d'excellentes relations diplomatiques et commerciales avec Téhéran.

Si le gouvernement de M. Charles Haughey n'a pas ménagé ses efforts pour obtenir l'élargissement de Brian Keenan, celui de Mme Margaret Thatcher, en revanche, a constamment rejeté, par principe, toute négociation avec les ravisseurs des otages britanniques.

Le ministre irlandais des affaires étrangères, M. Gerry Collins, avait notamment profité de la présidence irlandaise de la Communauté européenne, durant le premier semestre de 1990, pour porter l'affaire au niveau international. *«Nous avons souligné auprès de nos interlocuteurs iraniens que nous étions neutres, non-alignés militairement et que nous n'avions aucun intérêt personnel à défendre»*, avait déclaré pour sa part le député irlandais au Parlement européen, M. Niall Andrews, à son retour d'une mission à Téhéran.

A Londres, le Foreign Office, qui a accueilli *«avec joie»* la libération de Brian Keenan, a d'autre part réaffirmé qu'il faisait toutes les démarches diplomatiques possibles pour obtenir la libération des trois otages britanniques encore prisonniers. A Londres, on estime que la libération du Libanais pro-iranien Anis Naccache, le 27 juillet dernier, gracié par le président François Mitterrand, a certainement facilité la solution du «cas» Keenan. – *(Intérim.)*

Seize Occidentaux encore détenus

Après la libération de Brian Keenan, seize otages occidentaux sont encore détenus au Liban.

– Six Américains : Terry Anderson, quarante-deux ans, directeur régional d'Associated Press, enlevé le 16 mars 1985 ; Thomas Sutherland, cinquante-neuf ans, doyen de la faculté d'agronomie de l'université américaine de Beyrouth enlevé le 9 juin 1985 ; Joseph Cicippio, cinquante-neuf ans, comptable à l'université de Beyrouth (AUB), enlevé le 12 septembre 1986 ; Edward Austin Tracy, cinquante-neuf ans, enlevé le 21 octobre 1986 ; deux enseignants du BUC (Beirut University College), parmi les trois enlevés le 24 janvier 1987 : Jesse Turner, quarante-trois ans, Alan Steen, cinquante et un ans. Robert Polhill, cinquante-six ans, a été libéré le 22 avril 1990.

– Trois Britanniques : Terry Waite, cinquante et un ans, envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbery et principal médiateur dans l'affaire des otages étrangers, disparu le 20 janvier 1987 au cours d'une mission au Liban ; John Mac Carthy, trente-trois ans, cameraman, enlevé le 17 avril 1986 ; Jack Mann, soixante-quinze ans, ancien pilote de ligne, enlevé à Beyrouth-ouest (sous contrôle syrien) le 3 mai 1989.

– Autres nationalités : un cadre commercial italien, Alberto Molinari, soixante et onze ans, enlevé le 11 septembre 1985 ; deux ressortissants ouest-allemands membres d'une organisation caritative basée en RFA, ASME-Humanitas, Heinrich Struebig, quarante-neuf ans, et Thomas Kemptner, vingt-neuf ans, disparus le 16 mai 1989 ; quatre Belges, Emmanuel Houtekins, quarante-six ans, frère de Fernand (libéré le 10 avril dernier), sa femme Godelieve Kets, cinquante-deux ans, et leurs deux enfants Valérie, dix-neuf ans, et Laurent, vingt ans, dont l'enlèvement a été annoncé par le Fatah-conseil révolutionnaire d'Abou Nidal, le 8 novembre 1987. – *(AFP.)*

Roumanie : les complots contre Ceausescu

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Suite de la première page

«Pour être réaliste, ce scénario devait s'appliquer aux trois principaux piliers du pouvoir : le parti, l'armée et la sécurité, poursuit M. Brucan. *Personnellement, j'ai essayé à trois reprises d'ouvrir une brèche dans les cercles dirigeants du PC. En vain. En 1987, lorsque je me suis ouvertement inquiété de l'orientation prise par le régime, j'ai été placé en résidence surveillée. L'impossibilité de faire une brèche dans le parti explique pourquoi il a été complètement rejeté du processus révolutionnaire et pourquoi la population s'est retournée contre lui en l'identifiant à Ceausescu.»*

Première tentative en 1976

«En revanche, remarque M. Brucan, *la situation était complètement différente dans l'armée, ce qui explique son rôle prépondérant dans l'éviction de Ceausescu. La première tentative de complot militaire remonte à 1976. L'idée émanait du ministre de la défense de l'époque, le général Ion Ionitsa et de son chef d'état-major, le général Ion Gheorghe. Tous deux étaient mes amis et ils avaient retenu deux plans : un putsch ou le soutien de l'armée à un soulèvement populaire. Mais nous avions alors conclu que c'était prématuré car tout ce que nous savions, le peuple ne le savait pas encore.*

» Les deux officiers ont ensuite relancé leur projet en 1983-1984, quand la situation a commencé à se détériorer sérieusement. Ion Ionitsa avait été mis à la retraite parce qu'il avait refusé de promouvoir le frère de Ceausescu, Ilie, au grade de général et que des soupçons pesaient déjà sur lui. Ionitsa avait cependant réussi à rallier à sa cause les généraux Stefan Costyal et Nicolae Militaru avec lesquels il avait étudié, de 1956 à 1958, à l'académie militaire Vorochilov à Moscou.»

«A l'époque, poursuit M. Brucan, *Militaru et Iliescu avaient eu un long entretien au Musée du Village pour discuter des détails du complot. Les conspirateurs espéraient pouvoir passer aux actes en octobre 1984 quand les Ceausescu seraient en visite en Allemagne fédérale. Comptant sur le soutien de la principale garnison de Bucarest, ils envisageaient d'arrêter les collaborateurs les plus proches du dictateur et de s'emparer de la radio et de la télévision nationales pour appeler la population à la révolte afin d'assurer le succès de l'opération militaire.»* Ce scénario rappelle donc étrangement le déroulement des événements de décembre qui ont permis de renverser Ceausescu et de porter le FSN au pouvoir.

«Malheureusement, ajoute M. Brucan, *ce plan devait échouer en raison de la trahison de deux autres généraux impliqués dans le complot. A la suite de cela, Coystal a été dégradé et déporté tandis que Ionitsa devait mourir trois ans plus tard d'un cancer très suspect. Les sanctions prises par Ceausescu ne servirent qu'à faire monter la grogne dans l'armée.»* M. Brucan estime que cette conspiration des généraux constitue *«l'un des grands moments de la dissidence roumaine»*. «*A ce moment-là,* précise-t-il, *Militaru avait infiltré les unités qui gardaient le siège du PC et le palais présidentiel, ce qui devait se révéler utile le 22 décembre 1989 lors du soulèvement contre Ceausescu»*.

Le rôle de M. Gorbatchev

M. Brucan explique qu'il a également tenté d'ouvrir une brèche dans les services de la sécurité. Arrêté en mars 1989 à la suite de la lettre ouverte à Ceausescu, il avait essayé d'influencer les officiers qui l'interrogeaient en attirant leur attention sur ce qui se passait en Allemagne de l'Est et en Hongrie, les invitant à songer à leur avenir. Pour lui, il ne fait pas de doute qu'en Roumanie aussi Gorbatchev *«a contribué à faire bouger les choses»*.

L'ancien ambassadeur rappelle qu'en 1988 il s'était rendu tour à tour aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Union soviétique pour mettre les responsables de ces pays au courant de ces projets. Les trois pays lui auraient donné l'assurance de prendre soin de sa sécurité personnelle, les Soviétiques chargeant le correspondant de la *Pravda* à Bucarest de lui rendre visite chaque semaine, ce qui lui *a «sauvé la vie»*.

M. Brucan confie encore qu'il gardait depuis un certain nombre d'années le contact avec M. Iliescu par l'intermédiaire de M. Sergiu Celac, ancien interprète de Ceausescu, qui travaillait alors dans l'édition et pouvait rencontrer le futur président pour des raisons professionnelles. Quant à l'actuel ministre de la défense, le général Stanculescu, il était *«très proche»* du général Militaru, auquel il a succédé en février. *«Stanculescu,* indique M. Brucan, *était notre homme lors des journées décisives de décembre où il a organisé le procès de Ceausescu. Iliescu, lui, avait ma préférence pour prendre la succession de Ceausescu à la tête du PC avant le soulèvement de décembre.»*

«Aujourd'hui, constate M. Brucan, *le président Iliescu a renoncé à l'idéologie communiste mais, pendant un temps, il a été un activiste du parti et il est des habitudes qu'on ne perd pas du jour au lendemain. Du point de vue scénario, la partie concernant l'armée a réussi. La seule qui n'ait pas marché est celle se référant au parti. Plus qu'aucun autre élément, cela explique la récente évolution politique de la Roumanie et les événements de juin.»*

JEAN-CLAUDE BUHRER

□ **Verdict attendu le 21 septembre dans le procès de Nicu Ceausescu.** – Le procès pour génocide intenté à Nicu Ceausescu s'est achevé vendredi 24 août à Sibiu, en Transylvanie. Le jugement sera rendu le 21 septembre. S'il est reconnu coupable, le fils du défunt dictateur, dont le tribunal avait autorisé la remise en liberté provisoire pour des raisons médicales (*le Monde* du 24 août), risque la prison à vie. Nicu Ceausescu est accusé d'avoir ordonné à des militaires de tirer sur des manifestants en décembre dernier, à Sibiu, au cours du soulèvement qui devait entraîner la chute et l'exécution de son père. Selon l'acte d'accusation, quatre-vingt-sept personnes avaient été tuées. – *(Reuter.)*

□ **Vingt et une personnes interpellées à Bucarest.** – Vingt et une personnes ont été arrêtées par la police vendredi 24 août à la suite de la manifestation qui a mis aux prises, place de l'Université, près de 1 000 contestataires avec les forces de l'ordre, a indiqué le ministre de l'Intérieur roumain, M. Doru Viorel Ursu. Onze autres personnes avaient été interpellées jeudi soir lors de manifestations identiques. Samedi matin, le calme était revenu dans la capitale roumaine. – *(AFP.)*

AFRIQUE

LIBÉRIA

Les «casques bleus» ont débarqué à Monrovia

Les quatre navires de guerre et le cargo transportant les soldats ouest-africains de la force d'interposition ont commencé à débarquer samedi matin 25 août à Monrovia.

Leur débarquement semble avoir été retardé par les combats qui opposent les différentes factions de rebelles libériens aux abords du port. Le Front national patriotique du Libéria (NPFL) – hostile à l'intervention des «casques bleus» africains – a annoncé ce même jour qu'il détenait en otage trente civils nigérians.

Le Nigéria participe de manière importante (plus de huit cents hommes) à la force d'intervention. Si celle-ci débarque, elle sera considérée *«comme un ennemi et nous tirerons sur elle»*, a rappelé un porte-parole du NPFL. Apparemment, ces menaces n'ont pas été comprises par tous les partisans de Charles Taylor : cinq cents d'entre eux ont déposé les armes et se sont rendus sans résistance aux gardes-frontières de la Sierra-Leone. – *(AP, Reuter, AFP.)*

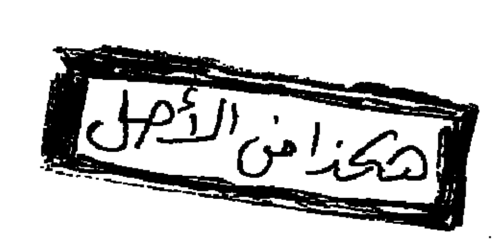
PROCHE-ORIENT

L'une des principales composantes de l'OLP

Le FDLP fait état d'une «tentative de scission» en son sein

Le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP, de Nayef Hawatmeh, l'une des principales composantes de l'OLP) a fait état vendredi 24 août à Damas d'une *«tentative de scission»* dirigée par son secrétaire général-adjoint, Yasser Abd Rabbo.

Des divergences sont apparues, au cours des derniers mois, au sein de la direction du FDLP, entre les partisans de M. Hawatmeh qui critiquent la politique suivie par le chef de l'OLP Yasser Arafat, et ceux de Yasser Abd Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP, totalement acquis aux positions de M. Arafat. – *(AFP.)*



ENVIRONNEMENT

Le Midi toujours sous la menace des incendies de forêts

Cinq jours après le début du gigantesque incendie qui ravage encore le massif des Maures, dans le Var, les deux mille pompiers et militaires, soutenus par une importante flottille aérienne, présents sur les lieux, semblaient en mesure, samedi 25 août, de contenir le sinistre. Toutefois, des vents tournants ravivent inlassablement les foyers mal éteints. Quatre pompiers de Seine-et-Marne, dont le camion a plongé dans un ravin entre Collobrières et Pierrefeu, ont été blessés, dont un très grièvement, M. Rabah Aït-Ahmed, vingt-huit ans, hospitalisé à Toulon.

Au total, dans le Var, 15 000 hectares de pinèdes et de maquis ont été dévastés. Et déjà, les polémiques vont bon train. Elles portent sur l'insuffisance des moyens aériens, ainsi que sur l'interdiction des contre-feux, méthode traditionnelle autrefois efficace, mais qui met en danger les hommes envoyés en première ligne (*le Monde* du 25 août).

La flotte aérienne au centre de la polémique

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le retour de flammes était attendu. Comme à chaque été «chaud», la polémique a surgi à propos de la prévention des incendies de forêts et des moyens de lutte. Les élus, la population, n'admettent pas la fatalité et accusent : pas assez d'avions, mauvais choix tactiques, cafouillage dans la coordination des secours ; les critiques se multiplient. *«Lorsque vous avez le feu chez vous, les pompiers n'arrivent jamais assez tôt et jamais en nombre suffisant...»*, constate, philosophe, le colonel Gérard Gilardo, directeur du Centre interrégional de coordination opérationnelle de la sécurité civile (CIRCOSC).

La critique de l'insuffisance des moyens aériens revient inlassablement. A nouveau, vendredi 24 août, la question a été soulevée par M. Maurice Arreckx, sénateur (PR) et président du conseil général du Var, qui a demandé que *«la solidarité nationale joue»*. De son côté, M. Jean-Claude Gaudin affirmait une fois de plus que le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont il est le président, était prêt à apporter son concours financier à l'Etat pour l'acquisition de nouveaux appareils.

A cette revendication s'ajoute celle, plus neuve, formulée notamment par les élus des Alpes-maritimes, d'un «prépositionnement» des bombardiers d'eau dans les départements à hauts risques. Réponse de M. Philippe Marchand, ministre délégué aux collectivités territoriales et à la sécurité civile : *«Nous avons les moyens aériens nécessaires pour lutter contre les feux de forêt et nous ne pouvons pas mettre un Canadair dans chaque village.»* L'an dernier déjà, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, avait souligné qu'avec une flotte de vingt-sept appareils la France était le pays d'Europe le mieux équipé en bombardiers d'eau (*le Monde* du 5 août 1989).

Moins que le nombre d'appareils disponibles, qui peut effectivement paraître suffisant, le problème posé est, surtout, celui du renouvellement et de la structure de cette flotte.

A-t-on pris les bonnes options? Ce n'est pas certain. Les syndicats de pilotes de la base de Marignane ont ainsi contesté, à juste raison semble-t-il, la décision de remplacer les gros porteurs DC-6 par des Fokker-27 (d'une capacité inférieure de moitié), qui sont bien loin de rendre les mêmes services. Le choix de l'avion de transport américain, Hercules C-130, dont un exemplaire est expérimenté cette année, paraît, en l'occurrence, plus judicieux.

L'arrêt prématuré des Canadair

Bien plus, les autorités ont trop tergiversé pour le remplacement, ou la remotorisation, des Canadair – les seuls avions amphibies de lutte contre les incendies de forêt – au point qu'aujourd'hui il n'existe plus de solution à court terme. La chaîne de fabrication des appareils de la première génération est, en effet, arrêtée au Canada, et leurs successeurs n'ont pas encore reçu leur certification. Conséquence : il est de plus en plus difficile de trouver des pièces de rechange sur le marché, ce qui fait craindre, à court terme, une moindre disponibilité de ces avions. Quant à la décentralisation des moyens aériens, mis à part le cas particulier de la Corse, elle se heurte, selon le colonel Gilardo, à des handicaps de maintenance et d'efficacité.

«Ce qui compte, explique-t-il, *c'est l'effet de masse, auquel s'oppose la dispersion des appareils»* (1). Il convient, aussi, dans la mesure du possible, de *«servir tout le monde»*, ce qui, généralement, *«est incompris»*. Le CIRCOSC n'a-t-il pas, cependant, commis des erreurs d'appréciation? Le colonel Gilardo s'en défend. *«Il arrive*, dit-il, *que le feu soit trop violent par rapport à la force de frappe. On est surabondant, on gagne. On ne l'est pas, on perd.»* Encore faut-il intervenir au moment le plus propice...

Dans l'arsenal de la lutte contre les incendies de forêt, les moyens aériens, loin d'être la *«panacée»*, comme l'a rappelé M. Marchand, sont en fait complémentaires des moyens terrestres. *«Arrêtons de nous obnubiler sur les bombardiers d'eau*, s'insurge le capitaine Marc Nicolas, à l'état-major des pompiers du Var. *Il faut savoir que si les largages ne sont pas exploités aussitôt par les secours au sol, le feu repart.»*

Manque de coordination

Les critiques visant le manque de coordination des moyens d'intervention? *«Deux mille hommes sur le terrain, c'est la guerre*, plaide-t-il. *On ne déplace pas des gens dans la forêt comme des pions sur une carte, surtout dans le massif, très tourmenté, des Maures.»* Qu'il y ait des «bavures», il ne le conteste pas. L'engagement des colonnes est compliqué par la différence d'expérience en forêt méditerranéenne qui existe entre les pompiers locaux et les renforts extérieurs.

La presse locale s'est fait l'écho, à ce sujet, de la colère d'un habitant de Collobrières, contraint de défendre, seul, sa propriété, alors que des pompiers, sur les lieux, restaient l'arme au pied faute d'avoir reçu des ordres de la direction des secours. *«Malheureusement, ce genre de situation peut se produire*, admet le capitaine Nicolas. *Nos collègues des autres régions reçoivent des consignes strictes. On peut comprendre qu'ils ne prennent pas trop d'initiatives qui pourraient se révéler intempestives. Mais il faut, c'est vrai, un minimum de jugeotte.»*

L'une des dernières critiques vise enfin l'approvisionnement en eau qui, dans certains cas, s'est révélé dramatiquement insuffisant. Là encore, les services d'incendie du Var s'estiment injustement accusés, soulignant qu'en trois ans mille cent poteaux d'incendie ont été installés en site forestier. En plus des retenues collinaires, le département dispose de plus de sept cents citernes, dont certaines, constituées par des wagons désaffectés de la SNCF, permettent aux hélicoptères bombardiers d'eau de se ravitailler.

La politique de prévention et d'anticipation ayant montré ses limites, il peut arriver, aussi, que la lutte soit trop inégale, lorsque la situation paraît, comme ici, selon un ingénieur des eaux et forêts, *«cataclysmique»*...

GUY PORTE

(1) Mais, déjà, depuis trois ans, la flotte des Trakker, spécialisés dans le guet aérien, a été pré-positionnée à Nice, Bastia et Carcassonne.

Controverse autour de la décharge du Bouchet

Les écologistes réclament le nettoyage d'un site nucléaire dans l'Essonne

Les agents du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et les écologistes de l'Ile-de-France pourraient bien se retrouver face à face, lundi 27 août, sur le site de la décharge nucléaire du Bouchet, près d'Itteville (Essonne). La direction du CEA a en effet confirmé, jeudi 23, qu'elle entamerait, au début de la semaine prochaine, le réaménagement préalable au déclassement du site, alors que les Verts d'Ile-de-France continuent d'exiger du CEA *«l'ensemble des éléments»* sur ce dépôt avant le démarrage de tout travail.

Vingt-cinq mille tonnes de boue et de résidus appauvris d'uranium, venant de l'usine chimique du Bouchet, ont été déversées dans cette décharge de 15 000 mètres carrés entre 1948 et 1971. Aujourd'hui, le CEA veut rendre le terrain à son propriétaire, la Société nationale des poudres et explosifs.

Halte, disent les écologistes. *«Il est inadmissible que l'on réaménage ce site avant de savoir exactement ce que l'on y a déposé ou enfoui et de quelle manière»*, dit M. Philippe Lepont, le porte-parole des Verts d'Ile-de-France. Pour les écologistes, le CEA est trop cachotier pour être honnête. De même, les mesures de radon (un gaz radioactif dérivant du radium) effectuées – il est vrai à l'extérieur de la décharge – par la CRIIRAD (un laboratoire indépendant) divergent radicalement des résultats donnés par le CEA.

Le Commissariat à l'énergie atomique proteste de sa bonne foi. *«On a le sentiment que nous devons être plus parfaits que la femme de César»*, ironise le professeur Jean Teillac, qui préside le conseil scientifique du CEA. M. Paul Delpeyroux, directeur du Centre nucléaire de Saclay, se dit d'accord pour dresser, avec d'autres organismes comme la CRIIRAD, un état comparatif des lieux à partir de mesures communes appliquant les mêmes procédés.

«Ces différences ne nous conduisent pas à remettre en cause le schéma d'aménagement», estime en tout cas M. Philippe Vesseron, directeur adjoint de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire. Des assurances sont données. Un arrêté préfectoral devrait rendre le terrain inconstructible. On dispose en plus d'une garantie en béton : la décharge est dans le périmètre de protection d'une poudrerie...

Les Verts ont porté plainte pour infraction *«aux règles applicables aux centres de gestion des déchets industriels à hauts risques»*. Vingt-quatre familles se sont portées parties civiles. Elles résident pour la plupart dans le lotissement de Ballancourt réalisé à moins de 200 mètres de la décharge.

Pour retarder le démarrage des travaux, les défenseurs de l'environnement placent leurs espoirs dans le juge d'instruction. Il pourrait bien, en effet, ordonner le gel du chantier pour préserver des éléments constitutifs d'infractions. S'il y en a.

PATRICK DESAVIE

Des figurines de Hitler dans les magasins de jouets

Petits soldats nazis

Comme le dit la note d'information du Minitel, la société Starlux est *«le leader incontestable de la figurine plastique depuis 1950»*. A son catalogue, quatre mille personnages promènent enfants et collectionneurs des animaux de la préhistoire aux grandes figures de la Révolution française. Avec une tendance plus prononcée pour les petits soldats du Moyen Age, de la guerre de Sécession et de la seconde guerre mondiale, français, italiens, allemands...

Référence FH 32010, juste avant le général, le colonel, le caporal, le *«tireur fusil debout»*, tous en *«tenue de campagne»*, la copie est parfaite. Hitler, en uniforme, le bras droit levé pour le salut. Chaque année depuis 1988, l'entreprise de Périgueux en vend deux mille cinq cents exemplaires, dont plus de deux mille en Allemagne, où il est la *«locomotive de la série»*, explique le président-directeur général de Starlux, M. Jacques Rongère. Cent autres partent aux Etats-Unis et quelque trois cents restent en France, dont deux cent cinquante dans l'Est.

A Metz, la figurine a déjà fait sensation. Défenseur de treize skinheads dont douze Allemands, accusés d'avoir agressé trois punks après une soirée arrosée de bière et de chants nazis, Mᵉ Irène Taron s'est présentée à la barre avec la miniature en main. *«Il n'est pas étonnant que des gars de vingt ans soient séduits par ces histoires quand on vend à des enfants des jouets pareils»*, a-t-elle estimé.

Le marchand de jouets chez qui elle a découvert la réplique du Führer en allant acheter un cadeau pour son petit-fils vendait depuis longtemps les petits soldats allemands, très appréciés pour la beauté de leur uniforme. *«Un jour, on m'a demandé le grand chef»*, se souvient-il. Il a donc commandé quatre exemplaires de *«l'Adolf»*, qu'il a installés dans sa boîte transparente avec les autres *«personnalités»* : Danton, Robespierre, Louis XIV. Quelques semaines plus tard, il a dû passer douze nouvelles commandes pour *«satisfaire les collectionneurs»*. *«Ils sont comme moi, ils n'ont pas connu la guerre, ils regardent, et ils rigolent. Pour eux, c'est de l'histoire ancienne comme de Gaulle.»*

Comme de Gaulle, il en vend d'ailleurs une douzaine par an. *«Si un jour, la demande disparaît, j'arrêterai.»* Ce que fera également Starlux, pour qui Hitler n'est qu'un personnage parmi d'autres, entre Napoléon et le *«général russe»* à moustaches qui *«ressemble étrangement à Staline»*. Le patron reconnaît que *«ce n'est pas de très bon goût»*, mais explique qu'il tient *«avant tout, un raisonnement marketing»* et que *«de toute façon, la figurine existait déjà»* lorsqu'il a repris l'entreprise en 1986. Elle avait, raconte-t-il, été créée en 1975, à l'occasion du trentième anniversaire de la capitulation allemande. Mais c'est à partir de 1988 que la demande a vraiment explosé en direction de l'Allemagne. M. Rongère cherchait alors à développer le secteur exportation. Il a donc présenté *«toute la série»* au Salon du jouet de Nuremberg.

NATHANIEL HERZBERG

Quarante-quatre Albanais sont arrivés de Tirana sans visa

Vingt-six Albanais arrivés de Tirana sans visa le 21 août à l'aéroport Charles-de-Gaulle et dix-huit autres arrivés deux jours plus tard étaient toujours retenus samedi 25 août dans la zone internationale de l'aéroport de Roissy, mais leur situation devait être régularisée.

Arrivés sur des vols Air France, ces ressortissants ont affirmé avoir téléphoné à l'ambassade de France à Tirana – actuellement fermée – et avoir été informés par le répondeur automatique qu'ils pouvaient se rendre à Paris pour y accomplir les formalités d'entrée sur le territoire. Ils seraient venus, pour la plupart, rendre visite à leurs familles, émigrées en France ou en Belgique.

Par ailleurs, trois des Albanais arrivés en France à la mi-juillet ont été inculpés d'attentat à la pudeur avec violence et écroués vendredi 24 août à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines). En compagnie d'un compatriote, qui a pu regagner, libre, le centre d'herbergement d'Elancé, ils avaient agressé une jeune fille de seize ans, à proximité de la gare de Versailles-Rive gauche (*le Monde* du 25 août).

SPORTS

□ **FOOTBALL : Bordeaux évite le pire.** – Les Girondins de Bordeaux ont fait match nul (0-0) contre Monaco, vendredi 24 août en match avancé comptant pour la sixième journée du championnat de France de football.

□ **Déraillement d'un train de banlieue.** – Onze passagers ont été légèrement blessés vendredi 24 août à la suite du déraillement d'un train de banlieue qui transportait mille quatre cents personnes, à la sortie de la gare de Maisons-Alfort (Val-de-Marne). L'essieu arrière de la première voiture de la rame a quitté la voie.

SCIENCES

Pour les cas d'accident

La FAO et l'OMS adoptent de nouvelles normes de radioactivité

Le *Codex alimentarius*, véritable bible de la Food and Agriculture Organization (FAO) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la qualité des produits alimentaires, vient d'adopter de nouvelles normes de radioactivité dans les aliments applicables pendant un an à la suite d'un accident nucléaire. Pour le commerce international des aliments, la valeur de 5 millisievert a été adoptée comme dose limite de référence pour la première année après l'accident.

Pour établir ces normes, la FAO et l'OMS ont travaillé sur une consommation annuelle de 550 kilos d'aliments (soit l'équivalent de 275 litres de lait pour des nourrissons) qui seraient tous contaminés par différents produits radioactifs (radionucléides). Dans ces conditions, les limites acceptables pour un adulte seraient de : 10 becquerels par kilo pour l'américium 241 et le plutonium 239; 100 Bq/kg pour le strontium 90; 1000 Bq/kg pour l'iode 131, le césium 134 et 137. Pour un nourrisson, elles sont bien sûr plus sévères et ne doivent pas dépasser : 1 Bq/kg pour l'américium 241 et le plutonium 239; 100 Bq/kg pour l'iode 131 et le strontium 90; 1000 Bq/kg pour le césium 134 et le césium 137 (1).

Bien que ces nouvelles normes ne soient que des recommandations auxquelles chaque Etat décide ou non de se plier, elles représentent une référence internationale qui devrait permettre d'éviter certaines des hypocrisies ayant conduit, au moment de Tchernobyl, quelques pays à faire du protectionnisme sous prétexte d'assurer la sécurité de leur population. Reste que chaque gouvernement est souverain et qu'en cas de dépassement de ces limites il lui incombera de décider dans quelles conditions le produit incriminé doit être distribué.

(1) Si plusieurs radionucléides d'un même groupe sont présents, leurs radioactivités s'ajoutent. D'autre part, ces normes ne s'appliquent aux aliments déshydratés ou concentrés qu'après qu'ils ont été reconstitués.

MÉDECINE

Selon deux équipes de chercheurs américains

Les anti-oncogènes peuvent jouer un rôle décisif dans la connaissance des cancers

Deux séries de travaux menés aux Etats-Unis viennent, coup sur coup, de confirmer le rôle déterminant des anti-oncogènes – ces gènes dont l'absence est à l'origine d'une prolifération cellulaire – dans la compréhension des mécanismes et la physiopathologie des cancers.

Tout d'abord, l'équipe du professeur Bert Vogelstein, de l'université John Hopkins de Baltimore, vient de montrer qu'en insérant l'un de ces gènes, appelé p53, dans des cellules provenant de cancer du colon, il est possible, *in vitro*, d'arrêter le processus de prolifération cellulaire. Comme cette même équipe l'avait démontré il y a quelques mois, le gène p53 est absent ou, en tout cas, fonctionne anormalement, du fait vraisemblablement d'une mutation, non seulement dans le cancer du colon, mais également dans d'autres types de cancer, du poumon, du sein et de l'os en particulier. En revanche, chez les personnes saines, le gène p53, situé sur le bras court du chromosome 17, fonctionne tout à fait normalement.

Dans ce nouveau travail, publié dans le dernier numéro de la revue américaine *Science*, Bert Vogelstein et sa collaboratrice Susan Baker montrent donc que l'insertion du gène p53 dans le génome de cellules cancéreuses bloque le processus de croissance de la tumeur. Preuve s'il en fallait, estiment les auteurs, du rôle fondamental joué par les gènes «suppresseurs» dans le contrôle du développement des cancers. Et même s'il est vraisemblable que plusieurs types différents de gènes suppresseurs doivent être endommagés pour qu'un cancer survienne dans l'organisme, il semble que le remplacement d'un seul de ces gènes défectueux par un gène normal puisse suffire à arrêter le phénomène de croissance cancéreuse.

Il reste maintenant aux chercheurs à déterminer la fonction exacte de la protéine codée par le gène p53 et, éventuellement, par la suite, à tenter de fabriquer, de manière synthétique, des molécules qui mimeraient son action «anticancéreuse». A terme, estime le professeur Vogelstein, il devient possible d'envisager, par ce biais, la mise au point de nouveaux médicaments anticancéreux.

Une autre découverte, tout aussi fondamentale, concerne le rétinoblastome, une tumeur maligne de l'œil. Cette tumeur a joué dans l'histoire des anti-oncogènes un rôle quasi historique, puisque c'est grâce à elle que les professeurs Robert Weinberg (Massachusetts Institute of Technology) et Thaddeus Dryja (Institut d'ophtalmologie du Massachusetts) ont pu mettre en évidence le premier gène suppresseur de cancer, le désormais fameux gène Rb.

Un véritable «frein moléculaire»

A partir de là, un test pour prédire l'apparition d'un rétinoblastome fut élaboré : il s'agissait du premier test de ce type jamais mis au point pour un cancer. Mieux encore, l'équipe du professeur Wen-Hwa Lee, de l'université de Californie, parvint, chez la souris, à bloquer la croissance de tumeurs cancéreuses en insérant, dans le génome de cellules cancéreuses, le gène Rb manquant.

Comme leurs confrères du John Hopkins Institute, ils avaient donc établi la preuve que ce gène, par l'intermédiaire de la protéine qu'il code, est capable d'inhiber la formation d'une tumeur. Dans le dernier numéro de la revue britannique *Nature*, l'équipe du Massachusetts Institute of Technology, dirigée cette fois par le docteur Richard Mulligan, va encore plus loin en élucidant le rôle joué par cette protéine codée par le gène Rb.

Ils montrent qu'elle agit en dérégulant une autre protéine, elle-même le produit d'un gène connu sous le nom de c-fos. Par ce biais, la protéine Rb du rétinoblastome agit comme un véritable «frein moléculaire» de la division cellulaire. On peut légitimement se demander, à partir de ces derniers travaux, si ce qui vaut pour le rétinoblastome ne vaut pas pour, sinon l'ensemble, du moins un grand nombre de cancers.

Comment apparaît un cancer? Depuis des années, les chercheurs du monde entier tentent de répondre à cette question, l'une des plus énigmatiques qui soit. La découverte des oncogènes, qui l'an dernier valut le prix Nobel à ses auteurs, fut un premier élément important de réponse. Celle, peu après en 1986, des anti-oncogènes, et la cascade de travaux qui suivirent, montrent que la compréhension des mécanismes les plus intimes qui président à l'apparition d'un cancer est un objectif dorénavant envisageable.

FRANCK NOUCHI

ARTS

De si exquises « vanités »

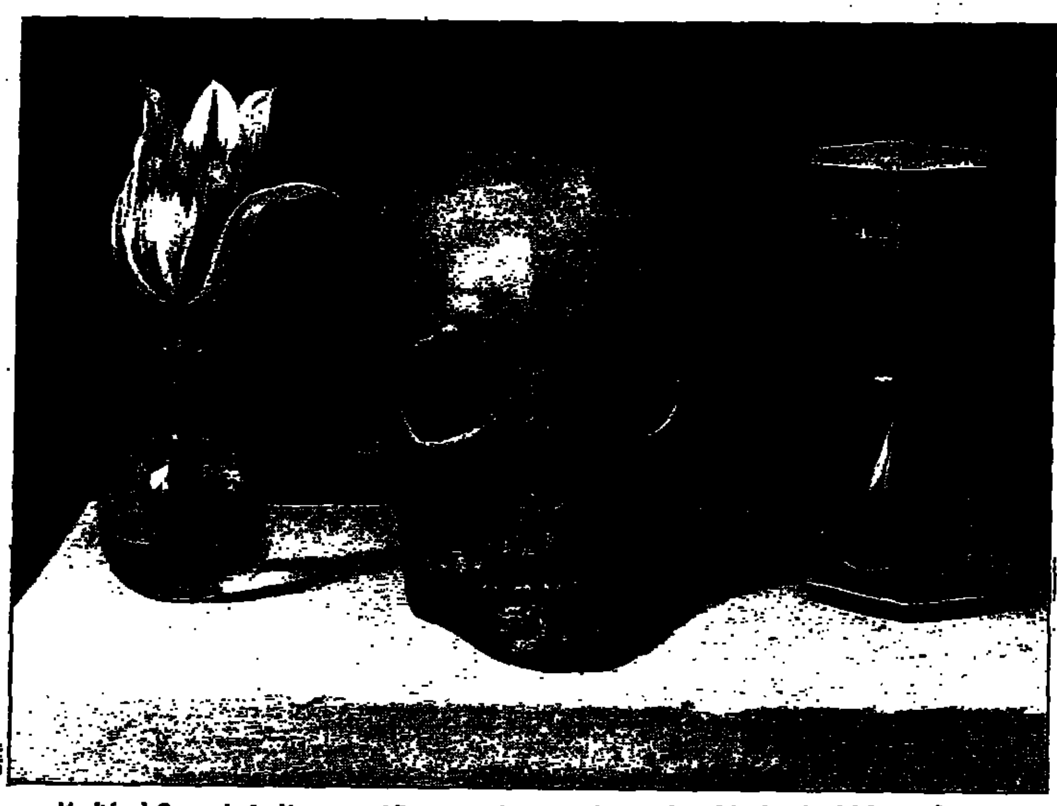
A travers une centaine d'œuvres, le Musée de Caen raconte l'histoire d'un genre pictural en vogue au dix-septième siècle

CAEN

de notre envoyé spécial

Un crâne humain, une tête de mort comme l'on dit, est un bel objet. L'os jauni, fissuré et poreux par places, l'obscurité des orbites, l'ivoire sali des dents sont pour un peintre de beaux motifs. S'il place une bougie, une tulipe, un sablier, un livre à côté du crâne, sur une table ou un tapis, il obtient une vanité, nature morte destinée à convaincre celui qui la contemple de la futilité des choses humaines, toutes vouées à leur disparition. La vanité est donc le genre moral par excellence, celui qui impose le plus violemment et avec la plus grande économie de moyens la pensée du temps et du salut par le macabre représenté tel quel. Elle va plus vite à l'essentiel, et à l'horreur, que toute autre représentation religieuse ; elle est plus simple et plus universelle.

Composer l'histoire du genre revient donc à décrire l'épuration de l'image religieuse au terme de laquelle la figuration d'un maxillaire, de quelques débris d'ossements ou, de manière moins littérale, d'un fruit qui pourrit et d'une fleur qui sèche doit suffire à réveiller l'obsession de la mort et le devoir chrétien. Ainsi considérée, comme leçon d'histoire et analyse iconographique, l'exposition du Musée des beaux-arts de Caen est remarquable. Elle étudie avec une précision exemplaire l'évolution du thème au dix-septième siècle en Europe, embrassant à la fois l'Europe de la Réforme et celle de la Contre-Réforme, les Pays-Bas, l'Italie et la France. Le travail d'Alain Tapié démontre, si besoin était, qu'un musée provincial peu fortuné peut rassembler plus d'une centaine d'œuvres, souvent de premier ordre, et les organiser en une démonstration efficace pour peu qu'une véritable volonté scientifique et de la rigueur soutiennent l'entreprise.



D.R.

« Vanité » à Caen : le funèbre, quand il est superbement mis en scène, fait plus de plaisir que de peur.

Futilité des plaisirs

Il importait moins en la circonstance de réunir chefs-d'œuvre et signatures fameuses, quoiqu'il n'en manque pas dans les salles, que de trouver les toiles qui illustrent les étapes de l'évolution, qu'elles aient pour auteurs Philippe de Champaigne et Luca Giordano ou un anonyme espagnol et un peintre d'ex-voto populaires. L'analyse se développe à partir de l'image de la crucifixion, un crâne à demi déterré au pied de la croix. Elle distingue ensuite deux catégories iconographiques, les vanités à figures et les vanités natures mortes. Dans la première, le crâne est l'accessoire principal de la méditation de la Madeleine, de saint Jérôme et de saint François, ou d'un contemporain portraituré la main posée sur une tête de mort. La signification religieuse de ces mises en scène se veut explicite, la dénonciation de la futilité des plaisirs et des pouvoirs d'autant plus éloquente que les yeux sont humides et révulsés, les mains tournées vers le ciel, le clair-obscur furieusement contrasté.

La collection des Madeleine en extase mériterait à elle seule une étude. La mort et le désir s'y allient étrangement . Regards de peur ou de plaisir ? Gestes de refus ou d'étreintes suspendues ? La Madeleine d'Elisabetta Sirani se pâme, le crâne posé entre ses cuisses ; celle du maniériste hollandais Abraham Bloemaert caresse sa gorge et se renverse, faisant saillir l'arrondi de son ventre et le creux du nombril sous l'étoffe gris perle ourlée de jonquille ; celle du caravagesque Louis Finson est prise d'un spasme guère moins langoureux que celui qui crispe la Madeleine du Bernin. Plus morbide est la mise en scène, plus trouble l'émoi de la sainte.

Est-elle Madeleine, ou Vénus, ou Salomé ? Quelques tableaux de coquettes à leur miroir qui feignent de méditer sur l'éphémère de leurs charmes pour mieux en admirer la nudité ont été accrochés à proximité des saintes, manière habile de suggérer le mélange des sujets. *L'Allégorie de la Vanité et de la Pénitence* de Cagnacci exalte moins, en dépit de son titre édifiant, les mérites de la mortification que le galbe du cou et de la gorge de la demoiselle-allégorie élégamment dévoilée . Le chef coupé de saint Jean-Baptiste, qui semble plus endormi que martyrisé, rend hommage par allusion à la beauté criminelle de Salomé. Doit-on le dire ? Le profil de sainte Catherine d'Alexandrie décapitée peint par Valdés Leal ne suscite aucun sentiment de tragique.

Triomphe de la peinture

Exception faite de quelques images de piété populaire qui énumèrent les instruments de la Passion, ces vanités à figures souffrent toutes de l'équivoque. Elles se veulent, elles s'affirment invitations à la crainte et à la prière, *memento mori*, symboles du néant. Mais ce sont des tableaux, de beaux tableaux souvent, si bien composés, si amoureusement peints, couleurs caressantes, lumières poétiques, que l'élégance de la fable en fait oublier la morale. L'éternité de l'art, plus que la fatalité de la mort, triomphe à chaque toile.

Réversibilité du genre : pathétique par définition, la vanité finit en triomphe de la peinture, en éloge de sa beauté. L'explication iconographique a beau s'ingénier à décrypter tous les éléments qui suggèrent, selon un code symbolique complexe, la mort, la miséricorde, la repentance et la résurrection, elle ne peut empêcher les œuvres d'échapper à son système d'interprétation. Et l'esthétique de démentir les enseignements de la philosophie.

Les vanités natures mortes, si simples en apparence, d'un dépouillement si expressif, tournent trop vite à l'exercice de style pour ne pas y perdre elles aussi de leur éloquence sacrée. Champaigne, le grand Champaigne lui-même, dont nul n'oserait suspecter la ferveur et la foi, quand il compose son admirable vanité du musée du Mans, une tulipe rouge et jaune dans un vase à gauche, un crâne au centre, un sablier hexagonal à droite, posés sur une dalle de pierre claire devant un fond ténébreux, exécute l'un des chefs-d'œuvre les plus complets que le genre ait donnés. Le plaisir de l'illusion, celui, plus impie encore, du trompe-l'œil et de la symétrie, sont à leur comble. Un reflet doré se pose sur l'os frontal, l'ombre s'obscurcit par degrés sur la paroi concave des orbites, un autre reflet, blanc celui-ci, en forme de losange, brille sur le flanc du verre où coule le sable brun-rose. Admirable composition, harmonie plus admirable encore, servie par la dextérité du métier flamand. Mais de mort là-dedans, de pathétique, pas trace. Le funèbre, quand il est superbement mis en scène, fait plus de plaisir que de peur.

On en dirait autant des vanités blondes de Pieter Claesz, ornées de ciboires, de coquillages et de violons. Ou des fantasmagories nocturnes de Mathias Withoos, spécialiste des cimetières à minuit, où s'accumulent en reliquaires baroques crânes d'animaux, squelettes incomplets, guirlandes de fleurs et hiboux à l'œil étincelant. Nicolas Van Veerendael couronne deux têtes de mort de pivoines et de liserons. Davidsz de Heem et Damien Lhomme les disposent sur des volumes reliés de cuir, parmi gravures et bougeoirs. Renard de Saint-André ajoute, autres symboles, des bulles et des feuilles de laurier . Abraham Van Den Schoor préfère l'accumulation des ossements et invente l'hyperbole anatomique.

Que ces excellents hommes aient prétendu dénoncer de la sorte les arts, qui détournent de la religion, les livres, mauvaise distraction quand ils ne sont pas bibliques, les collections de curiosités et de fleurs exotiques à la mode en Hollande, on a peine à l'admettre. Il leur aurait fallu une candeur admirable, une honnêteté presque aveugle, pour croire que leurs natures mortes fussent sérieusement des vanités terrifiantes. L'un d'eux, un peintre italien inconnu, a composé une *Peinture couronnée par la Renommée* qui a du moins le mérite de la clarté : la Peinture est une grosse fille peu farouche, la Renommée ne lui cède en rien en lourdeur voluptueuse. Au sol, une palette et cinq pinceaux. Ils reposent en équilibre sur un masque du dieu Temps, rose et barbu, et sur un crâne renversé. On ne saurait exprimer avec plus de netteté la réjouissante victoire de la peinture sur la mort.

PHILIPPE DAGEN

▶ Musée des beaux-arts de Caen. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre. Tél. : 31-85-28-83.

▶ Le catalogue de l'exposition est remarquable d'érudition et d'abondance. De nombreux textes, dont une préface d'André Chastel, accompagnent la reproduction des œuvres. 350 pages, 125 F.

Lendemains de saccage

Une exposition fait redécouvrir le patrimoine architectural roumain

Difficile d'imaginer un été plus fécond en expositions d'architecture. Toutes les institutions s'y sont mises, chacune avec ses talents, ses défauts. Toutes cependant n'auront pas, comme l'Institut français d'architecture (Architecture et publicité) ou la Caisse nationale des monuments historiques (patrimoine roumain) manifesté un égal désir de séduire ou d'intéresser le public des vacances.

Pour le sourire, c'est l'IFA qui aura joué les locomotives. Au point d'ailleurs qu'on se demande souvent, de la publicité et de l'architecture, quelle est la donnée-clé du propos. Pour le sérieux, c'est donc le Patrimoine roumain. L'exposition se termine peut-être un peu tôt avec les premiers jours de la rentrée, après avoir commencé bien tard en juillet, comme si les étudiants voyageurs ou les passionnés d'archéologie qui vont passer leur été sur des fouilles à l'autre bout du monde n'étaient pas concernés par un tel sujet. Si l'hôtel de Sully ne se décide pas à jouer les prolongations, on se consolera avec le passionant numéro de *Monuments historiques*, que la Caisse a publié en même temps (1). Dans l'un et l'autre cas l'ensemble du patrimoine roumain qui fait l'objet de l'étude, urbain comme rural, ancien ou récent, et bien sûr jusqu'aux sauvages destructions du centre de Bucarest par la famille Ceaucescu.

Partir de zéro

La longue période de silence qu'a traversée le pays pendant plusieurs décennies a éjecté la Roumanie de la culture internationale et de ses habitudes. Il faut donc partir de zéro et apprendre ce pays, connu il y a peu encore, pour posséder l'un des patrimoines architecturaux les plus riches du monde. Jusqu'à une date très récente, le patrimoine rural était même resté exceptionnellement protégé, au point que dans les années 50, et même au-delà on continuait de construire selon les méthodes et les styles les plus traditionnels. Une protection miraculeuse ? La vérité oblige à dire que si le pays a *tôt* fourni des ethnologues pour enregistrer, classer, faire valoir cette richesse, cette sauvegarde « systématique » était principalement due à la pauvreté et à l'archaïsme de l'agriculture, à la quasi-inexistence de ces fières industries polluantes et destructrices de paysages, comme en ont connu les pays plus à l'ouest. Mais il ne faut pas se réjouir trop vite. Ni la persistance des villages ni l'abandon du projet de systématisation, très localement passé à la réalisation, ne sauraient être les garants d'un avenir radieux. Le projet, en effet, ne relevait pas seulement du délire, mais répondait, à sa manière bizarre, à de véritables problèmes d'adaptation, qu'il faudra bien résoudre à l'avenir. Selon des méthodes plus douces, il faut le souhaiter.

Crise de mégalomanie

Autre partie conséquente de l'exposition, autre chapitre de la revue qui l'accompagne, l'extraordinaire diversité des églises de Roumanie, bâtiments paisibles où se lisent tant d'influences ou peut-être tant d'occupations et de contraintes assimilées bon gré mal gré par la population. Et ce sont bien sûr les églises qui nous ramènent à Bucarest sur cette avenue de la Victoire-du-Socialisme qui en a tant fait disparaître, quand un vieux reste de respect n'a pas conduit à les déménager sur les franges les plus sinistres de cette barbare élucubration d'architectes. L'exposition de la Caisse présente ainsi le bilan exhaustif et terrible de la crise de mégalomanie qui a frappé la ville. Les Roumains auront été les principaux pourvoyeurs d'informations sur ce désastre urbain.

Huit mois après ce qu'il est convenu d'appeler la révolution roumaine, voici donc le tout et le détail de ce faramineux projet. Les photographies abondent, montrent avec précision l'avenue et la colossale Maison du peuple qui la ferme. Les images d'archives restituent le martyre des églises et de l'ancien quartier, les vues d'hélicoptère révèlent l'inanité d'un urbanisme qui se réfère directement – on a la postérité qu'on mérite – aux démonstrations simplistes d'un Bofill. En cela, une telle exposition remplace les cours d'urbanisme ou d'architecture qui devraient naturellement faire partie de l'enseignement général, à côté de la littérature, de la poésie et des mathématiques.

FRÉDÉRIC EDELMANN

▶ Patrimoine roumain, histoire et actualité, Hôtel de Sully (Caisse nationale des monuments historiques et des sites) 62, rue Saint Antoine, 75004 Paris. Tél : 42-74-22-22.

Jusqu'au 2 septembre.

(1) Monuments historiques, n° 169 Juin/juillet 90, spécial Roumanie, 132 pages, 60 F (même adresse que ci-dessus).

CINÉMA

Les « affreux » sont de retour

Pour son second « Gremlins » Joe Dante choisit la dérision

Six ans après leurs forfaits dans la tranquille bourgade de Kingstone, les gremlins sont de retour et menacent New-York. On sait qu'ils naissent d'une gentille petite bête à fourrure, aux grands yeux doux et qui chante un air nostalgique à fendre l'âme. Seulement, dès qu'elle est mouillée, d'étranges boursouflures lui poussent partout et en un clin d'œil, ou presque, surgit une armée de prédateurs infects et libidineux, auprès de qui gargouilles ou acariens semblent les petits frères de Bambi.

L'histoire se passe dans la tour ultramoderne et luxueuse d'un jeune golden boy nommé Donald Clamp – et qui s'est fait la lippe de Donald Trump. Une aberration architecturale et technologique, à peine exagérée. Il existe des choses presque aussi hideuses en forme d'hotel à Time Square. On ne sort pratiquement pas de l'endroit, mais on y trouve de tout, y compris un studio de télévision, et le laboratoire d'un généticien fou.

Comment Gizmo, le gentil petit animal à fourrure se laisse enfermer là. Comment il sera reconnu par son ancien propriétaire (celui de *Gremlin I*). Comment, malencontreusement mouillé, il se verra débordé par les affreux, et torturé par leur chef. Comment, ayant admiré Rambo à la télévision, il se coiffera d'un bandeau rouge et enverra une flèche enflammée sur la horde ennemie. Comment les ignobles gremlins déjoueront toutes les ruses humaines et seront même aidés par le ciel, vous le saurez en allant voir *Gremlins 2, la nouvelle génération* de Joe Dante. Et vous saurez aussi comment malgré tout, les méchants seront anéantis... Et comment l'un des employés de Donald Clamp se trouvera enfermé avec une survivante, une miss Piggy dont le visage vert et les lèvres rouges en plans de plus en plus rapprochés est susceptible de donner des cauchemars au macho le plus affirmé...

Un jeu anar et insolent

Dans son premier *Gremlins*, Joe Dante avait joué la carte du fantastique, l'humour était juste là pour reprendre sa respiration entre deux halètements de terreur. Cette fois, probablement en panne d'inspiration, il s'autoparodie et noue un ensemble de pastiches où se bousculent les citations des films du genre depuis *la Nuit des morts vivants* jusqu'à *Alien II*, plus un passage *Helzapoppin*, et une comédie musicale digne de Busby Berkeley..

On peut donc sans crainte emmener les enfants qui étaient encore bébés ou pas mêmes nés au moment du premier *Gremlins*. Même si les références leur manquent pour rire avec les parents, ils ne s'étrangleront pas de peur. Les monstres ont de l'allure, mais il est peu probable que les enfants s'identifient à eux, même s'ils envient leurs capacités destructrices. Il n'y a pas de morale ici, rien qu'un jeu anar et insolent, un humour bête et méchant. Et même si le rythme flanche dans les scènes de comédie, elles ne sont pas assez nombreuses pour qu'on s'ennuie vraiment.

COLETTE GODARD

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

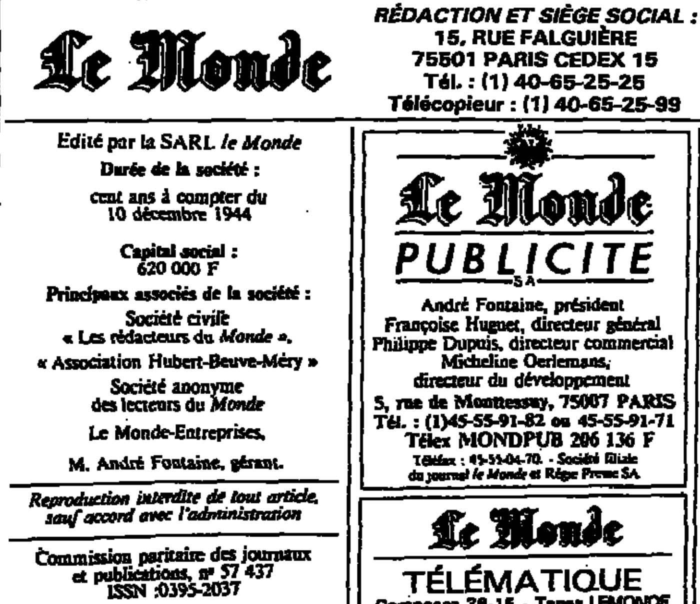
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex



Le Monde PUBLICITE S.A.

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans, directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70. - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUIS.-BELG. LUXEMB.	AUTRES PAYS voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN
Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ____ ☐

6 mois ____ ☐

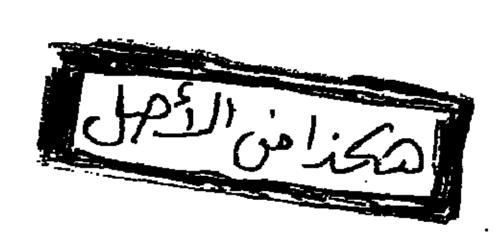
1 an ____ ☐

Nom : ____
Prénom : ____
Adresse : ____
Code postal : ____
Localité : ____
Pays : ____

021 MON 01

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP.Paris RP



AGENDA

CINEMAS

SAMEDI 25 - DIMANCHE 26 AOUT

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

SAMEDI

La Tête d'un homme (1932), de Julien Duvivier, 15 h ; Sans titre (1989), de Jérôme Estienne, l'Homme qui en *savait trop (1956, v.o. s.t.f.)*, d'Alfred Hitchcock, 17 h ; Céleste (1989), de Laurent Tuel, Arabesque (1966, v.o. *s.t.f.), de Stanley Donen, 19 h ; Made* in Belgique (1988), d'Antoine Desrosières, l'Ami américain (1977, v.o. s.t.f.), de Wim Wenders, 21 h.

DIMANCHE

La Nuit du carrefour (1332), de Jean *Renoir, 15 h ; St Trop (1988)*, de Laurent-Pierre Paget, le Grand Alibi (1950, v.o.), de Alfred Hitchcock, 17 h ; l'En*quête de l'inspecteur Morgan (1959*, v.o. s.t.f.), de Joseph Losey, 19 h ; Eaux profondes (1981), de Michel Deville, 21 h ; le Crime du *Bouif (1921)*, d'Henri Pouctal, 16 h ; Monsieur Balboss (1975), de Jean Marbœuf, 19 h ; Lucia et les Goupes (1973, v.o. s.t.f.), de Pasquale Squitieri, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

SAMEDI

Si vous avez manqué le début : les Métiers de Paris (1989) de la Vidéothèque de Paris ; le Sang des bêtes (1948) de Georges Franju, Voici le temps des assassins (1956) de Julien Duvivier, 14 h 30 ; Café, cafés : Bande annonce : *Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, les* Tricheurs (1958) de Marcel Carné, 16 h 30 ; la Parisienne : Deux femmes *de bien (1973) de Paul-Louis Martin, Au* Bonheur des dames (1943) d'André Cayatte, 18 h 30 ; Café, cafés : les *Cafés de Paris (1966) de Guy Gilles*, Ascenseur pour l'échafaud (1957) de Louis Malle, 20 h 30.

DIMANCHE

Si vous avez manqué le début : le Paris des écrivains : les Peintres de l'éternel dimanche (1960) de Jacques Espagne et Pierre Mathieu, Nous les gosses (1941) de Louis Daquin, 14 h 30 ; *les Métiers de Paris (1989)* de la Vidéothèque de Paris ; Vanessa Paradis chante Jœ le taxi (1987) de *Polygram, Monsieur Taxi (1952) de* André Hunebelle, 16 h 30 ; Au-delà du périph' : Aubervilliers (1945) de E. Lotar, le Jour se lève (1939) de Marcel Carné, 18 h 30 ; les Métiers de Paris (1989) de la Vidéothèque de Paris ; les Concierges au tricot (1966) de Luc *Favory, l'Impossible Monsieur Pipelet* (1955) d'André Hunebelle, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis *Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34)*.

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC *Ermitage, 8e (45-63-16-16)*.

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

ATTACHE-MOI ! *(Esp., v.o.)* : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BIENVENUE A BORD ! (Fr.) : Forum Horizon, 1er *(45-08-57-57)* ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *Pathé Français, 9e (47-70-33-88)* ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-*20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-*10-96).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : *Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18)*.

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS *(A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46)* ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES *(A., v.f.) : Républic Cinémas*, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : UGC *Biarritz, 8e (45-62-20-40)*.

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; *Pathé Hautefeuille, 6e* (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; v.f. : Rex, *2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse*, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr., v.f.) : UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC *Danton, 6e (42-25-*10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; *Paramount Opéra, 9e* (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASET (Fr.-Alg., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : *Cinoches, 6e (46-33-10-82)*.

DOUBLE JEU (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

EXTRÊMES LIMITES *(A., v.f.)* : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., *v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-*84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e *(43-59-19-08) ; v.f.* : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

FULL CONTACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; *UGC Gobelins, 13e* (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-*46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-*10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

IMMEDIATE FAMILY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-*42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46)*.

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-*10-82)*.

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN *ANGLAIS* (Brit., v.o.) : *Ciné Beaubourg*, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN *(A., v.o.) : Utopia* Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., *v.o.)* : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La *Pagode, 7e (47-05-12-15)*.

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA NURSE (*) (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e *(45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e* (47-42-56-31).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : *Cinoches, 6e (46-33-10-82)*.

LE PREMIER POUVOIR (*) (A., v.o.) ; Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

48 HEURES DE PLUS *(A., v.o.)* : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e *(45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pas*quier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, *12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille*, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; *Pathé Montparnasse*, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RÊVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; *v.f. : Les Montparnos, 14e (43-*27-52-37).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., *v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46)*.

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY *(A., v.o.)* : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., *v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88)*.

TU MI TURBI (It., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

TUMULTES *(Fr.-Bel.) : Gaumont Par*nasse, 14e (43-35-30-40).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC *Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le* Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR POURSUITE. Film américain d'Alan Rudolph, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-*20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e* (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

FAUX ET USAGE DE FAUX. Film français de Laurent Heneymann : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, *6e (42-25-10-30) ; UGC Mont*parnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; *Paramount Opéra, 9e* (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

GREMLINS 2. Film américain de *Joe Dante, v.o. : Forum Horizon, 1er* (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; *Pathé Marignan-Concorde*, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les *Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC* Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; *Mistral*, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA LIBERTÉ, C'EST LE PARADIS. Film soviétique de Sergueï Bodrov, v.f. : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE. Film français de Michel Deville : Gaumont Les *Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé* Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé *Marignan-Concorde, 8e* (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montpar*nasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Par*nassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT. Film américain de Lou Scheimer, v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Saint-Lambert, 15e (45-*32-91-68) ; Pathé Wepler II, 18e* (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT. Film italien de Vittorio et Paolo Taviani, v.o. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Champs-Elysées, *8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille*, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

ZAN BOKO. Film burkinabé de Gaston Jean-Marie Kabore, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES GRANDES REPRISES

ANNA KARÉNINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ARDENTE GITANE (A., v.o.) : *Action Christine, 6e (43-29-11-30)*.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

L'ATALANTE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BABY DOLL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

FANTASIA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LES INCORRUPTIBLES *(A., v.o.)* : Bretagne, 6e (42-22-57-97).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : *Forum Horizon, 1er (45-08-57-57)*.

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PARIS EN VISITES

LUNDI 27 AOUT

« Le Louvre : pyramide, crypte *et nouvelles salles. Aménagements* et projets pour le Grand Louvre ». 14 h 15, métro Palais-Royal, terre-plein central (E. Romann).

« Les salons de l'Hôtel de Ville ». 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (M. Banassat).

« Le musée Picasso en l'hôtel Salé ». 14 h 15, 5, rue de Thorigny (Mme Cazes).

« Versailles : les bosquets du parc du château spécialement ouverts », *14 h 30*, cour du château, statue de Louis XIV (Office de tourisme).

« *L'hôpital Saint-Louis* et le canal Saint-Martin ». 14 h 30, 12, rue de la Grange-aux-Belles (C. Merle).

« Le village de Saint-Germain-des-Prés, son abbaye, ses jardins. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des Archevêques de Rouen », 14 h 30, sortie métro Saint-Germain-des-Prés (I. Hauller).

« L'hôtel Lauzun ». 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« *Le Louvre, du donjon à la* pyramide, et les appartements *royaux », 14 heures, 2, place du* Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges ». 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les aménagements de la place de Stalingrad et du bassin de La Villette ». 15 heures, angle rue de Flandre/quai de Seine.

« Le château de Malmaison, demeure préférée de Joséphine », 15 heures, entrée du château. Accès par bus 158 depuis la *Défense (Monuments historiques)*.

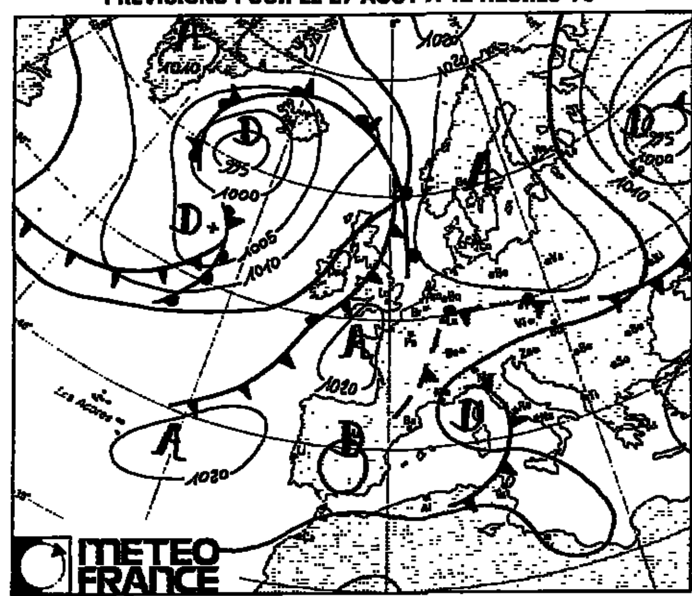
« Parcours insolite dans le vieux quartier des Halles, de la tour *Jean-Sans-Peur à la colonne astro*logique de Catherine de Médicis ». 15 heures, entrée principale de Saint-Eustache, rue du Jour (Paris et son histoire).

« L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du dix-neuvième siècle. Garnier et le style Napoléon III ». 15 heures, devant l'entrée de l'Opéra (Connaissance *d'ici et d'ailleurs*).

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 AOUT 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 27 AOUT A 12 HEURES TU

METEO FRANCE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 25 août à 0 heure et le dimanche 26 août à 24 heures.

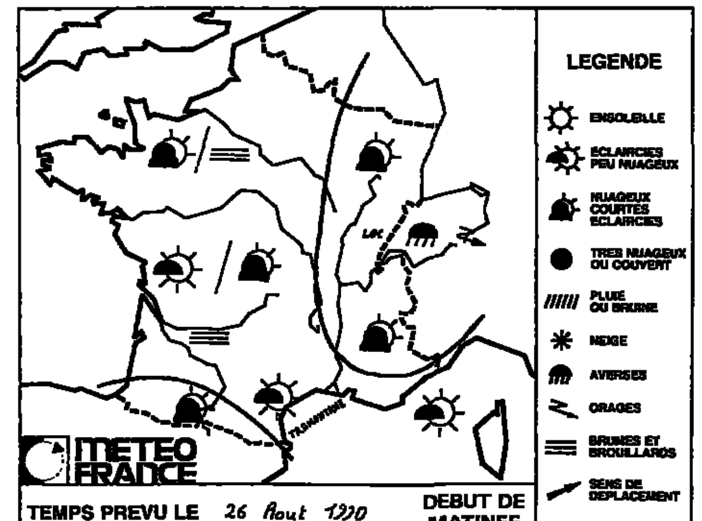
De l'air chaud et instable provoquera encore quelques orages sur nos régions de l'Est avant de s'évacuer dimanche vers l'Europe centrale. Un temps un peu plus frais s'établira ensuite dans des conditions légèrement anticycloniques.

Prévisions pour dimanche : souvent variable et très doux.

Sur les trois quarts ouest du pays, jusqu'aux Ardennes, à la Bourgogne et à la vallée du Rhône, le début de matinée sera assez nuageux ou brumeux ; mais les températures seront déjà agréables avec des minima de 14 à 17 degrés.

Au fil des heures, des éclaircies plus ou moins belles perceront. C'est du sud de la Bretagne aux régions du Sud-Ouest et au Languedoc-Roussillon que l'après-midi sera le plus ensoleillé. La tramontane restera modérée toute la journée près du golfe du Lion. Les températures maximales s'échelonneront entre 25 et 28 degrés, avec quelques pointes à 30 degrés en Méditerranée mais seulement 22 degrés près de la Manche.

Sur l'Est du pays, de la Lorraine et de l'Alsace aux Alpes, nuages et temps lourd prédomineront. Les orages resteront très isolés et limités au relief. Sur la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, après de belles éclaircies les nuages orageux l'emporteront aussi. Les orages seront plus nombreux l'après-midi. Côté températures : des minima de 15 à 18 degrés en moyenne, jusqu'à 22 degrés en Méditerranée ; des maxima de 27 à 29 degrés.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 24-8-90 à 6 heures TU et le 25-8-90 à 6 heures TU — le 25-8-90

FRANCE			
AJACCIO	28	16	D
BIARRITZ	25	20	A
BORDEAUX	30	19	P
BOURGES	33	17	C
BREST	34	14	B
CAEN	29	17	B
CHERBOURG	26	17	N
CLERMONT-FER.	31	16	C
DIJON	33	18	A
GRENOBLE St-M-H	32	16	C
LILLE	30	17	B
LIMOGES	30	16	C
LYON	33	30	C
MARSEILLE-MAR.	29	20	O
NANCY	31	17	A
NANTES	30	18	C
NICE	28	19	D
PARIS-MONTS	32	18	D
PAU	28	17	C
PERPIGNAN	29	18	D
RENNES	32	16	B
ST-ETIENNE	31	17	P
STRASBOURG	30	15	N
TOURS	33	17	N
TOULOUSE	31	17	C
POINTE-A-PITRE	33	23	N

ÉTRANGER			
ALGER	33	24	C
AMSTERDAM	25	14	N
ATHÈNES	27	23	D
BANGKOK	35	27	C
BARCELONE	30	22	D
BELGRADE	27	13	D
BERLIN	24	13	C
BRUXELLES	29	17	D
LE CAIRE	36	23	D
COPENHAGUE	21	11	N
DAKAR	30	27	D
DELHI	35	27	N
DJERBA	29	20	D
GENÈVE	32	20	D
HONGKONG	31	26	A
ISTANBUL	24	21	D
JÉRUSALEM	29	16	D
LISBONNE	27	18	C
LONDRES	28	17	N
LOS ANGELES	24	19	D
LUXEMBOURG	28	17	N
MADRID	32	16	D
MARRAKECH	41	28	D
MEXICO	27	14	B
MILAN	30	16	D
MONTRÉAL	27	16	N
MOSCOU	17	8	C
NAIROBI	22	18	C
NEW-YORK	23	20	B
OSLO	17	14	C
PALMA-DE-MAJ.	32	16	D
PÉKIN	33	22	D
RIO-DE-JANEIRO	21	16	N
ROME	28	17	D
SINGAPOUR	32	27	O
STOCKHOLM	17	9	P
SYDNEY	18	7	D
TOKYO	36	27	D
TUNIS	30	17	D
VARSOVIE	22	9	N
VENISE	27	17	D
VIENNE	36	13	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Samedi 25 août

TF 1

- 20.35 Variétés : Fou rire.
- 22.20 Série : Columbo.
- 0.00 Magazine : Formule sport.
- 0.55 Journal et Météo.
- 1.15 Feuilleton : Le souffle de la guerre.
- 2.45 Feuilleton : L'homme à poigne (1er épisode).
- 3.45 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

- 20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard.
- 21.45 Série : Les brigades du Tigre.
- 22.45 Documentaire : Derniers Far-West (rediff.).
- 23.40 Journal et Météo.
- 23.55 Variétés : Les concerts imaginaires.

FR 3

De 20.00 à 0.00 La SEPT

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Mais qui arrêtera la pluie ?
- 21.50 Documentaire : Alerte à l'ours polaire. De James Lipscomb et James Deckard.
- 22.45 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : La loi de la jungle. □
- 0.15 Cinéma : Assistance à femme en danger. ■
- 1.50 Cinéma : Le dossier noir. ■

LA 5

- 20.35 Téléfilm : La fille sur l'escalier.
- 22.15 Sport : Football.
- 22.20 Magazine : Désir.
- 23.15 Sport : Automobile.
- 23.30 Sport : Cyclisme.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.10 Sport : Football.
- 0.15 Rediffusions.

M 6

- 20.35 Téléfilm : Non récupérables.
- 22.10 Téléfilm : La nuit des otages.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Série : Sam et Sally.
- 0.55 Musique : Rap line.
- 1.45 Musique : Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 Téléfilm : Lui, elle et les enfants.
- 22.15 Soir 3.
- 22.30 ▶ Documentaire : La guerre oubliée, voyage au Sud Soudan.

Dimanche 26 août

TF 1

- 13.45 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1 de Belgique, en direct de Spa.
- 15.50 Divertissement : Mondo Dingo.
- 16.15 Tiercé à Deauville.
- 16.20 Série : Côte Ouest.
- 17.10 Disney parade.
- 18.20 Magazine : Téléfoot.
- 19.20 Divertissement : Vidéo gag.
- 19.55 Loto sportif.
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.35 Cinéma : Airport 80 Concorde. □
- 22.40 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.45 Cinéma : La flèche brisée. ■■

A 2

- 13.20 Série : Détective gentleman.
- 14.15 Documentaire : La planète des animaux.
- 15.10 Série : Coupable ou non coupable.
- 16.40 Documentaire : La planète de l'aventure.
- 17.35 Série : Cantara.
- 18.30 Magazine : Stade 2.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Série : Perry Mason.
- 22.20 Feuilleton : Nord et Sud.
- 23.55 Journal et Météo.

FR 3

- 17.30 Magazine : Montagne.
- 18.00 Amuse 3.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 20.00 Série : Benny Hill.
- 20.35 ▶ Documentaire : La guerre d'Algérie.
- 21.30 Série : Il était un musicien.
- 22.00 Journal et Météo.
- 22.25 Magazine : Le divan.
- 22.45 Cinéma : La symphonie des brigands. ■■■
- 0.25 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 17.00 Magazine : Mag max.
- 18.00 Cinéma : Sans espoir de retour. ■

En clair jusqu'à 20.30

- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Les superstars du catch.
- 20.30 Cinéma : Julia et Julia. ■
- 22.00 Flash d'informations.
- 22.10 Snooker.
- 23.10 Cinéma : Avant le déluge. ■
- 1.25 Cinéma : Cousine, je t'aime. ■

LA 5

- 17.20 Série : Rintintin junior.
- 17.55 Série : Riptide.
- 18.43 Journal images.
- 18.50 Série : L'enfer du devoir.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles de sports.
- 20.35 Téléfilm : L'école de tous les dangers.
- 22.10 Sport : Cyclisme.
- 22.30 Téléfilm : Un flic de choc.

M 6

- 19.30 Série : Les années coup de cœur.
- 19.54 6 minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Sport 6.
- 20.35 Téléfilm : L'impensable suspect.
- 22.10 6 minutes d'informations.
- 22.15 Chasseurs d'images.
- 22.30 Cinéma : Mort sur le gril. ■

LA SEPT

- 16.00 Série : C'est notre univers.
- 16.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.
- 17.00 Documentaire : Figures de la foi.
- 17.50 Documentaire : Dernier Adieu.
- 18.00 Téléfilm : Sacrifice.
- 19.30 Vidéo-danse : La dernière fuite.
- 20.00 Documentaire : Barenboïm joue Beethoven (3).
- 21.00 Série : Médecins des hommes.
- 22.30 Moyen métrage : L'éternelle idole.
- 23.00 Documentaire : Le temps des cathédrales (9).

CARNET DU Monde

Noces d'or

– Août 1990.

Entourés de leurs proches et de quelques amis

Adrienne et Raoul CRESPIN,

ont fêté leurs noces d'or dans la reconnaissance et la simplicité.

Décès

– M. et Mme Thys
et leurs enfants,
M. Jean de Castella,
M. Kenzo Takada,
ont la douleur de faire part du décès de leur frère et ami

Xavier de CASTELLA,

survenu à Paris, le 12 août 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Eustache, le 29 août, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Kenzo Takada,
Atsuko Kondo,
François Baufume,
ont la douleur de faire part du décès, à Paris, le 12 août 1990, de leur ami

Xavier de CASTELLA,
administrateur de la société Kenzo,

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le mercredi 29 août, à 11 heures, en l'église Saint-Eustache.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le docteur Fargeot
et sa femme,
Mme Magdeleine Séguret,
ses enfants,
Mlle Judith Fargeot,
Mlle Eve Séguret,
ses petites-filles,
Mme Marie Raynal,
sa sœur,
Les familles Fargeot, Mondoloni, Raynal et Séguret,
Tous les parents, alliés et amis
qui l'ont aimée,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Catherine Marie-Noëllie FARGEOT,
née Mondoloni,

survenu le 23 août 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont été célébrées le samedi 25 août, à 10 h 30, en l'église de Panissières (Loire).

Château d'Hanneucourt,
78440 Gargenville.

– Nous apprenons le décès de

Maurice SAVIN,
vice-président du conseil général de l'Isère,

survenu jeudi 23 août dans sa soixante-troisième année.

[Né le 5 janvier 1928 à Domène (Isère), Maurice Savin, ouvrier-papetier, correspondant local du *Dauphiné libéré*, est élu conseiller général (UDF-PR) du canton de Domène en mars 1982. Six ans plus tard, en octobre 1988, il conserve son siège, au second tour de scrutin, face à Mme Edwige Avice (PS), ministre délégué aux affaires étrangères, « parachutée » aux élections législatives du mois de juin précédent dans la circonscription de Saint-Egrève, et devient vice-président du conseil général.]

– Mme André Lapras,
son épouse,
M. et Mme Marcel Lapras,
ses parents,
Christophe et Véronique Lapras,
Olivier Lapras,
Corinne et Christophe Schmitt,
Stéphanie Lapras,
ses enfants,
Quentin et Victor,
Arthur et Margaux,
ses petits-enfants,
Ses frères, Claude, Michel, Bernard, Jean-Jacques Lapras,
Leur famille,
Leurs enfants,
Les familles Lapras, Dalodier, Bourgoin, Ferronillat, Grange, Leprince-Ringuet,
Les parents,
Amis et alliés,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès accidentel du

docteur André LAPRAS,
chirurgien,
médecin de l'expédition himalayenne Makalu (1955),
ancien médecin du 2e REP,

mort en montagne le 23 août 1990.

Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Pierre-de-Chartreuse (Isère), le lundi 27 août, à 15 heures.

La Griottière,
01290 Cruzilles.

Anniversaires

– Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Jacques CASTELOT,

il est demandé à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

– Le 26 août 1983

Iosif FELEA

nous a quittés.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

– *Hommage à*

NIETZSCHE
† le 25 août 1900

« Car la joie, quand déjà la douleur est profonde, la joie est plus profonde que la peine ! »

25 août 1990, Maurice Mimault (Monaco).

– Une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu et aimé

M. Michel YVIN,
inspecteur général à l'UAP,

décédé le 27 août 1989.

□ **Université européenne de l'environnement.** – Pour permettre à de jeunes Européens sensibilisés par l'écologie d'acquérir des connaissances nouvelles auprès de spécialistes et pour faciliter l'échange d'expériences ou de projets avec ceux qui œuvrent sur le terrain de l'environnement, l'Université européenne de l'environnement se tiendra, du 12 au 15 septembre, sur l'île de Berder (golfe du Morbihan). Quatre thèmes seront abordés pendant ces journées : Survie de la planète : les grands cris d'alarme ; Quels outils de décision pour quelles convictions ? ; Recherche et économie : nouvelles orientations ; Les hommes et leur environnement : émergence et retour des valeurs.

▶ **Renseignements et dossiers d'inscription peuvent être demandés auprès de d'Eurocréation, l'Agence française des jeunes créateurs européens, 3, rue Debelleyme, 75003 Paris. Tél. : (1) 48-04-78-79.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5333

HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui ne tient pas du tout à entrer dans les affaires. Ont besoin de béquilles quand elles ne marchent pas. – II. Une personne qui a perdu pied. D'un auxiliaire. – III. Plus coulant. En Angleterre, nom qu'on donne à une souris. Peut se vendre à la pièce. – IV. Dans une série de sept. Serrer les livres. Participe. – V. Eprouvée par celui qui avait la rage. Fait mal au ventre. C'est parfois enguirlander. – VI. Donna un coup de main. Insuffisant pour celui qui veut retourner. – VII. Vit sur un grand pied. Une façon discrète d'arriver. – VIII. Son eau se boit goutte à goutte. Instruments du hasard. Symbole. Démonstratif. – IX. Des créateurs, pour les gnostiques. Un poison. Une grande quantité. – X. Résultat de débordements. Qui peut courir. – XI. Tranche de melon. Doivent toujours être prêts à faire le grand saut. – XII. En Suisse. Préparée secrètement. N'est pas un nombre rond. – XIII. Une bonne chose. Bien exprimé. – XIV. Le premier cycle. Deviens très coulant. – XV. Dieu. Prophète. Très clairs.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I										■					
II												■			■
III					■					■					
IV			■	■									■		
V				■						■					
VI					■		■	■	■						
VII														■	■
VIII				■			■	■				■	■		
IX					■			■							
X	■							■							
XI			■											■	
XII		■				■							■		
XIII						■	■		■						
XIV											■				
XV					■					■					■

VERTICALEMENT

1. Qui permet de bien caler. Se divise en plusieurs parties. – 2. Façon de vivre, quand on ne prend jamais l'air. En France. – 3. Exige parfois d'importantes rectifications. Font des observations. Ne fonce jamais. – 4. On y trouve un pavillon. Fait souvent un pli. Faisais sauter très vulgairement. – 5. Bruit. Au bout du compte, parfois. Trouvent facilement preneurs quand ils sont petits. – 6. Des gens toujours prêts à faire des sacrifices. Se retrouva en sabots. – 7. Un homme prêt à descendre. N'est qu'une apparence. Préposition. – 8. Peut être l'œuvre d'un menteur. Sorte de cirque. – 9. Nommées pour la forme. Laisse les gens sans réaction. Apparu. – 10. N'est pas un livre sérieux. Une célèbre vallée. – 11. Parlent de la pluie et du beau temps. – 12. Vagabondai. Un geste qui peut amadouer le « greffier ». – 13. Utilisé quand on a déjà doublé. En Serbie. En Allemagne. Plus dans le coup. – 14. Faire un repli. Une invention roulante. Adverbe. – 15. Coule en France. Peuvent être tirées d'une cruche.

Solution du problème n° 5332

Horizontalement

I. Devinette. – II. Amuseur. – III. Colistier. – IV. Tics. Eblé. – V. Trous. – VI. Laie. Pus. – VII. Napel. – VIII. Ur. E.N.A. – IX. Sot. Ortie. – X. Eton. Et. – XI. Pépinière.

Verticalement

1. Dactylo. Sep. – 2. Emoi. Côte. – 3. Vulcain. Top. – 4. Isis. Eau. Ni. – 5. Nés. Pro. – 6. Euterpe. Rai. – 7. Triboulet. – 8. Elus. Nier. – 9. Erres. Gaète.

GUY BROUTY

ÉCONOMIE

Réunion de l'OPEP à Vienne, le super à 6 francs

Les automobilistes sont encouragés à économiser l'essence

Après la forte hausse observée en milieu de semaine, les cours du pétrole ont légèrement reculé vendredi 24 août sur les marchés libres dans l'attente de la réunion informelle *« de consultation »* que devaient tenir dimanche à Vienne certains membres de l'OPEP.

A New-York le cours du baril de référence (West Texas Intermediate) a perdu 1 dollar pour revenir à 31,9 dollars pour la livraison la plus rapprochée en octobre. A Londres, un peu auparavant, le cours du brent avait marqué une pause en se stabilisant à 30,75 dollars le baril.

Les ministres de l'OPEP, réunis pour examiner la situation sur les marchés pétroliers après l'embargo sur les productions irakienne et koweitienne, ont peu de chance de se mettre d'accord sur une hausse compensatrice des quotas des onze autres pays membres. La liste des ministres qui se rendront à Vienne à l'invitation de M. Boussena, le président algérien du cartel, était elle-même incertaine samedi matin. Neuf ministres selon certaines sources, sept selon d'autres. Il faudrait qu'une majorité (sept membres) se dégage pour transformer la réunion d'informelle en formelle puis décider d'augmenter les quotas.

Toutefois les présences et les votes des différents membres auront une signification plus politique qu'économique. Plusieurs pays producteurs ne peuvent pas augmenter le débit de leurs puits à court terme. D'autres, comme l'Arabie saoudite et le Venezuela, ont annoncé qu'ils relèveront leur production quelle que soit l'issue de la réunion de Vienne. Les Emirats feront probablement de même.

Cela dit, il faudra attendre quelques jours avant de connaître avec un peu de précision les productions possibles des uns et des autres. Les marchés restent dans l'ensemble pessimistes à court terme sur la possibilité de compenser la perte de 4 millions de barils de l'Irak et du Koweït. En France, le ministère des finances, qui encadre depuis le 9 août les prix de l'essence, a fait connaître les barèmes applicables à partir de samedi. Le super aura gagné près de 30 centimes en une semaine, son prix plafond s'établissant dans certaines régions, dont Paris, à plus de 6 francs par litre. Le gouvernement souligne toutefois que le prix *moyen pratiqué reste inférieur au prix plafond* (de 10 centimes lundi dernier). C'est une bonne raison pour Mme Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, de *« faire jouer la concurrence »*.

Le gouvernement relance la chasse au « gaspi »

***« Plus que jamais, automobilistes, économisons l'essence. »* L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) a saisi la balle au bond en lançant dès ce week-end de grands retours des messages radio encourageant les aoûtiens à conduire plus intelligemment. En réduisant leur vitesse de 20 kilomètres/heure, ils rouleront *100 kilomètres de plus avec leur* plein de carburant ; en décalant leurs trajets et en évitant de se jeter dans les embouteillages, ils éviteront de gaspiller leur essence et un bon réglage de leur véhicule leur fera faire des économies.**

L'AFME – qui prépare également une campagne dans la presse *écrite – bat le fer pendant qu'il est* chaud, tirant parti au mieux de l'émotion provoquée par les événements du Golfe et du regain de mode en faveur des économies d'énergie. Sans attendre d'éventuelles mesures gouvernementales, elle concentre son action sur la cible la plus facile : l'automobiliste qui, très concrètement, va sentir les effets de la crise sur son porte-monnaie dès son retour de vacances.

Rappelons que 58 % de la consommation de pétrole française (soit 41,9 millions de tonnes d'équivalent pétrole sur 72,1) est le fait des transports. Cette part n'était que de 34 % en 1973, leur consommation ayant, en volume, progressé de 35 %. A 80 %, la consommation du secteur est due aux transports routiers, les voitures particulières représentant à elles seules 50 %. Depuis 1973, le parc de véhicules particulières a augmenté de 60 %... Il n'est donc pas étonnant que l'AFME se tourne tout particulièrement vers les automobilistes.

L'Agence a calculé que si tous les Français respectaient pendant un an la limitation de vitesse à 130 kilomètres/heure sur autoroute, 1 % de la consommation automobile (200 000 tonnes d'équivalent pétrole) serait économisé, gain qui serait comparable si le 90 à l'heure était appliqué sur les routes. Si 1 % des Français prenaient le train plutôt que leur voiture, on économiserait aussi 200 000 TEP. Mais si on abandonnait le registre du simple recours au civisme pour une attitude plus coercitive – et par nature impopulaire – on obtiendrait encore plus de résultats : abaisser à 110 kilomètres à l'heure la vitesse sur autoroute permettrait un gain de 800 000 TEP.

« Très spectaculaires, ces mesures seraient en même temps très artificielles car un renchérissement de 63 centimes du prix du super ne représente jamais que 630 francs (1) *pour quelqu'un qui fait 10 000 kilomètres en consommant 10 litres aux 100 »*, commente un spécialiste avant d'ajouter : *« la vitesse n'est déjà pas respectée à 130 ; fixer un plafond plus bas est du trompe-l'œil. La vraie source de gaspillage réside dans les embouteillages à Paris. Pas un homme politique n'envisagerait de mettre un péage à l'entrée des grandes villes ! »*

Plusieurs hypothèses

Or, selon l'AFME, l'utilisation de l'automobile sur site urbain a augmenté de 55 % depuis 1975 et les embouteillages gomment les efforts technologiques faits par les constructeurs. Et quel gouvernement aurait le courage d'augmenter les taxes sur le gazole, dont la consommation s'est accrue de *144 % en seize ans ? Il s'exposerait* sûrement à de vives réactions des transporteurs, des taxis et... des constructeurs français bien placés dans le diesel...

« Il n'y a pas le feu au lac », commentait récemment un conseiller ministériel en rappellant que beaucoup a déjà été fait dans l'industrie (*le Monde* daté 12-13 août) et le logement (*le Monde* du 24 août). D'ailleurs, contrairement à ce que l'on pensait dans les couloirs de l'AFME, où l'on attendait des mesures dès le dernier conseil restreint, le gouvernement s'est donné un peu de temps pour préparer plusieurs hypothèses en fonction de scénarios qui combinent à la fois prix du pétrole et situation de l'approvisionnement. Damart, tirant les conclusions de deux hivers doux, a racheté au début du mois une entreprise spécialisée dans les petites culottes plus *légères que ses fameux Thermolactyl...* A-t-il eu finalement raison ?

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Augmentation constatée à Paris depuis le 1er août.

Une préférence pour le confort et la vitesse

Pour les automobilistes le prix de l'essence avait complètement perdu l'importance qu'il avait après les premiers chocs pétroliers. C'est pourquoi ils roulent plus vite et c'est pourquoi ils font chaque année, statistiquement, plus de kilomètres.

Selon Renault, qui effectue régulièrement avec la SOFRES des enquêtes de motivation des achats d'automobiles, la *« faible consommation »* était la raison principale du choix des consommateurs en 1981 : 23 % des automobilistes classaient ce critère en premier. En 1989, ce même critère n'est plus placé en premier que par 8,5 % des clients interrogés. Le décrochage a eu lieu en 1986, l'année du contre-choc qui a entraîné des baisses du prix de l'essence : ce chiffre était tombé à 11,1 %.

Désormais, les automobilistes font leur choix en fonction principalement du « design » des voitures (24,7 % des personnes interrogées classent ce critère en premier).

Les constructeurs se sont forcément adaptés à cette évolution de la demande. Après 1974, ils ont fait des efforts considérables pour réduire la consommation des moteurs de leurs voitures. Ainsi le modèle le plus vendu par la *Régie en 1973, la 4 L, consommait* 6 litres aux 100 à 90 km/h et 7 litres en ville. En 1989, la plus vendue était la Super 5 Five qui consomme 4,5 litres à 90 km/h et 5,8 en ville. Une réduction de 25 %. Mais, l'objectif des clients ayant changé, la nouvelle Clio sortie avant l'été consomme 4,6 litres à 90 et 6,9 en ville. Même si cette voiture est plus grosse, bien plus spacieuse et d'une qualité bien supérieure, le fait est là. Les automobilistes préféraient le confort et la vitesse à l'économie.

Cela ne signifie pas que les efforts des constructeurs en faveur des économies d'énergie soient réduits. Au contraire même, puisque, pour réduire la pollution, un objectif devenu essentiel, *il faut la plupart du* temps en passer par la réduction de la consommation des moteurs. Mais la priorité avait changé.

E. L. B.

Des recherches à vocation économique et écologique

Pour l'Agence francaise pour la maîtrise de l'énergie (AFME), la crise du Golfe pourrait bien avoir des retombées positives. Son programme de recherche quinquennal élaboré en mai dernier mettait en évidence la nécessité d'augmenter ses crédits d'intervention ; il estimait les moyens nécessaires de 235 à 300 millions de francs par an contre les 170 millions de francs de crédits obtenus par l'Agence pour 1990. L'augmentation du coût du pétrole pourrait aider l'Agence à plaider sa cause.

L'AFME n'effectue pas de recherches par elle-même. Elle distribue les fonds qui lui sont alloués par le ministère de l'industrie d'une part, et celui de la recherche et de la technologie d'autre part, à des laboratoires *privés ou publics*. Les trois quart de ses fonds vont à des entreprises ou à des centres techniques, et le quart restant à des laboratoires publics : CNRS, CEA et BRGM essentiellement.

Mais, depuis 1983, ses crédits de recherche n'ont cessé de diminuer : en francs constants, ils étaient, il y a sept ans, 3,5 fois plus élevés qu'aujourd'hui. A l'objectif économique qui avait pré*valu lors de la création de* l'Agence, s'était subsitué un objectif écologique : les systèmes économes en énergie rejettent également moins de gaz carbonique. La réciproque n'étant pas toujours vraie : le fameux pot d'échappement catalytique accroît de 5 % à 10 % la consommation d'essence des automobiles qui en sont équipés.

Si l'objectif économique redevenait prépondérant, le programme de recherche de l'agence pourrait être intensifié et réorienté. Selon M. Francois Moisan, chef du service programmation de la recherche de l'AFME, quatre secteurs sont plus particulièrement prometteurs : les transports, l'habitat, les procédés de stockage de la chaleur et les carburants de substitution.

Dans le domaine de l'automobile, le programme de recherche Preditt (programme de recherche et de développement industriel sur les transports terrestres) devrait permettre de réduire à court et moyen terme la consommation d'essence, avec en particulier la mise au point d'un véhicule à moteur « propre » : moteur 2 temps (*le Monde* du 31 janvier 1990) ou moteur électrique, ou encore l'utilisation d'hydrogène comme carburant. Autre axe de recherche : l'amélioration de la gestion de la circulation avec des programmes de recherche comme Prométheus. Selon M. Francois Moisan, les recherches dans ce domaine devraient permettre d'économiser d'ici à l'an 2000 2 millions de tep (tonne équivalent pétrole), soit autant que le moteur propre.

Deuxième volet : l'habitat, avec des recherches dans le domaine du vitrage et des isolants.

Des économies importantes pourraient également être obtenues en développant des systèmes de stockage de la chaleur. Un prototype de stockage à 180 degrés a été développé par Elf et le CEA à Grignon, en région parisienne. Ce type de procédé pourrait permettre de conserver la chaleur émise par des centrales électriques ou des usines d'incinération d'ordures ménagères, par exemple.

Enfin, dans le domaine des carburants de substitution, le bois pourrait être réhabilité grâce en particulier aux recherches actuellement menées pour transformer des déchets de bois en alcool (*le Monde* du 28 mars 1990).

A. K.

Chiffre d'affaires en retrait de 16 %

Les ventes de pur-sang de Deauville ont connu une baisse notable

Les ventes de yearlings pur-sang qui se sont tenues à Deauville du 18 au 23 août (*le Monde* du 13 août) ont donné lieu à des résultats très médiocres mais prévisibles. Inéluctablement *tous les chiffres sont* à la baisse par rapport à 1989, année relativement satisfaisante. Chiffre d'affaires : 112,665 millions de francs au lieu de 134,535 l'année dernière, soit – 16 %. La moyenne par cheval est descendue de 325 750 F à 286 679 F. Le nombre des sujets vendus est de 375 au lieu de 413.

Sans la présence des Asiatiques, le marché se serait effondré. Ils représentent en effet 36 % du total des investissements mais surtout dans les tranches de prix les plus élevées. Ainsi, pour le record de la session qui a atteint 6 500 000 F pour un poulain nommé *Bamières* (le prix record de 9 millions en 1985 est loin d'être égalé) MM. Sawada et Zen se sont livré un duel acharné.

Au coup de marteau du commissaire-priseur, le gagnant, un important transporteur nippon, se levait et saluait l'assistance qui l'applaudissait. Pourtant il était en survêtement et en espadrilles. Nous étions bien loin des ventes de sélection en tenue de soirée obligatoire. Son challenger, le fameux M. Zen, Coréen d'origine, propriétaire d'une grande chaîne de supermarchés à Hongkong, prenait sa revanche dès le lendemain, enlevant pour 3 millions un fils de *Trempolino*, un cheval français vendu en Amérique comme étalon en 1988 après qu'il eut gagné l'Arc de Triomphe.

Une dizaine d'autres investisseurs de l'archipel nippon ont ainsi, en permanence, fait la pluie et le beau temps, tel encore M. Sawada qui possède une galerie d'art à Paris et un haras dans l'Orne. Ils ne trouvaient pas d'opposition. En effet, les émirs de Dubaï les plus gros acheteurs du monde, la famille Al Maktoum, étaient absents. Le prince héritier saoudien, Khaled Abdullah, a bien fait un aller et retour en *Jet* mais simplement pour voir courir à Deauville un cheval qui l'intéressait.

Espoirs déçus

Seul du Moyen-Orient s'est manifesté le banquier libanais Farès. Quant aux Américains et Anglais, et à un degré moindre aux Italiens, ils procèdent à des achats techniques et de connaisseurs.

En revanche, pour la première fois les Allemands ont été actifs. C'est ainsi que le banquier bavarois Von Prink, souhaitant renforcer son écurie, a acquis une douzaine de chevaux.

Contrairement à ce qu'espérait M. Philippe Augier, PDG de l'Agence française, organisateur des ventes, le « marché domestique » n'a pas pour autant connu un grand regain de vigueur. Les achats restent à 90 % étrangers. Cela pose de graves problèmes pour l'avenir car il est anormal que tout un secteur économique national dépende exclusivement à la fois des cours du dollar et des tribulations financières ou politiques, sinon des états d'âme d'une dizaine d'investisseurs opulents. Les éleveurs en sont de plus en plus conscients.

Ces jours-ci tous suivaient sur leurs transistors, pendant les enchères, les cours de la Bourse ou les nouvelles du Golfe. On évalue à une centaine, tout au plus, le nombre de professionnels dont l'élevage est l'activité principale ou indispensable à leur exploitation agricole. Parmi eux, une demi-douzaine seulement disposent de très gros capitaux et d'antennes en Amérique. Ils peuvent résister.

Les autres, parmi lesquels beaucoup de jeunes, se sont endettés ces dernières années. Notamment pour présenter leurs juments aux étalons les meilleurs à 100 000 F ou 200 000 F la saillie. S'ils ne vendent pas leurs poulains au moins le double ils creusent leur déficit. Aussi les plus désabusés envisagent-ils de vendre leurs terres et leur cheptel. D'autres, à l'appel du Syndicat des éleveurs de pur-sang, menacent : *« Nous sommes une profession sinistrée. Nous voulons une aide immédiate des pouvoirs publics. Autrement nous irons jusqu'à perturber nos propres courses par des manifestations publiques sur le champ. »*

GUY DE LA BROSSE

Les salaires sous haute surveillance

Suite de la première page

Dans certains ministères, on considère cependant que l'évolution récente du taux de salaire horaire ouvrier n'est guère compatible avec le nouveau contexte économique. Au premier trimestre, le taux de salaire a progressé de 1,6 % – la croissance la plus élevée depuis quatre ans – et les premières indications relatives au deuxième trimestre 1990 ne laissent pas entrevoir de véritable décélération.

A court terme, la fonction publique promet d'être le théâtre de débats animés. *« Il nous faut tenir les salaires tout en renouant le dialogue. Nous savions déja que l'équation serait difficile à résoudre. Etant données les incertitudes liées à la conjoncture économique, l'issue de la partie devient encore plus incertaine... »*, reconnaît un expert gouvernemental. Au ministère de la fonction publique, on souligne que seul *« un effort de créativité »* permettra de surmonter le blocage actuel de la politique contractuelle.

En effet, aucun compromis n'a pu intervenir pour 1990 en raison du différend né de l'apurement de l'accord 1988-1989 : les syndicats, qui réclamaient un rattrapage de 1,7 % en niveau, n'ont obtenu qu'une hausse de 0,75 %. Pour l'année en cours, le gouvernement a accordé une première revalorisation de 1,2 % au 1er avril, mais, dans l'entourage de M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, on fait remarquer que la progression de la masse salariale en 1990 atteint d'ores et déja 5,6 %.

Pas de prime de croissance

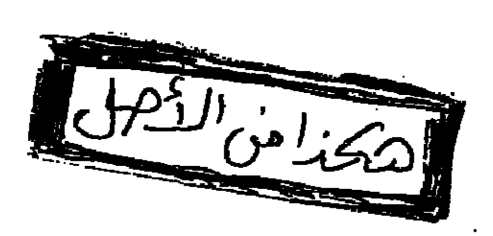
Les revalorisations générales représentent 1,6 % (compte tenu du versement en avril du rattrapage de 0,75 %) et les mesures catégorielles (au titre des enseignants, des agents des finances et des PTT, des policiers ou des gardiens de prison) pèsent 2,4 % alors que, ces dernières années, celles-ci tournaient autour de 0,7 % de la masse salariale. Autant dire que la prime de croissance accordée l'automne dernier aux fonctionnaires ne se renouvellera pas cette année...

Alors que les syndicats refusent de discuter tant que l'accord 1988-1989 n'aura pas été apuré, le ministère de la fonction publique propose un moyen de débloquer la situation. Il suggère que la politique salariale ne soit plus exclusivement élaborée en fonction de l'évolution des prix et que de nouveaux paramètres (la croissance économique, par exemple) soient intégrés dans la discussion, sur le modèle de l'accord signé chez EDF-GDF. En revanche, les gains de productivité n'apparaissent pas comme une variable très porteuse, compte tenu de l'accroissement des effectifs de la fonction publique (+ 10 000 fonctionnaires en 1990 et sans doute autant en 1991).

A Matignon, on indique que les négociations ne s'ouvriront pas tant qu'un langage commun n'aura pas été élaboré. La plupart des syndicats constatent eux aussi qu'en l'état actuel des choses une reprise des discussions ne pourrait être qu'un échec. La CFDT et la FEN reconnaissent que, ces dernières années, la modération des prix a réduit la marge de manœuvre des négociateurs. Elles ne sont pas opposées à élargir le débat à la croissance, mais elles formulent de nombreuses réserves. *« On ne peut pas poser les problèmes salariaux dans la fonction publique indépendamment du contexte international. Mais celui-ci ne doit pas être un prétexte »*, insiste-t-on à la FEN.

Mi-septembre, le premier ministre abordera directement les enjeux de la politique salariale en recevant les partenaires sociaux. D'ici là, les syndicats et le patronat auront l'occasion de faire valoir leurs points de vue – contradictoires – dans le cadre du groupe de travail chargé, sous l'égide du secrétariat d'Etat au Plan, d'apprécier les conséquences économiques et sociales de la crise du Golfe. Il doit se réunir pour la première fois le 29 août.

JEAN-MICHEL NORMAND



REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 20 AU 24 AOUT

PARIS

L'éclaircie

INDICE CAC 40

- 2,64 %

Encore très sécouée par l'ouragan financier que la crise au Moyen-Orient a déclenché, la Bourse de Paris a, cette semaine, pour la première fois depuis le début août, abordé des rivages, semble t-il, un peu plus calmes. Cependant, malgré *l'éclaircie apparue à la veille du* week-end, le bilan hebdomadaire reste très lourd.

Tout avait encore une fois commencé de façon presque dramatique avec une chute verticale des cours de 3,19 % dès lundi. Mais le marché, le lendemain, faisait un plongeon encore plus spectaculaire (– 4,06 %). Désormais, plus aucun doute, ou presque, n'était possible : le mois d'août allait s'achever rue Vivienne dans un bain de sang historique...

Mais rien n'est plus fragile qu'une prévision. Mercredi, très inquiets de la tournure prise par les événements et pour éviter que la panique ne s'installe sous les lambris, les « zinzins » (z-investisseurs z-institutionnels) partaient à l'assaut et parvenaient à inverser le flux d'une baisse apparemment irréversible. A la clôture, la température était remontée de 2,57 % sur le grand panneau d'affichage. Sauvée ? Pas encore.

Jeudi, jour de liquidation générale, le marché rechutait lourdement (– 2,08 %). Tant et si bien que le mois d'août s'achevait sur un score véritablement désastreux, avec une baisse moyenne des cours de 21,95 %. Battus les tristes records établis les 20 mai 1981 (– 21,51 %) après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, et le 22 octobre 1987 (– 21,19 %) à la suite de la première grande vague du grand krach.

Pourtant, vendredi, premier jour du nouveau mois boursier, une reprise, de bonne qualité s'amorçait à l'ouverture de la séance (+ 2,01 %). Mais personne n'y croyait vraiment. De nombreuses valeurs étaient tombées à des prix de braderie et il semblait normal que les investisseurs profitent des bonnes affaires pour reprendre des positions. Preuve de la tiédeur des engagements : les courants d'affaires restaient très étriqués. Pour cause. Les nouvelles venues du Golfe étaient de nouveau inquiétantes avec l'encerclement par les troupes irakiennes des ambassades étrangères de Koweït-Ville. Et puis les prix flambaient à Rotterdam pour atteindre le pic de 420 dollars la tonne, un sommet depuis le deuxième choc pétrolier de 1979. Cependant, malgré de nombreux coups de frein, la Bourse montait.

Le phénomène parut singulier jusqu'à ce que la nouvelle tombe sur les écrans : les Iraniens ne voyaient pas d'objection à une intervention américaine contre l'Irak. Pour les marchés financiers, les Etats-Unis venaient de se voir délivrer le dernier blanc-seing leur permettant d'agir efficacement dans le Golfe. Car dans le même moment, Londres, Francfort, puis Wall Street rebondissaient. Finalement la journée s'acheva à Paris sur une hausse de 4,12 % après une pointe à 4,30 %.

Le bilan hebdomadaire n'en reste pas moins sévère avec une nouvelle baisse de 2,64 %, qui ramène le marché parisien approximativement à ses niveaux *du mois de mars 1989. Entre le* 30 juillet dernier et le 24 août, les valeurs françaises se sont dépréciées de 19,24 %.

Vedette de la Rue Vivienne, l'action Peugeot ne capitalise plus que deux fois les bénéfices du groupe et devient la moins chère du monde dans le secteur automobile. La capitalisation de l'action Michelin est, elle, à peu près égale au prix payé par Bibendum (1,5 milliard de dollars, soit 9,7 milliards de francs) pour racheter Uniroyal-Goodrich. Et ce ne sont là que deux exemples parmi de nombreux autres.

A la veille du week-end, la question se posait sérieusement de savoir si cette soudaine éclaircie sonnait la fin prochaine de l'alerte sur les grandes places internationales En gens sérieux, les boursiers avaient au moins retrouvé l'espoir.

Chacun a compris que le pétrole bon marché, c'est fini, mais beaucoup se rassurent en se disant que l'enchérissement de l'or noir n'influera pas beaucoup sur les économies. D'après une simulation à 27 dollars le baril faite par l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), il n'écornera la croissance que de 0,3 % en 1990 et de 0,4 % en 1991 dans les pays de l'OCDE. Le supplément d'inflation sera de 0,4 point en moyenne cette année, puis de 0,7 la suivante. Pas de quoi s'alarmer. A moins, comme le redoute l'Institut Oxford en Grande-Bretagne, qu'une grave crise d'approvisionnement pétrolier n'éclate d'ici à la fin de l'année.

Si la prudence était de règle à la veille du week-end dans les milieux financiers, il y régnait néanmoins une forme d'optimisme inconnu depuis plusieurs semaines. Car l'on s'aperçoit qu'en définitive, si 375 milliards de francs (en terme de capitalisation) sont partis en fumée durant le mois d'août rue Vivienne (273 millions en octobre 1987), le krach « mou » a fait infiniment moins de ravages que le krach « dur ».

« Les positions acheteurs étaient de faible importance », indique t-on à la SBF. Il y a donc peu de chances cette fois-ci que des fortunes soient englouties. Rappelons-nous : fin octobre 1987, les acheteurs à découvert avaient encaissé une perte sèche supérieure à 1,6 milliard de francs. Quoi qu'il en soit, des répliques au séisme sont prévisibles en liaison avec le développement de la crise au Moyen-Orient, mais le jour où le calme reviendra, psychologiquement, la pente sera dure à remonter.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Sursaut en fin de semaine

INDICE DOW JONES

- 4,23 %

Encore une semaine noire à New-York, où l'on a toutefois enregistré quelques notes d'espoir. Par deux fois, le marché américain a encore été très éprouvé crevant, à vingt-quatre heures d'intervalle, d'abord le plancher des 2 600 points, puis celui des 2 500 points à l'indice Dow Jones, avant de rebondir au-dessus à la veille du week-end. Sa baisse n'en ressort pas moins à 4,23 %. C'est la plus forte enregistrée depuis le mini-krach du 13 octobre 1989.

Une fois encore, les coupe-circuits mis en place depuis deux ans pour éviter les variations de cours trop brutales ont bien fonctionné, évitant ainsi le pire. La crainte de voir la crise du Golfe dégénérer en conflit armé s'est avivée autour du « Big Board ». La situation est apparue d'autant plus redoutable aux opérateurs, qu'elle ne devrait pas manquer d'accélérer le processus de recession déjà bien engagé aux Etats-Unis. La brutale flambée des prix du pétrole, passés à 32 dollars le baril le 23 août, ce qui correspond à un doublement depuis le début de l'été, et la hausse concomitante des taux d'intérêt ont été les révélateurs du danger.

Cependant, le blanc-seing délivré vendredi par Téhéran aux troupes étrangères pour déloger les Irakiens du Koweït et la baisse des prix du pétrole ont incité les opérateurs à reprendre des positions à la veille du week-end. L'atmosphère est néanmoins restée très nerveuse, tandis que l'activité s'accélérait : 949,29 millions de titres échangés dans la semaine contre 741,88 millions. Indice du 24 août : Dow Jones, 2 532,92 (contre 2 644,80).

	Cours 17 août	Cours 24 août
Alcoa	63	61 1/4
ATT	33	31 5/8
Boeing	48 3/8	45 7/8
Chase Man. Bank	18	17
Du Pont de Nemours	37	35 1/4
Eastman Kodak	40	38 7/8
Exxon	52 1/8	48 7/8
Ford	36	34 3/8
General Electric	64	61 1/2
General Motors	37 1/4	37 1/8
Goodyear	24 1/4	23 3/8
IBM	101 5/8	100 1/2
ITT	52	51 1/8
Mobil Oil	66	62
Pfizer	69 1/8	67
Schlumberger	64 7/8	61 7/8
Texaco	63 3/4	60 1/2
UAL Corp. (ex-Allegis)	101 1/4	94 1/4
Union Carbide	15 7/8	15 5/8
USX	32 1/2	31 3/4
Westinghouse	31 3/8	29 7/8
Xerox Corp	42 1/8	39 3/4

TOKYO

Effondrement

INDICE NIKKEI

- 9,83 %

Jusqu'où descendra l'indice Nikkei ? Les opérateurs, qui pariaient il y a quelques jours sur un plancher à 26 000 yens, révisent continuellement leurs pronostics à la baisse, car visiblement le Kabuto-cho n'a pas encore touché le fond. Et cette semaine il a, avec un – 5,8 %, enregistré jeudi la quatrième plus forte baisse dans les annales de la Bourse japonaise.

Après quatre séances d'effondrement et un timide rebond vendredi, *il est repassé au-dessus du palier des* 24 000 yens pour clôturer à 24 165,76 contre 26 786,72 vendredi dernier, soit une chute de 9,8 %. Rappelons qu'il y a un an l'indice naviguait autour de 34 700 yens.

Cette chute spectaculaire a eu lieu dans un marché où les gros investisseurs ne s'engagent pas et où les volumes sont faibles, aux alentours de 400 millions de titres par jour. La fin de l'été est traditionnellemment peu active (l'an passé on tournait autour de 600 millions de titres-jour) ; le 30 septembre clôture, en effet, le premier semestre de l'année fiscale. Mais cette année, les « locomotives » ont de sérieuses raisons de ne pas se manifester : leurs gestionnaires sont convaincus qu'au premier coup de canon tiré dans le Golfe, Tokyo s'effondrera encore davantage. Du coup, ils réalisent une partie de leurs positions pour améliorer leurs résultats de fin de semestre... et placent volontiers leurs liquidités sur le marché monétaire dont les rendements sont d'environ 8 %. *« Pourquoi prendre des risques »*, explique l'un d'entre eux.

Pour retrouver pareille débâcle, il faut remonter au choc pétrolier de 1973. Le Kabuto-cho avait alors traversé vingt et un mois d'une crise qui lui avait fait perdre 37,4 % de sa valeur. Depuis l'invasion du Koweït, près de 20 % de sa capitalisation s'est évaporée. Mais sur l'année, après le « krach rampant » de février à avril et la crise du Golfe, l'érosion atteint près de 35 %.

Indices du 24 août : Nikkei 24 165,76 (c.26 786,72) ; Topix 1 845,72 (c.2 033 30)

BRUNO BIROLLI

(correspondance)

	Cours 17 août	Cours 24 août
Akai	791	600
Bridgestone	1 290	1 180
Canon	1 610	1 670
Fuji Bank	2 370	2 270
Honda Motors	1 510	1 490
Matsushita Electric	1 800	1 800
Mitsubishi Heavy	833	789
Sony Corp.	7 650	7 100
Toyota Motors	1 950	2 000

REPÈRES

CROISSANCE

Progression de 1,2 % du PNB américain au deuxième trimestre

Le produit national brut (PNB) des Etats-Unis a progressé de 1,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre 1990, selon le Département américain du commerce, qui a maintenu son estimation provisoire de juillet.

Le chiffre publié le 24 août confirme que la croissance économique avait commencé à ralentir aux Etats-Unis avant la crise du Golfe. La flambée du pétrole risque à présent de relancer l'inflation et de précipiter l'économie américaine dans une récession, après huit années de croissance conti*nue, la plus longue expansion* en temps de paix.

Forte reprise des commandes de biens durables en juillet

Après avoir subi une chute de 3,2 % en juin, les commandes de biens durables passées aux industriels américains ont augmenté de 2,9 % en juillet, a annoncé le département du Trésor jeudi 23 août. Ce retournement de tendance est principalement imputable au secteur des transports. En juillet, les commandes passées dans ce secteur *ont progressé de 5 %, alors* qu'elles avaient diminué de 6,3 % en juin.

Cependant, les analystes ont constaté que les commandes de biens durables, qui portent sur des biens dont la durée de vie est supérieure à trois ans, sont restées pratiquement stables depuis le début de l'année et n'ont augmenté que de 1,5 % en juillet par rapport à la même période, l'année précédente.

□ **IATA : réunion du 28 au 30 août**

Les membres de l'Association du transport aérien international (IATA) tiendront une réunion spéciale (une *« conférence mixte conjointe sur les passagers et le fret »*) à Genève du 28 au 30 août pour décider des hausses de tarifs à *la suite de l'augmentation* des cours du pétrole, les dépenses de carburant représentant 15 % des coûts généraux des compagnies. Une quarantaine de grandes compagnies aériennes devraient participer à cette réunion. L'assemblée générale de l'IATA reste prévue en octobre prochain à Genève. –

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 24 août 1990

Nombre de contrats : 72 065.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Juin 90	Sept. 90	Déc. 90	Mars 91
Premier	–	–	–	–
+ haut	–	97,58	97,56	97,46
+ bas	–	97,08	97,10	97,12
Dernier	–	97,54	97,54	97,26
Compensation	–	97,54	97 54	97 50

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	20 août	21 août	22 août	23 août	24 août
RM	3 089 112	2 751 791	3 162 010	3 336 077	–
Comptant					
R. et obl.	7 679 639	6 876 818	6 592 059	7 335 231	–
Actions	104 055	181 007	181 710	140 189	–
Total	10 872 806	9 809 616	9 935 779	10 811 497	
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)					
Françaises	77,8	75,1	76,6	74,9	–
Etrangères	87,3	85,9	85,1	82,1	–
SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	450,2	441,8	417,9	426,4	434,6
(base 1000, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	1 611,92	1 546,51	1 586,27	1 553,35	1 617,42

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 17-8-90	Cours 24-8-90
Or fin (kilo en barre)	69 000	69 800
– (kilo en lingot)	69 150	69 850
Pièce française (20 fr.)	451	488
• Pièce française (10 fr.)	394	397
Pièce suisse (20 fr.)	480	502
Pièce latine (20 fr.)	415	433
• Pièce tunisienne (20 fr.)	405	403
Souverain	528	523
• Souverain Elizabeth II	520	535
• Demi-souverain	384	402
Pièce de 20 dollars	2 695	2 585
– 10 dollars	1 340	1 260
• – 5 dollars	850	825
– 50 pesos	2 620	2 705
• – 20 marks	555	535
– 10 florins	400	428
• – 5 roubles	290	288

• Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
BP France	+ 40,6	CCMC	– 18,6
Hachette	+ 17,5	Lebon Cie	– 17,9
Raffin. distrib.	+ 13,1	Truffaut (Fin.)	– 17,3
AGF	+ 8,0	Nord Est	– 16,5
Labo. R. Bellon	+ 7,7	Metrologie Inter	– 16,3
Total (Fse pétr.)	+ 7,7	Berger SA	– 16,3
Pechiney Intl	+ 7,4	Cerus	– 16,1
Spie Batignolles	+ 7,4	Essilor Intl.	– 15,3
SEB	+ 6,6	Gal.Lafayette	– 15,2
BIS	+ 6,4	BHV	– 14,5
CGI Informat.	+ 5,9	Vallourec	– 14,3
Promodes	+ 5,9	CFI	– 14,1
Suez (Cie de)	+ 5,8	Gascogne	– 13,3
Pernod Ricard	+ 4,5	SGE	– 13,2

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
CGE	1 799 599	912 364 206
Saint-Gobain	1 222 585	857 786 518
Eaux (G. des)	375 395	798 819 289
Suez (C. de)	1 842 449	585 338 359
Peugeot SA	974 481	532 445 952
BSN	649 462	506 658 997
Elf-Aquitaine	707 541	466 441 230
Laf.-Coppée	998 285	378 925 993
LVMH	100 660	344 231 634
Havas	658 122	331 129 645
Accor	363 069	297 240 299
Navig. mixte	153 318	283 945 256
Sté Génér. « A »	576 789	262 836 911
Total (Fr. Pét.)	435 769	260 585 365

(*) Du vendredi 17 août au jeudi 23 août 1990 inclus.

L'aide aux agriculteurs

« L'Etat fera son devoir » *déclare M. Nallet*

Le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a affirmé vendredi 24 août que cette année comme l'an dernier, *« l'Etat fera son devoir »* pour aider les agriculteurs victimes de la sécheresse et de la chute des cours de la viande ovine et bovine. Les éleveurs qui dénoncent les importations *« massives »* de viande n'ont pas été apaisés par les mesures gouvernementales annoncées le 21 août.

Le ministre, qui s'exprimait sur *la Cinq* face au président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), M. Philippe Mangin, a fait valoir qu'il était dans l'incapacité de répondre favorablement aux demandes d'aides directes formulées par les organisations agricoles qu'il chiffre à 4 milliards de francs. Mais M. Nallet a souligné que, conformément aux déclarations du chef de l'Etat, *« la solidarité nationale jouera en faveur des agriculteurs »* .

A l'appel de la FDSEA et du CDJA, les agriculteurs du Maine-et-Loire devraient barrer samedi, entre 12 heures et 14 heures, les principaux ponts sur la Loire dans ce département.

□ **Adidas a perdu 380 millions de francs en 1989.** – La société allemande Adidas, premier fabricant mondial d'équipements sportifs, dont M. Bernard Tapie a pris le mois dernier le contrôle (80 % du capital) pour 1,6 milliard de francs, annonce une perte de 380 millions de francs (112 millions de DM) en 1989, pour un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de francs (1 milliard de DM). L'année précédente, Adidas avait enregistré une perte de 32 millions de francs (9,3 millions de DM), pour un chiffre d'affaires à peine inférieur (922 millions de DM). Liga Part, filiale du détaillant suisse Metro International, détient 10 % du capital, le reste demeurant entre les mains d'Adolph et Suzanne Dassler, membres de la famille fondatrice. – *(Reuter.)*

□ **Australian Airlines : pertes d'exploitation de 346 millions de francs.** – La compagnie aérienne publique Australian Airlines a annoncé vendredi 24 août des pertes d'exploitation de 79,9 millions de dollars australiens (346 millions de francs) pour l'année fiscale terminée le 30 juin. Le chiffre d'affaires a baissé de 18 % à 1,02 milliard de dollars (4,4 milliards de francs) en raison de la démission de 1 400 pilotes australiens qui réclamaient des augmentations de salaires. Le coût de ce conflit, qui a perturbé les services pendant huit mois, est estimé à 150 millions de dollars australiens. – *(AFP.)*

□ **US Air : 2 100 suppressions d'emplois supplémentaires.** – US Air, troisième compagnie aérienne américaine, a annoncé, vendredi 24 août, 2 100 suppressions d'emplois supplémentaires au cours des quatre prochains mois, portant à 3 600 le nombre total de licenciements prévus par la direction. Les effectifs de US Air totalisent 54 000 personnes actuellement. Les licenciements vont frapper 500 cadres, 211 pilotes, 650 personnels volants ainsi que 2 100 employés travaillant aux réservations et autres services. – *(AFP.)*

LONDRES

La déprime – 4,2 %

Après avoir psychologiquement assez bien résisté aux évènements du Golfe, le London Stock Exchange a craqué cette semaine. Le marché est tombé à son plus bas niveau depuis avril 1989, après une baisse de 4,2 %.

Deux grandes vagues de ventes l'ont submergé, l'une quand les étrangers bloqués en Irak et au Koweït ont été officiellement considérés comme des otages, l'autre quand les cours du pétrole se sont remis à flamber pour atteindre 30 dollars le baril. La remontée de la livre sterling a toutefois contribué à éviter le pire, suscitant même un vague espoir de baisse des taux d'intérêt.

Dans un tel contexte, l'annonce d'une croissance plus rapide que prévu au deuxième trimestre et d'un déficit commercial accru pour juillet est restée lettre morte. Les valeurs dites intouchables, telles Rolls-Royce, Ladbroke group, Hanson, Guinness et Barclays Bank ont perdu pied.

Indices FT du 24 août : 100 valeurs, 2 086,4 (contre 2 176,9) ; 30 valeurs, 1 616,8 (contre 1 678,9) ; mines d'or, 205,2 (contre 235,8) ; fonds d'Etat, 77,66 (contre 77,11).

	Cours 17 août	Cours 24 août
Bowater	485	480
BP	375	352
Charter	425	395
Courtaulds	310	296
De Beers (*)	11 3/16	995
Glaxo	727	690
GUS	13,75	13,63
ICI	926	895
Reuters	875	827
Shell	490	458
Unilever	660	622
Vickers	219	216

FRANCFORT

En chute libre – 8 %

Déjà très éprouvée ces derniers temps, la Bourse allemande, un peu comme toutes les autres places, a littéralement fait de la chute libre et, sans la reprise survenue à la veille du week-end, le bilan hebdomadaire eut été catastrophique. Mesurée à l'indice Commerzbank, la baisse n'en est pas moins spectaculaire : 8 %. Elle est de 7 % en suivant le DAX. Tous les indices sont à leur plus bas niveau de l'année.

L'imminence d'un conflit armé au Moyen-Orient et la hausse rapide des prix du pétrole ont, là comme ailleurs, favorisé un réflexe de protection.

La démission du président de la Treuhandanstalt, agence chargée des privatisations en RDA, a contribué à déprimer le marché. La décision d'avancer au 3 octobre la réunification des deux Allemagne, n'a pas suffi à revigorer le marché. Le secteur automobile a été le plus éprouvé. L'activité s'est accrue, s'élevant à 36 milliards de DM (contre 27,62 milliards) sur les huit places germaniques.

Indices du 24 août : Commerzbank, 1 887,5 (contre 2 051,20) ; DAX, 1 559,04 (contre 1 665,88).

	Cours 17 août	Cours 24 août
AEG	266	238,50
BASF	247,70	232,20
Bayer	250,50	237,50
Commerzbank	265,50	254,50
Deutschebank	704	663
Hoechst	246	229,50
Karstadt	657	633
Mannesman	278,50	265
Siemens	651,20	593
Volkswagen	514	451,20

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La protection des warrants

Dans l'environnement lourd de menaces de la semaine passée, les investisseurs n'ont montré aucun empressement à remanier leurs portefeuilles. Mais nombreux ont été ceux qui, tout en restant sur leurs positions, ont tenu à s'assurer contre les risques que leurs placements leur font courir. C'est à cela, plutôt qu'à la spéculation, qu'il faut attribuer la réussite des dernières euro-émissions de warrants.

Les warrants liés à l'évolution de la Bourse ont été particulièrement recherchés. On sait que ces instruments sont extrêmement sensibles et qu'ils répercutent en les multipliant de beaucoup les variations de cours des actions auxquelles ils se réfèrent. Les plus recherchés actuellement sont ceux qui réagissent à la tendance générale des grands marchés, telle que la reflètent les principaux indices boursiers. Le moment n'est vraiment pas à faire le détail. Les gestionnaires de fonds cherchent à se protéger de façon globale contre un mouvement de la cote d'un marché dans son ensemble.

On pourrait dans ces conditions prévoir une éclosion d'eurowarrants liés aux indicateurs de tendance les plus représentatifs, ceux dont chacun connaît le nom. De telles attentes risquent d'être déçues. L'utilisation des indices boursiers n'est pas libre. Ceux qui les établissent et à qui ils appartiennent posent des conditions *sévères à leur emploi à d'autres* fins que celle de la seule information. Ainsi, concernant Wall Street, il n'est pas permis à une eurobanque de lancer des warrants liés au comportement du Dow Jones ou de l'indice Standard & Poors's. En ce qui concerne les valeurs japonaises, depuis quelques mois on ne peut plus se servir de l'indice Nikkei. Même dans le cas où les indices sont la propriété non pas d'une entreprise privée à caractère commercial, mais de la Bourse elle-même, de sérieux obstacles peuvent surgir.

Ainsi en Allemagne, où le meilleur indicateur de-tendance est le DAX, la Bourse de Francfort s'apprête à porter jusqu'à 30 000 DM par an le montant de la redevance qu'elle exige des banques qui veulent se servir de cet instrument dans le cadre d'une émission publique de warrants. Pour des transactions de longue durée dont l'exercice s'étend sur plusieurs années, la somme exigée peut être suffisamment importante pour inciter les banques à recourir à d'autre solutions. Certaines parmi les plus grandes songent à établir leur propres indices, suivant l'exemple donné depuis des années par Morgan Stanley.

Pour ce qui est des valeurs françaises, la redevance due à la Société des Bourses pour l'utilisation du CAC 40 demeure très raisonnable : elle est de l'ordre de 7 500 F par an. La dernière euro-émission de warrants qui s'appuie sur cet indice a été lancée mardi dernier par la Société générale. Elle est composée de deux tranches, l'une d'un an de durée, réagissant à la baisse des cours, l'autre d'environ seize mois, faisant au contraire profiter ses détenteurs de toute hausse de la cote. Les deux tranches ont répercuté de façon prononcée les mouvements heurtés de la Bourse de ces derniers jours, remplissant parfaitement leur rôle.

Les Japonais contre vents et marées

Sur les marchés obligataires proprement dits, l'activité primaire a été dominée par des emprunteurs japonais. Contre vents et marées, le programme établi à Tokyo pour les sociétés nipponnes qui cherchent à lever des fonds sur le marché international s'est poursuivi d'une manière impressionnante. La plupart de ces émissions sont liées à des actions. Dans les compartiments du dollar et du deutschemark, les opérations nouvelles sont munies de bons d'acquisition d'actions, les emprunts convertibles étant réservés au compartiment du franc suisse.

Les rares débiteurs d'autres pays se sont côtoyés sur les marchés du yen, tant dans le compartiment des titres «samourais» lancés à Tokyo que dans celui des euroemprunts. Interfinance, le véhicule financier qui sollicite les marchés étrangers pour le compte du Crédit national, s'y est distingué. Cet établissement a émis mardi et mercredi derniers deux euroemprunts en yens. L'un porte sur 6 milliards. Son remboursement, qui aura lieu dans un an déjà, se fera en fonction du niveau qu'aura alors atteint la *Bourse des actions de Tokyo. Le* second, d'un montant de 10 milliards, est de type classique. D'une durée de cinq ans, les obligations seront remboursées au pair et rémunérées au taux facial de 7 %. Dans les deux cas, le débiteur en a échangé le produit contre des fonds en dollars à des conditions très avantageuses pour lui. Ces *opérations ne lui coûteront finale*ment que nettement moins que le taux d'intérêt offert pour des durées de six mois sur le marché interbancaire international, le Libor, près de 0,30 % et 0,20 % de moins respectivement. La première opération était dirigée par New Japan Securities, la seconde par Mitsui Trust International. La façon dont Interfinance procède sur le marché du yen est tout à fait remarquable. C'est, en effet, un des très rares emprunteurs internationaux à parvenir à prendre de l'avance sur son programme d'emprunts en devises.

Parmi les autres événements de la semaine passée, il faut mentionner le lancement, lundi dernier, par l'eurobanque de Citicorp, d'une nouvelle émission de titrisation adossée à des créances sur des porteurs de cartes de crédit. Les obligations sont destinées à être placées tant aux Etats-Unis qu'en Europe et en Extrême-Orient. D'une durée de trois ans, la transaction porte sur 1,25 milliard de *dollars*.

Par ailleurs, les spécialistes du marché international des capitaux, particulièrement dans les eurobanques françaises, ont prêté une grande attention à l'annonce faite jeudi dernier par les services du Trésor du Danemark que ce pays allait, à partir de l'année pro*chaine, se passer des conseils que* depuis près de trente ans lui prodiguent systématiquement les principales banques de Copenhague lorsqu'il s'apprête à lever des fonds à l'étranger. On se souvient que la rémunération exigée pour leur travail par ces banques danoises avait, voici un peu plus d'un an, à l'occasion de la dernière émission publique en eurofrancs du Danemark, été à l'origine de quelques tiraillements entre banques françaises.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Vers le « statu quo » ?

Une fois de plus, derrière la stabilité apparente des cours du dollar d'une semaine à l'autre – 5,2185 francs au fixing de Paris vendredi 17 août, 5,2180 francs le 24, – les marchés des changes cachent une grande nervosité devant l'incertitude sur l'évolution des cours.

En attendant d'y voir plus clair sur la situation dans le Golfe et, si possible, sur l'état de l'économie américaine, les opérateurs délaissent le dollar et achètent en masse quelques valeurs qui leur paraissent limiter les risques. Deux monnaies sont avant tout privilégiées : le franc suisse, qui est monté cette semaine à son plus haut niveau historique contre le dollar (celui-ci tombant à 1,2670), et la livre sterling, qui a franchi le seuil des 3 *DM jugé satisfaisant pour l'adhé*sion de la livre au SME. A Paris, le cours de la monnaie britannique passait de 9,9630 francs à 10,25 francs d'un vendredi à l'autre.

Quant à l'or, ses cours continuent d'être soutenus, mais la forte poussée observée à la mi-août n'a pas continué. L'ensemble des facteurs qui pèsent depuis plusieurs années sur le marché du métal précieux paraissent équilibrer désormais les mouvements d'achats motivés par les craintes de conflit international et d'accélération de l'inflation. Le cours de l'once se maintient donc, à 410,30 dollars au deuxième fixing de Londres vendredi 24 août (contre 410,60 *une semaine plus tôt*), *à ses plus* hauts niveaux depuis février. Sur le marché de l'or comme sur celui du dollar, les cours ont beau être les mêmes d'une fin de semaine à l'autre, *les vives fluctuations ne sont* pas absentes pour autant, puisque l'once a grimpé jusqu'à 415 dollars le 23 août.

A Paris, l'intérêt pour le napoléon ne s'est pas démenti, puisque, au milieu des turbulences financières du Palais Brongniart, le prix de la pièce de 20 francs continue de grimper imperturbablement, atteignant 469 francs le 24 août contre 451 francs une semaine plus tôt et...380 francs avant le conflit !

Le sentiment très négatif qui prévaut quant au dollar depuis maintenant plusieurs semaines n'a pas varié. Mais, après être tombée à de nouveaux niveaux historiquement bas contre le mark (1,54 deutschemark) jeudi 23 août, la monnaie américaine paraît se trouver en position d'attente. Si aucune des nouvelles en provenance du Golfe n'est parvenue à la faire monter, les dernières indications sur l'économie américaine n'ont pas réussi à susciter une nouvelle vague de baisse. Ainsi, les marchés ne se sont pas émus de la confirmation de la croissance très lente des Etats-Unis au deuxième trimestre (1,2 %). C'est pourtant l'annonce initiale de cette nouvelle, le 27 juillet dernier, qui avait véritablement déclenché le mouvement de baisse actuel. Les marchés n'ont pas été plus impressionnés par l'annonce d'une diminution de *0,2 % des bénéfices des entreprises* américaines au deuxième trimestre. La forte hausse des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis va-t-elle finir par redonner un peu *d'attrait aux placements en dollars ?*

Le franc français, pour sa part, a subi un revers contre le mark qui, bien que léger, n'a pas échappé à l'attention des marchés. A Paris, le cours de la devise allemande est monté jusqu'à 3,3647 francs en milieu de semaine, avant de refluer à 3,3543 vendredi, soit tout juste au-dessus du cours pivot entre les deux monnaies (3,35386). Cet accès de faiblesse passager s'explique, selon un responsable monétaire, par le fait que *« les investisseurs étrangers ont encore une certaine crainte des réactions psychologiques qui pourraient découler en France d'une reprise de l'inflation »*. Mais la monnaie française est loin d'avoir perdu sa solidité, puisque l'annonce vendredi d'une aggravation du déficit commercial en juillet à 4,6 milliards de francs n'a pas entravé son redressement.

Si la lire italienne a cédé un peu de terrain, se laissant rejoindre par le peloton des autres monnaies européennes, tel n'était pas le cas de la peseta espagnole, qui se maintient toujours en tête du SME. La Banque d'Espagne a d'ailleurs dû intervenir une nouvelle fois contre le mark, afin de préserver l'équilibre du système.

F. L.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 AOUT AU 24 AOUT 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York..	1,9540	–	19,2197	79,8514	64,4745	3,1408	57,2410	0,0869
	1,9140	–	19,1975	77,8210	64,4745	3,1299	57,2901	0,0874
Paris	10,1667	5,2030	–	411,30	335,46	16,3411	297,82	4,5204
	9,9700	5,2090	–	405,36	335,85	16,3036	298,42	4,5533
Zurich	2,4718	1,2650	24,3129	–	81,5603	3,9730	72,4098	1,0990
	2,4595	1,2850	24,6694	–	82,8497	4,0219	73,6178	1,1232
Francfort ...	3,0307	1,5510	29,8097	122,61	–	4,8712	88,7808	1,3475
	2,9686	1,5510	29,7752	120,70	–	4,8544	88,8570	1,3557
Bruxelles ...	62,2154	31,84	6,1195	25,1700	20,5287	–	18,2255	2,7663
	61,1523	31,95	6,1336	24,8638	20,59%	–	18,3042	2,7928
Amsterdam	3,4136	1,7470	33,5768	138,10	112,64	5,4868	–	1,5178
	3,3409	1,7455	33,5098	135,83	112,54	5,4632	–	1,5258
Milan	2249,05	1151	221,22	909,88	742,10	36,1495	658,84	–
	2189,62	1144	219,62	890,27	737,59	35,8059	655,40	–
Tokyo........	285,28	146,00	28,8607	115,42	94,1328	4,5854	83,5718	0,1268
	282,50	147,60	28,3358	114,86	95,1644	4,6197	84,5603	0,1290

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 août : 3,5637 F, contre 3,5291 F le vendredi 17 août.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN :
AMPLEUR DES VARIATIONS DE CHAQUE MONNAIE PAR RAPPORT À LA PLUS FORTE

24 août 1990

PESETA ESPAGNOLE
LIRE ITALIENNE
FRANC BELGE
LIVRE IRLANDAISE
FLORIN NÉERLANDAIS
MARK ALLEMAND
FRANC FRANÇAIS
COURONNE DANOISE

%
0
-1
-2
-3
-4
-5
-6

MATIÈRES PREMIÈRES

Les métaux sous tension

Après avoir suivi, par sympathie, l'envolée des métaux précieux dont l'or, les non-ferreux ont terminé la semaine sur une note plus faible, les prises de bénéfices se multipliant sur le London Metal Exchange. Intimement liés à l'évolution des économies industrielles, les métaux commencent à subir le contrecoup des tensions du Golfe et des craintes – encore relatives – sur des *ralentissements de croissance* dans les pays riches importateurs de pétrole et gros consommateurs d'énergie.

Le secteur des non-ferreux redoute une double conjoncture défavorable : le renchérissement des coûts de production des *métaux combiné* à un affaiblissement de la demande. L'énergie peut ainsi représenter de 20 % à 40 % des coûts de production des métaux et le risque est réel de voir les industries métallurgiques les moins performantes (aux Etats-Unis et dans certains pays en développement) réduire leurs capacités de production.

Contrairement à une idée communément répandue au milieu des années 80, la croissance des économies occidentales n'est pas le seul fait du secteur tertiaire. L'activité industrielle, consommatrice de métaux, est restée un des piliers fondamentaux de la croissance.

D'après les premières simulations économétriques réalisées par l'OFCE (Observatoire français des études économiques), l'hypothèse retenue d'un prix moyen du baril à 27 dollars jusqu'à la fin de 1991 entraînerait pour les pays de l'OCDE une perte de croissance de 0,3 % en 1990 et de 0,4 % l'année suivante.

L'alourdissement de la facture pétrolière des vingt-quatre pays, de l'ordre de 50 milliards de dollars, serait *« partiellement compensé par le supplément des ventes à destination de certains pays exportateurs de pétrole (20 milliards de francs) »*.

« Substances de guerre »

Mais comparés aux places financières qui se sont écroulées brutalement, les marchés de métaux sont restés étonnamment calmes et résistants. Les perspectives d'un affrontement armé sont *traditionnellement favorables* aux prix des non-ferreux considérés, plus à tort qu'à raison, comme des *« substances de guerre »*. Il est probable que les fonds d'investissement d'ordinaire axés sur les Bourses de valeurs ont transféré leurs actifs vers les marchés de matières premières. Les prix des métaux apparaissent attractifs en raison de la faiblesse actuelle du dollar.

Principal métal exposé au renchérissement des prix pétroliers, l'aluminium se traitait le 24 août à 1800 dollars la tonne. *« Si la crise du Golfe s'aggrave, on perdra 70 dollars »*, estimait un professionnel. Mais, d'après lui, ce recul sera corrigé par divers éléments : la demande reste forte et encore non couverte pour le dernier trimestre 1990 et le premier de 1991. De gros projets d'usine d'aluminium prévus en Irak pour l'an prochain ont été annulés. Enfin, 500 000 tonnes de métal produit à Dubaï et Bahrein pourraient être immobilisées dans les semaines à venir. La baisse régulière des stocks d'aluminium au London Metal Exchange (de 175 000 tonnes à 147 000 tonnes depuis le début de l'été) traduit l'appétit du marché pour les lingots blancs.

Un rapport d'experts britanniques publié à la mi-août anticipe cependant une baisse quasi-générale de la demande de métaux en 1991. Selon ce document, il existerait un taux de croissance *« critique »* des économies (autour de 3 %) en deçà duquel la demande décroît. Il est ainsi précisé que depuis 1966, la consommation de cuivre n'a jamais fléchi lorsque la croissance de la production de biens manufacturés dépassait 3,4 %.

Pour le zinc, la consommation décroît lorsque la croissance se situe plus bas que 2,4 %. L'aluminium apparaît, en revanche, comme un métal moins sensible : *« A la lumière de l'expérience des vingt-cinq dernières années, on peut considérer que la consommation d'aluminium progressera tant qu'il restera un peu de croissance dans la production industrielle. »*

S'il est encore trop tôt pour anticiper les conséquences de la crise du Golfe sur les métaux, les professionnels sont assurés d'une chose : les marchés déjà nerveux vont devenir *de plus en plus* volatiles. Les *traders* des grandes sociétés de négoce sont sur les dents. C'est le moment de gagner beaucoup d'argent... ou d'en perdre encore plus !

ÉRIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 24-8
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 495 (– 46) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 812 (– 7) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	10 450 (– 300) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Octobre	1 717 (+ 52) Francs/tonne
Café (Londres) Septembre	578 (+ 7) Livres/tonne
Cacao (New-York) Septembre	1 330 (+ 227) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Septembre	284,75 (+ 1,50) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Septembre	257,75 (+ 7) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Septembre	181,20 (+ 3,40) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Chute sans hésitations

Les taux n'hésitent plus, ils montent. Sur l'ensemble des places, cette semaine, les marchés obligataires ont chuté, accompagnant la glissade des Bourses. Avec un pétrole dont le prix est désormais supérieur à 30 dollars par baril sur le marché du comptant, il est difficile de concevoir comment un regain d'inflation pourrait être évité dans les pays industrialisés.

Même dans l'hypothèse où le conflit s'apaise prochainement, la crise d'août 1990 imprimera sa marque sur les résultats économiques mondiaux au cours des prochains mois. Aux Etats-Unis, les autorités monétaires n'ont toujours pas indiqué de quelle façon elles comptaient éviter la menace de la «stagflation», c'est-à-dire l'accélération de l'inflation accompagnée d'une croissance faible ou nulle.

En conséquence, le rendement de l'emprunt phare du Trésor à long terme a franchi allègrement la barre de 9 %, au plus haut de l'année, avant de se stabiliser en fin de semaine à 9,10 %. Le moins que l'on puisse dire *est que la courbe des taux est redeve*nue pentue (ceux à long terme se situant bien au-dessus de ceux à court terme). Car, malgré des tensions récurrentes, apaisées par des injections de liquidités de la part de la Réserve fédérale, le taux des fonds fédéraux fluctue toujours entre 8 % et 8,25 %. Le comité de *l'open market* de la Réserve fédérale, qui détermine *les contours de la politique* monétaire, s'est réuni ces derniers jours, sans qu'aucune information soit révélée sur la teneur des discussions.

De même, lors de sa réunion de rentrée, la Bundesbank a décidé de maintenir à 6 % le taux de l'escompte, et à 8 % celui du Lombard. Certains opérateurs n'hésitaient pourtant pas à prédire un durcissement du crédit de la part d'un institut d'émission réputé pour sa pugnacité contre l'inflation et qui devra, à partir du 3 octobre, gérer l'intégration économique totale de la RDA. Au contraire, la Bundesbank a servi vendredi au marché des liquidités à très court terme au taux inchangé de 8 %, prouvant ainsi son désir d'éviter les tensions sur les échéances les plus courtes. En revanche, le taux de l'emprunt d'Etat à dix ans, le «Bund», n'a cessé de progresser, atteignant vendredi 8,95 % après avoir dépassé les 9 % la veille.

La configuration des marchés mon*diaux du crédit aura donc bien* changé au cours de l'été, puisque si, depuis leur forte hausse du printemps, les taux d'intérêt allemands sont proches, sur le long terme, de ceux des Etats-Unis, ce sont maintenant les taux japonais qui se hissent au niveau de ceux des deux principaux rivaux économiques de l'archipel. Plus de 8 % sur les emprunts d'Etat à dix ans, cela ne s'était pas vu à Tokyo depuis longtemps. En conséquence, les rumeurs d'un nouveau relèvement du taux de l'escompte nippon à l'automne, après celui du 20 mars dernier (à 5,25 %), vont bon train.

D'aucuns auront remarqué qu'à l'exception du marché japonais la *place de Paris est celle qui a le moins* bien résisté aux récentes turbulences. Les explications sont multiples, mais toutes expriment la même idée : le marché du crédit français est plus fragile que sur la plupart des autres places obligataires.

La France a déjà prouvé qu'elle pouvait avoir une monnaie solide et une place financière digne d'attirer les étrangers. Il lui reste à montrer qu'elle peut surmonter une crise économique et financière aussi bien, voire mieux que ses partenaires. Or on dit déjà que les prochains indices mensuels des prix atteindront 0,7 % voire 0,8 %. Selon l'un des responsables d'une grande compagnie d'assurances française, les investisseurs japonais se retirent déjà du marché parisien des actions, appliquant une «consigne». Ils avaient pourtant tablé, selon lui, sur *« la capacité de la France à connaître une forte croissance dans un climat financier assaini »*. Mais les points de vue changent vite. Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant que *le MATIF* se soit écroulé au cours des dernières séances, particulièrement lors de celle du 23 août, qui a vu l'échéance de septembre tomber au-dessous de 97, au plus bas depuis février.

Alors que les opérateurs du marché à terme parisien ont montré à plusieurs reprises, lors des récents *tumultes internationaux, qu'ils préfé*raient rester à l'écart que de trop spéculer, ils ont échangé 100 000 contrats jeudi (contre 50 000 environ lors d'une séance ordinaire).

Le taux de l'OAT (obligation assimilable du Trésor) à dix ans, pour sa part, a progressé jusqu'à 10,50 %. L'écart entre les taux français et allemands est donc passé en l'espace d'une semaine de 120 à près de 150 points de base. Belle déception pour ceux qui, réunification allemande et bonne tenue du franc obligeant, prévoyaient une élimination rapide de cette différence.

Malgré tous ces remous, l'activité a repris sur le marché primaire français, après une trêve estivale de plusieurs semaines. L'auxiliaire du Crédit foncier de France a entamé la «saison» avec un emprunt de 1 milliard de francs sur dix ans à 10,60 %, qui est ressorti avec un taux actuariel de 10,70 % et a été bien accueilli. Il faut dire que l'organisme avait tenu à rassurer les acquéreurs en leur garantissant un «écart protégé», c'est-à-dire un ajustement du prix d'émission sur celui de l'emprunt du Trésor. S'entourant de la même précaution, la CRH (Caisse de refinancement hypothécaire) a également émis 1 milliard à huit ans, au taux d'intérêt nominal de 10,60 % et actuariel de 10,74 %.

De nombreux émetteurs ont exprimé leur intention de faire appel au marché dès la semaine prochaine dans le cas de la CAR (Caisse autonome de refinancement). Souhaitent-ils lancer leurs emprunts au plus vite, estimant que le marché sera forcement plus mauvais qu'en cette fin du mois d'août ?

FRANÇOISE LAZARE

Le Monde

LA CRISE DU GOLFE : à l'unanimité moins deux abstentions

Le Conseil de sécurité autorise le recours à la force pour faire respecter l'embargo contre l'Irak

Prenant une initiative exceptionnelle, le Conseil de sécurité des Nations unies, grâce à l'aval de l'Union soviétique, a décidé, à l'unanimité moins deux abstentions, d'autoriser l'emploi de la force pour faire respecter l'embargo économique décidé à l'encontre de l'Irak.

NATIONS UNIES

correspondance

C'est par treize voix pour, dont les cinq membres permanents du Conseil, et deux abstentions, celles de Cuba et du Yémen, que le vote a été acquis tard dans la nuit du vendredi à samedi 25 août, heure de New-York, après quarante-huit heures de négociations intensives entre les Etats-Unis et leurs partenaires. Il change la physionomie du conflit du Golfe, puisqu'il va permettre une application «musclée» de la quarantaine dont fait l'objet le régime du président Saddam Hussein.

Expliquant son vote, le délégué du Yémen a déclaré que son pays ne souhaitait *«aucune solution autre que pacifique. Cette résolution est allée trop vite. Les mesures prévues dans le texte ne sont pas précises»*. Le représentant de Cuba s'est déclaré *«loin d'être convaincu»* par les arguments employés, faisant remarquer que le secrétaire général de l'ONU n'avait pas encore présenté son rapport sur l'embargo. Il a posé la question de savoir qui fera partie de la force ainsi créée et qui la dirigera. *«Les Etats-Unis*, a-t-il ajouté, *n'ont pas été mandatés par le Conseil pour diriger cette force.»*

Il s'agit là d'une première dans l'histoire de l'ONU. Les cinq membres permanents du Conseil ne s'étaient en effet jamais mis d'accord auparavant sur l'utilisation de la force contre un des cent cinquante-neuf membres de l'organisation. En juin 1950, au moment de l'invasion de la Corée du Sud par le Nord, le Conseil avait bien autorisé l'usage de la force, mais cette décision n'avait été acquise que grâce à l'absence de l'Union soviétique, qui boycottait le Conseil de sécurité pour protester contre le fait que la Chine y était représentée par le Kouomintang et non par Pékin. La politique de la *«chaise vide»* de l'Union soviétique avait permis aux Etats-Unis d'assurer le commandement des forces de l'ONU – très largement américaines – en Corée.

Vote ambigu de la Chine

Les observateurs voient là une ère nouvelle pour l'ONU. Ils ajoutent que la décision n'a pu être acquise que parce que l'URSS avait fait cause commune avec les Occidentaux. Les Américains avaient d'ailleurs annoncé qu'ils ne demanderaient pas de réunion formelle du Conseil sans avoir obtenu l'accord de Moscou. Le texte adopté, la cinquième résolution du Conseil de sécurité depuis l'invasion du Koweït par l'Irak satisfait tous ses membres, puisque les *«préoccupations»* de chacun ont été intégrées dans le texte.

La résolution 665 ne mentionne plus *«l'usage minimum de la force»*, comme l'avaient proposé les Américains. Mais elle demande *«aux Etats membres qui coopèrent avec le gouvernement du Koweït et déploient des forces navales dans la région* [du Golfe], *de prendre des mesures qui soient en rapport avec les circonstances du moment, selon qu'il sera nécessaire, sous l'autorité du Conseil de sécurité, pour arrêter tous les navires marchands qui arrivent ou qui partent afin d'inspecter leur cargaison et de s'assurer de leur destination, et de faire appliquer strictement les dispositions de la résolution 661* (qui prévoit l'embargo contre l'Irak) *relative aux transports maritimes»*. Bien que le terme de *«force»* ne se retrouve pas dans le texte, son usage est prévu implicitement en cas de la violation de l'embargo. C'est ce qui ressort des propos du représentant soviétique, M. Valentin Lozinski : *«L'URSS veut mettre l'accent sur la nécessité de poursuivre les efforts politiques et diplomatiques afin de régler la crise irako-koweïtienne. Mais nous n'excluons pas la possibilité qu'un minimum de force soit utilisé. Ce qui veut dire que les navires peuvent être arrêtés et contrôlés en vue de l'application de la résolution sur les sanctions. En cas de nécessité, la force pourra être employée.»* Point de vue qui n'est pas partagé par la Chine qui, en dépit de son vote positif, a estimé que ces *«mesures proportionnées aux circonstances du moment» «ne contiennent pas le concept de l'utilisation de la force»*. C'est donc à la demande de Moscou que *«l'usage maximum des mesures politiques et diplomatiques»* a été intégré dans le texte. Les pays non alignés avaient exprimé leurs *«préoccupations»* quant à l'éventuelle participation d'Israël à une opération militaire contre l'Irak. Pour les rassurer, le texte demande aux pays *«déjà coopérants avec le Koweït»* de prendre des mesures appropriées. Il reste à savoir ce que les Américains ont promis à l'URSS et à la Chine pour obtenir le vote positif de la première et éviter le veto de la deuxième.

AFSANE BASSIR POUR

Le texte de la résolution 665

Le Conseil de sécurité

– rappelant ses résolutions 660 (1990), 661 (1990), 662 (1990) et 664 (1990), et exigeant qu'elles soient appliquées intégralement et immédiatement,

– ayant décidé dans la résolution 661 (1990) de prendre des sanctions économiques conformément au chapitre VII de la Charte des Nations unies,

– résolu à mettre un terme à l'occupation du Koweït par l'Irak, qui met en danger l'existence d'un Etat membre, et à rétablir l'autorité du gouvernement légitime du Koweït ainsi que la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territorale du Koweït, ce qui exige que les résolutions susmentionnées soient appliquées rapidement,

– déplorant que l'invasion du Koweït par l'Irak ait coûté la vie à des innocents, et résolu à empêcher de nouvelles pertes en vies humaines,

– vivement alarmé par la persistance de l'Irak dans son refus de se conformer aux résolutions 660, 661, 662 et 664, en particulier par la conduite du gouvernement irakien qui utilise des navires battant pavillon irakien pour exporter du pétrole :

1. Demande aux Etats membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien et déploient des forces navales dans la région de prendre des mesures qui soient en rapport avec les circonstances du moment, selon qu'il sera nécessaire, sous l'autorité du Conseil de sécurité, pour arrêter tous les navires marchands qui arrivent ou qui partent, afin d'inspecter leur cargaison et de s'assurer de leur destination, et de faire appliquer strictement les dispositions de la résolution 661 relative aux transports maritimes ;

2. Invite les Etats membres à coopérer en conséquence autant que de besoin pour assurer le respect des dispositions de la résolution 661 (1990), en recourant au maximum à des mesures politiques et diplomatiques, conformément au paragraphe 1 ci-dessus ;

3. Demande à tous les Etats, agissant conformément à la Charte, de fournir aux Etats visés au paragraphe 1 de la présente résolution l'assistance dont ils pourront avoir besoin ;

4. Demande en outre aux Etats concernés de coordonner les mesures qu'ils prendront en application des paragraphes qui précèdent, et après des consultations avec le secrétaire général, en recourant selon qu'il conviendra au Comité d'état-major pour présenter des rapports au Conseil de sécurité et à son Comité créé par la résolution 661 (1990), pour faciliter la surveillance de l'application de ladite résolution ;

5. Décide de rester activement saisi de la question.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 25 août 1990 a été tiré à 578 663 exemplaires.

Candidat à la succession de Louis Longequeue

M. Rodet, jospiniste, a bénéficié de l'appui des rocardiens pour devenir maire de Limoges

Les militants socialistes de Limoges, réunis en assemblée générale vendredi 24 août, ont préféré, à 64 %, M. Alain Rodet, jospiniste, premier adjoint au maire, à M. Robert Savy, fabiusien, président du conseil régional du Limousin, pour succéder, à la tête de la municipalité, à Louis Longequeue, décédé le 11 août. La veille, le groupe socialiste du conseil municipal avait aussi donné la préférence à M. Rodet, qui avait l'appui des rocardiens, par 14 voix contre 13. Le conseil municipal devait élire le nouveau maire dimanche 26 août, après l'investiture officielle du candidat, samedi matin, par le bureau exécutif national du Parti socialiste.

LIMOGES

de notre envoyé spécial

Il y a un perdant, mais pas de vainqueur. Les Limougeauds commentent l'échec de M. Savy, député et président du conseil régional, dans sa course à la mairie. Ils analysent *«ses erreurs stratégiques»*, regrettent *«sa boulimie de mandats»* et s'interrogent sur la suite de sa carrière. La personnalité de M. Savy domine les conversations. Comme si, de son côté, M. Rodet n'avait pas vraiment gagné. Jusqu'à la dernière heure, les deux candidats auront campé dans leur rôle.

Les deux hommes sont originaires de la Convention des institutions républicaines, animée, dans les années 60, par M. François Mitterrand. M. Savy, brillant professeur de droit public et ancien doyen de la faculté de Limoges, a bâti son cursus professionnel et cultivé ses amitiés politiques avant d'affronter le verdict des urnes. Il a déjà quarante-sept ans lorsqu'il devient adjoint au maire de Limoges. Deux ans plus tard, en 1979, il prend la tête de la fédération de la Haute-Vienne du Parti socialiste.

M. Rodet, quarante-six ans, a, lui, gravi les échelons «à la force du poignet», entrant très jeune dans le sérail politique au cabinet de M. André Chandernagor. Il siège au conseil municipal dès 1971 et s'impose un travail consciencieux.

En 1988, M. Savy est premier adjoint au maire, Louis Longequeue, et son suppléant au Sénat : le «dauphin» imparable. Patienter ne lui suffit pas. *«Il voulait l'onction du suffrage universel»*, explique M. Jean-Jacques Dubouchaud, rocardien, conseiller général et adjoint aux sports. M. Savy chasse ainsi de son siège de député, en juin 1988, M. Michel Bernard, chef de file local du RPR, dans une circonscription pourtant taillée sur mesure par M. Charles Pasqua. M. Rodet se glisse, alors, dans le fauteuil de premier adjoint.

M. Savy, l'un des deux présidents de région socialiste depuis 1986, semble alors situer son avenir politique au-delà du cadre local. Il avoue pourtant, aujourd'hui, que la mairie de Limoges constitue, *«pour des raisons sentimentales, son objectif suprême». «Pour lui, c'est un peu comme l'accomplissement d'un rêve de gosse»*, dit-on à la fédération, en ajoutant qu'il a commis *«une grave erreur tactique»* en quittant un poste de premier adjoint qui l'aurait *«naturellement»* conduit à son but. *«La carrière personnelle d'un homme politique passe après les intérêts des électeurs et de son parti»*, répond M. Savy. Il estime avoir obéi à ce principe, aux législatives, en freinant l'ascension de M. Bernard avant les municipales de l'année suivante.

Louis Longequeue ne conserve, alors, sa mairie qu'avec 600 voix d'avance, à cause, notamment, de la percée des Verts (20 %) au second tour. Les écologistes présentent leur succès comme *«la marque du rejet de l'immobilisme»* dans une commune qui n'a connu que deux maires en soixante-dix-huit ans. Limoges commence, en effet, à sortir de sa torpeur et de ses complexes.

M. Savy essaie d'incarner ce renouveau. A la région, il s'ouvre aux forces extérieures et développe une politique de communication originale et budgétivore. *«Moi, je préfère avancer par la concertation et sans tenir de conférence de presse à chaque pas»*, affirme son adversaire.

Les styles diffèrent, mais, pour le fond, *«Rovy et Sadet, c'est la même chose»*, caricature M. Philippe Pauliat-Defaye, conseiller municipal de l'opposition (UDF). Les rocardiens ont, pourtant, fait la différence, leur appui à M. Rodet devant valoir à l'un des leurs le siège de sénateur qui sera pourvu par une élection partielle le 30 septembre prochain.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

Retour à l'état d'urgence en Afrique du Sud

Le gouvernement a pris des mesures d'exception pour tenter d'arrêter le carnage qui a fait plus de cinq cents morts, en moins de deux semaines, dans les ghettos noirs de Johannesburg.

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Retour à la case départ ? La décision annoncée, vendredi 24 août, par Adriaan Volk, ministre de la loi et de l'ordre, de déclarer *«zones d'émeutes»* vingt-sept cités noires autour de Johannesburg – dont Soweto – n'équivaut-elle pas, peu ou prou, à remettre en vigueur l'état d'urgence qui avait été levé début juin sur l'insistance du Congrès national africain (ANC) dans trois des quatre provinces du pays ?

Prise en vertu de *«l'acte sur la sécurité publique»*, cette décision pourra être prorogée au-delà de trois mois par décret présidentiel. Elle interdit notamment aux habitants des zones concernées le port d'armes à feu et d'armes blanches : machettes, lances, massues, fourches, etc. M. Volk se réserve le droit de recourir à des mesures plus strictes si les circonstances l'exigeaient.

D'ores et déjà, le ministre a annoncé que les effectifs de la police et de l'armée allaient être sérieusement renforcés pour tenter de venir à bout des affrontements entre partisans de l'ANC et du mouvement zoulou Inkatha. Depuis le 13 août, ces violences politico-tribales ont causé la mort de plus de cinq cents Noirs, dont cent vingt-trois dans la seule township de Soweto. Jamais, depuis 1976, on n'a vu pareille hécatombe.

Cette décision a été prise sans consultation préalable de l'ANC, mais M. Nelson Mandela, son vice-président, s'en est entretenu vendredi après-midi avec le président Frederik De Klerk.

A l'issue de cet entretien, il s'est montré très sceptique sur l'efficacité de ces mesures, les jugeant même *«complètement inutiles»* comme, à l'en croire, fut inopérant l'état d'urgence. Pour autant, ce retour en arrière ne menace pas à son avis le processus de paix en cours. *«Nous sommes résolus à ce qu'il réussisse»*, a-t-il répété.

JACQUES DE BARRIN

Un palace volant pour le président Bush

Suite avec lits jumeaux et salle de bain, quatre ordinateurs, 85 téléphones, un petit hôpital... C'est un véritable palace volant dont va prendre possession le président Bush, l'avion de transport le plus perfectionné, le plus confortable-et le plus cher-jamais construit.

Avec près de deux ans de retard du à d'extrêmes complexités électroniques, la compagnie Boeing a livré jeudi 23 août le nouvel «Air Force One», un 747 qui remplacera le vénérable 707 ayant servi de Maison Blanche volante à sept présidents américains. L'ancien pilote de l'aéronavale qu'est M. Bush devrait pouvoir s'émerveiller de son nouvel avion dès le mois de septembre

Réunis en université d'été

Les jeunes poperénistes critiquent l'action de M. Mitterrand

SAINT-MÉDARD-EN-JALLES

de notre envoyé spécial

A quoi reconnaît-on, au Parti socialiste, un jeune poperéniste ? Les débats qui ont occupé, jeudi 23 et vendredi 24 août, à Saint-Médard-en-Jalles, dans la banlieue de Bordeaux, l'université d'été des Jeunes rassemblés à gauche, c'est-à-dire les jeunes socialistes proches du ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, ont apporté deux éléments de réponse : on reconnaît les jeunes poperénistes à leur ardeur à militer en première ligne contre les thèses du Front national et à leur franc-parler particulièrement iconoclaste vis-à-vis de leurs aînés.

Non seulement ils expriment sans fard la crise d'identité que ressentent, aujourd'hui, beaucoup de militants socialistes, mais ils montrent que M. François Mitterrand lui-même n'est plus épargné par les critiques de la nouvelle génération militante. Exemples de leurs réponses sur ce chapitre : *«Il n'y a plus de mitterrandisme ; il n'y a plus que des jospinistes ou des fabiusiens, autrement dit des bureaucrates et des arrivistes» ; «On ne peut pas dire que Mitterrand nous ait trompés en 1988, puisqu'il n'a rien promis, mais son discours sur la réduction des inégalités n'est plus crédible.»*

Conclusion appropriée de l'un de ces jeunes militants au verbe décapant : *«Depuis la dernière élection présidentielle, il n'y a plus de tabou au Parti socialiste.»*

ALAIN ROLLAT

Selon l'hebdomadaire «le Point»

La Libye serait impliquée dans l'attentat du DC-10 d'UTA

La Libye serait impliquée dans l'attentat contre le DC-10 d'UTA Brazzaville-Paris, qui avait explosé en vol au-dessus du désert du Ténéré, causant la mort de 170 personnes le 19 septembre 1989, affirme *le Point* dans son édition du 27 août. Selon l'hebdomadaire, l'attentat aurait été commis par trois opposants congolais au régime de Brazzaville, à l'aide d'une valise piégée fournie quinze jours auparavant par un diplomate de l'ambassade libyenne.

Le magazine fonde ses révélations sur les aveux d'un suspect congolais qu'aurait recueillis le juge d'instruction parisien, M. Jean-Louis Bruguière, chargé de l'enquête sur cet attentat dans lequel un ministre tchadien avait également trouvé la mort. Accompagné de policiers de la DST et de la PJ, le magistrat se serait rendu fin juillet à Brazzaville. Le Congolais, Bernard Yanga, aurait livré les noms de deux complices – dont l'un, Apollinaire Mangatany, le porteur de valise, figurait au nombre des passagers et a aujourd'hui disparu – membres comme lui d'un groupe d'opposants soutenu par la Libye et décidé à *«punir la France»* pour sa politique au Tchad.

Outre l'«assistance» fournie par le diplomate libyen, Abdallah Elazrag, deux experts seraient également venus de Tripoli pour préparer l'opération, affirme l'hebdomadaire, selon lequel le président de la République, M. François Mitterrand, a été informé début août de l'orientation des conclusions du magistrat.

□ **Le groupe Hachette entre dans le capital de «l'Evénement du jeudi».** – Le capital de la société éditrice de *l'Evénement du jeudi* vient d'être porté à 41,5 millions de francs, grâce à l'arrivée du groupe Hachette, par l'intermédiaire de filiales. Les petits porteurs (environ 20 000 dont la plupart sont des souscripteurs du début) conservent, avec environ 55 % du capital, le contrôle du titre.